

DÉMARCHE RSE DU GROUPE BEL

COMMUNICATION SUR LES PROGRÈS 2018



CHAQUE PORTION NOUS ENGAGE.



Du sourire à partager

1	UNE DÉMARCHE AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DU GROUPE	7
2	ŒUVRER POUR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS	9
3	S'ENGAGER POUR UNE AGRICULTURE DURABLE	28
4	PROMOUVOIR UNE NUTRITION ATTENTIVE	34
5	RÉDUIRE SON EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	40
6	ANNEXES	51

À propos de ce document

Ce document présente la démarche de Responsabilité Sociétale du Groupe Bel et les actions qui en découlent dans l'optique d'une création de valeur à court, moyen et long termes. Il précise notamment les progrès accomplis pour mieux intégrer les principes du Pacte Mondial des Nations Unies dont le Groupe Bel est adhérent depuis 2003.

Les données publiées dans ce document concernent l'ensemble des entités et filiales de Bel telles que consolidées dans son Rapport financier annuel. Elles couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 ou sont une photographie au 31 décembre 2018.

Lorsque l'historique est disponible, les données sont renseignées sur les trois derniers exercices afin de donner au lecteur une vision des progrès du Groupe. Concernant les données environnementales Bel considère qu'un historique plus long rend mieux compte de ses progrès. Pour ces données, l'année de référence est 2008.

Où trouver les informations ?

Pour donner plus d'informations sur certaines thématiques, le présent rapport effectue des renvois vers le Document de Référence 2018 du Groupe (disponible sur le site internet www.groupe-bel.com).

Le présent document est disponible sur le site du Groupe www.groupe-bel.com, ainsi que sur le site du Global Compact www.unglobalcompact.org.

DÉCLARATION

DE SOUTIEN AU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES



“ En 2018, nous avons fait des progrès majeurs grâce au déploiement de notre programme RSE « Chaque Portion Nous Engage », dont l’ambition est de rendre nos marques toujours plus innovantes et responsables. ”

Antoine FIÉVET

**Président-Directeur Général
du Groupe Bel**

Le 11 juin 2019

Chez Bel, nous avons toujours cherché à avoir un impact positif sur notre écosystème d’entreprise et sur l’ensemble de notre chaîne de valeur, de la ferme à l’assiette. Nous souhaitons continuer à nous engager pour relever un défi majeur : contribuer à nourrir durablement des milliards d’êtres humains sur notre planète.

C’est là tout l’enjeu de notre mission d’entreprise : « Nous engager pour une alimentation plus saine et responsable pour tous ». Nous sommes convaincus qu’en tant qu’entreprise agroalimentaire avec des marques fortes présentes dans le monde entier, nous avons un rôle à jouer dans la révolution alimentaire actuelle. Nous voulons être partie prenante de ce défi en concentrant nos efforts sur les grands enjeux du bien-être de tous, de la nutrition, de l’agriculture durable et de l’empreinte environnementale.

Nous nous sommes engagés dans le Pacte Mondial des Nations Unies il y a plus de 15 ans et avons contribué au respect des dix principes fondamentaux du Pacte mondial en déployant notre modèle de croissance durable. Nous visons à faire de la création de valeur partagée un modèle de croissance, du dialogue et des partenariats, la solution pour générer un impact positif pour l’ensemble des acteurs de notre écosystème.

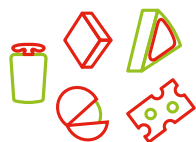
Grâce à l’engagement de nos 12 600 employés dans le monde, 2018 a été une nouvelle année de réalisations. Nous avons fait des progrès majeurs grâce au déploiement de notre programme RSE « Chaque Portion Nous Engage », dont l’ambition est de rendre nos marques toujours plus innovantes et responsables. Nous continuerons de nous concentrer sur la promotion de pratiques agricoles durables, l’amélioration continue de la qualité nutritionnelle et de la naturalité de nos produits, ainsi que la réduction de notre empreinte environnementale. Nous sommes déterminés à continuer à mobiliser notre écosystème pour atteindre ensemble les objectifs de notre Scorecard RSE, en développant des initiatives innovantes et conçues conjointement avec nos partenaires, qu’il s’agisse des producteurs laitiers, des distributeurs, des ONG ou des fournisseurs.

Je suis heureux de profiter de cette Communication sur le Progrès au niveau *Advanced*⁽¹⁾ pour réaffirmer l’engagement volontaire de Bel en faveur du développement durable et l’application des dix principes fondamentaux du Pacte mondial des Nations Unies. J’en profite également pour remercier toutes les équipes de Bel à travers le monde pour leur contribution et leur implication à la construction de notre modèle de croissance durable. Je vous invite à en apprendre davantage sur notre programme et nos actions.

(1) Pour plus d’informations sur le niveau de différenciation *Advanced* du Pacte Mondial des Nations Unies, consulter www.cop-advanced.org.

UN ACTEUR MONDIAL DU SNACKING SAIN, LAITIER ET FRUITIER

INFORMATIONS CLÉS



19

MILLIARDS
DE PORTIONS

+ de 30
MARQUES LOCALES
ET INTERNATIONALES



12 600
COLLABORATEURS

3 312 M€
CHIFFRE D'AFFAIRES

96 M€

RÉSULTAT NET -
PART DU GROUPE

160 M€

RÉSULTAT
OPÉRATIONNEL

4,8 % ⁽²⁾

MARGE
OPÉRATIONNELLE

-135 M€

VARIATION DE
LA TRÉSORERIE

+ de 30

FILIALES DANS
LE MONDE

3 valeurs

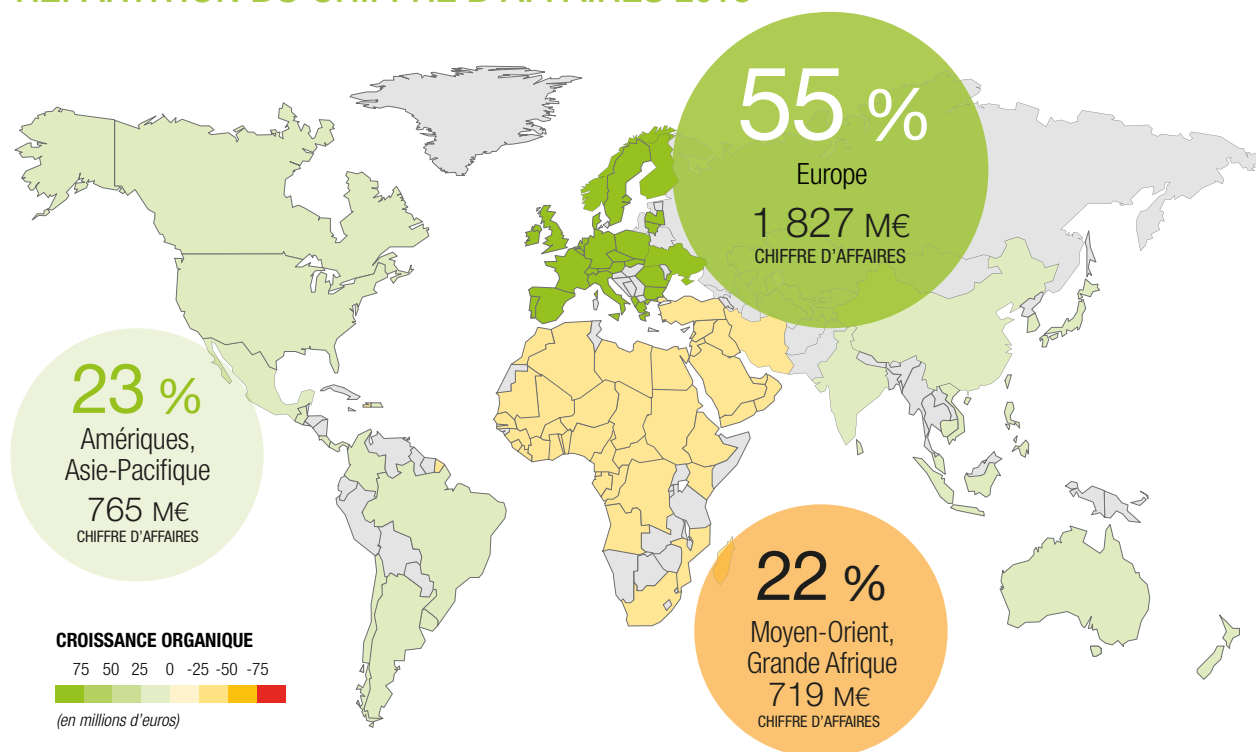
AUDACE, BIENVEILLANCE
ET ENGAGEMENT

2 495 M€

TOTAL CAPITAUX INVESTIS

(1) Les autres informations financières et comptables, ainsi que les états financiers détaillés sont présentés au chapitre 5 et sur le tableau page suivante.
(2) La marge opérationnelle est le ratio du résultat opérationnel rapporté au chiffre d'affaires.

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES 2018





MISSION : NOUS ENGAGER POUR UNE ALIMENTATION PLUS Saine ET RESPONSABLE POUR TOUS.

« BIG BEL » – LE PLAN STRATÉGIQUE DU GROUPE

Développer un modèle de croissance durable, créateur de valeur pour l'Entreprise, pour ses parties prenantes et pour son écosystème

4 piliers stratégiques



Déployer des **marques positives**



Accélérer l'**innovation positive** pour soutenir la croissance



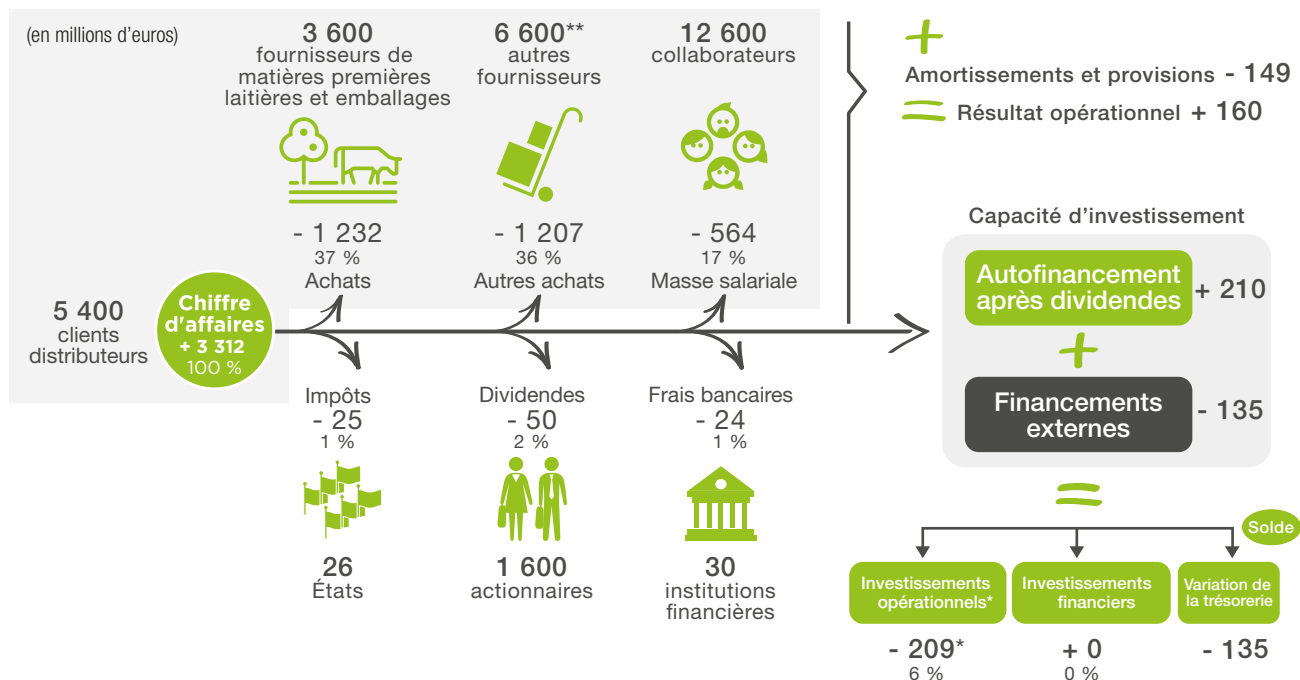
Réussir **sur les territoires de croissance**



S'adapter aux **modèles de distribution de demain**

CHAQUE PORTION NOUS ENGAGE.

PARTAGE DE LA VALEUR CRÉÉE



* Investissements industriels, Systèmes d'Information et croissance de l'activité (variation du besoin en fond de roulement).

** Avec un chiffre d'affaires annuel supérieur à 10 k€.



Agriculture Durable

Améliorer la durabilité
et l'empreinte environnementale
de la filière laitière

AVEC NOS ÉLEVEURS ET WWF FRANCE

100%

des éleveurs ayant
accès à des **modèles
sociétaux innovants**



100%

des fermes certifiées
pour le **bien-être animal**
par une tierce partie

100%

du lait provenant
de vaches nourries avec
une **alimentation
sans OGM**



100%

de l'**approvisionnement
certifié** ou respectant
les engagements de la
Charte pour les **matières
grasses végétales***

*utilisées dans nos produits



Empreinte Environnementale

Réduire l'empreinte
environnementale liée à la fabrication
et la consommation de nos produits.

AVEC NOS
FOURNISSEURS

100%

des **emballages
recyclables ou
biodégradables**



100%

de l'approvisionnement
certifié
« **zéro déforestation** »



DANS NOS
USINES

Atteindre la
neutralité carbone
pour nos opérations

-80%

de consommation
d'eau *



DANS TOUTE
NOTRE CHAÎNE
DE VALEUR

-17%

d'émissions de gaz à
effet de serre*

*par tonne de fromage produite (vs 2008)

Nutrition Attentive



Améliorer la valeur nutritionnelle de nos produits et promouvoir de bonnes habitudes alimentaires



POUR NOS CONSOMMATEURS

80%

du portefeuille produits Enfants respecte les critères « Bel Nutri + »*



AVEC DES PARTENAIRES LOCAUX

programmes d'éducation à la nutrition

Dans 10 pays majeurs pour les consommateurs « Educanut »

Dans 30 pays majeurs pour les collaborateurs « Healthy smiles »



*Système de profilage nutritionnel de Bel

OBJECTIFS 2025

Bien-Être de tous



S'engager envers les hommes et les femmes – au sein de nos équipes, mais aussi envers celles et ceux avec qui nous travaillons chaque jour – pour offrir aux familles du monde entier des produits uniques et responsables.



ENVERS NOS COLLABORATEURS

100% des salariés ayant suivi une formation durant l'année

Tendre vers le zéro accident

40% de femmes dans le Top management



ENVERS NOS FOURNISSEURS

55/100 score moyen « Ecovadis » des fournisseurs

Promouvoir les bonnes pratiques sociales et environnementales auprès de nos fournisseurs

ENVERS NOS CONSOMMATEURS

100% des produits proposant une information spécifique : environnementale, nutritionnelle, etc.



OBJECTIFS 2025

Pour faire face aux enjeux climatiques et démographiques et contribuer à nourrir de manière responsable plus de 9 milliards d'individus à horizon 2050, le Groupe doit se développer sans augmenter la pression sur les ressources de la planète et l'environnement, en construisant des relations durables avec ses partenaires.

Le Groupe est ainsi convaincu que sa responsabilité ne se limite pas à ses impacts directs, mais s'étend tout au long de sa chaîne de valeur, de l'amont agricole à la valorisation des emballages, en passant par la fabrication et la consommation de ses produits.

Dans le cadre de sa mission redéfinie en 2018 « Nous engager pour une alimentation plus saine et responsable pour tous », le Groupe a réaffirmé ses engagements pour transformer durablement son modèle de croissance et son offre produit, *via* son programme « Chaque portion nous engage ».



1

UNE DÉMARCHE AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DU GROUPE

Le Groupe Bel est engagé depuis plus de 15 ans dans une démarche de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE), initiée dès 2003, par la signature du Pacte Mondial des Nations Unies. Depuis lors, Bel a constamment œuvré à conduire ses activités dans le respect de l'éthique, à réduire leur empreinte environnementale et à développer une offre de produits toujours plus responsables, tout en construisant des relations durables et sincères avec ses parties prenantes.

Afin d'aller plus loin, Bel a structuré sa démarche en 2016 pour placer le développement durable au cœur de son modèle d'entreprise. Le Groupe affiche ainsi clairement sa volonté de créer de la valeur pour l'Entreprise, pour ses parties prenantes et pour son écosystème sur le long terme.

Créer de la valeur partagée avec son écosystème

Concrètement, cela signifie pour Bel de contribuer à avoir un impact positif à chaque étape de sa chaîne de valeur, non seulement pour son activité, mais également pour l'ensemble de son écosystème : ses consommateurs, ses collaborateurs, ses fournisseurs et ses autres partenaires.



Le Groupe est convaincu que chaque marque, chaque site de production, chaque collaborateur a la responsabilité d'intégrer cette dimension dans les prises de décisions qui guident la vie de l'Entreprise.

Des objectifs ambitieux à horizon 2025

Car il est convaincu que compétitivité et durabilité vont de pair, le Groupe Bel s'engage à contribuer positivement à son environnement et a placé l'innovation positive au cœur de son modèle d'entreprise.

Bel est convaincu que chacun doit contribuer à améliorer de manière durable l'avenir des générations futures. La stratégie et les engagements du Groupe sont ainsi alignés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en lien avec son activité (voir Annexe 4).

Pour chacun des piliers du programme « Chaque portion nous engage », le Groupe a défini des objectifs chiffrés qui guident ses actions à horizon 2025. Ces quatre piliers sont également le socle de la transformation profonde des marques du Groupe initiée en 2017, permettant à Bel d'offrir à ses consommateurs des produits de plus en plus responsables, de la ferme à l'assiette.

Afin de donner une vision simple et transparente de l'ensemble de sa démarche à ses parties prenantes internes et externes, Bel a élaboré une *Scorecard* qui permet de suivre l'évolution de ses objectifs année après année. Celle-ci est présentée dans chacun des chapitres suivants.

Une appropriation des enjeux RSE à tous les niveaux de l'Entreprise

L'organisation du Groupe facilite la prise en compte des enjeux RSE depuis les instances dirigeantes jusqu'aux équipes opérationnelles.

Le Conseil d'administration gardien des engagements

Le Conseil d'administration du Groupe Bel se prononce sur l'ensemble des décisions relatives aux orientations stratégiques, économiques, sociétales, environnementales, financières et industrielles du Groupe et veille à leur mise en œuvre par la Direction générale.

Le Comité exécutif porteur des priorités stratégiques RSE

Le Comité exécutif, présidé par le Président-directeur général et rassemblant l'ensemble des fonctions clés de l'Entreprise, porte le modèle de croissance durable du Groupe.

Pour accompagner le déploiement de ce plan ambitieux, Bel a également mis en place deux Comités exécutifs par an spécialement dédiés à la RSE. Ces Comités ont pour objectif de valider les décisions stratégiques, d'arbitrer les investissements nécessaires, d'aligner les équipes autour des priorités et de les ajuster en fonction des évolutions du contexte dans lequel évolue le Groupe.

Le Comité d'investissement garant d'une croissance durable

Le Comité d'investissement, rattaché au Président-directeur général, a pour objectif de cadrer et de valider l'ensemble des projets d'investissement du Groupe d'un montant supérieur à 0,5 million d'euros. Il se réunit 6 à 8 fois par an.

Ce Comité est garant du respect des engagements RSE de Bel sur les nouveaux investissements. En effet, il évalue les projets non seulement sur des critères de performance économique et financière, mais aussi sur des critères extra-financiers correspondant aux enjeux majeurs – sociaux, environnementaux et sociétaux – du Groupe. Si cette évaluation extra-financière telle qu'analysée par la Direction RSE ressort comme ayant un impact potentiellement négatif sur ces enjeux majeurs, le projet doit être retravaillé jusqu'à obtenir une évaluation satisfaisante. Par ailleurs, des travaux et réflexions sont en cours pour donner encore plus de poids aux enjeux RSE dans l'évaluation de ces projets d'investissement.

Faits marquants 2018

- Définition de la nouvelle mission du Groupe, confirmant la place centrale de l'innovation positive dans sa stratégie de croissance.
- Mise à jour de l'analyse de matérialité réalisée en 2014 avec un panel de parties prenantes internes et externes.
- Déploiement de feuilles de route opérationnelles visant à atteindre les objectifs de la Scorecard.
- Célébration de la Journée mondiale de l'alimentation à travers des actions de sensibilisation dans différentes filiales du Groupe.

Les Comités spécifiques pour guider les enjeux prioritaires

Les Comités exécutifs dédiés à la RSE sont complétés par des Comités de pilotage spécifiques dédiés aux enjeux prioritaires du modèle de croissance durable du Groupe, tel que le Comité Agriculture durable (voir paragraphe 3 « S'engager pour une agriculture durable »). Ils ont ainsi pour objectif d'accompagner ses engagements et leur déploiement opérationnel dans les activités du Groupe.

Des réseaux de « Hackers » et d'« Activistes » supports de leur déploiement opérationnel

Deux réseaux complémentaires viennent enrichir le dispositif. Leur rôle est à la fois de soutenir le déploiement des engagements du Groupe à tous les niveaux de l'Entreprise, mais également d'initier de nouvelles approches permettant d'enrichir la démarche d'innovation positive :

- un réseau de collaborateurs « Hackers » représentant les différentes fonctions du Groupe, dont la principale mission est de coconstruire les politiques RSE et soutenir leur implémentation dans leurs domaines d'expertise ;
- un réseau de collaborateurs « Activistes » dans l'ensemble des filiales du Groupe, en charge de décliner localement les engagements du Groupe pour offrir des produits responsables et innovants aux consommateurs et de partager les bonnes pratiques entre pays.

Une vision partagée auprès de l'ensemble des collaborateurs

Le Groupe a réalisé en 2017 la première « Semaine du développement durable » au siège afin d'illustrer concrètement les engagements de son programme « Chaque portion nous engage » auprès des collaborateurs. En 2018, le Groupe s'est appuyé sur la Journée mondiale de l'alimentation pour partager, expliquer et valoriser l'ensemble des engagements du pilier Nutrition attentive. Cet événement a été déployé dans différentes filiales du Groupe Bel qui ont également pu mettre en avant leurs initiatives locales.

Enfin un nouveau réseau a été créé au siège du Groupe, le réseau des « Colibris »⁽¹⁾. Celui-ci rassemble des volontaires qui, au-delà de leur compétence métier, souhaitent par des actions simples faire changer de petites ou de grandes choses au niveau du siège. Une première action a ainsi été mise en place pour réduire les déchets et favoriser leur tri.

Priorités 2019

- Déployer un système d'évaluation des projets d'Innovation et de Rénovation afin d'assurer leur alignement avec le modèle de croissance durable du Groupe.
- Mettre à jour le processus d'évaluation des projets d'investissement afin d'améliorer l'intégration des engagements RSE dans l'ensemble des projets.
- Définir et mettre en place un système de suivi des « marques positives » du Groupe.

(1) Trouvant son titre dans la légende amérindienne.

2

ŒUVRER POUR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS

Les parties prenantes de Bel sont variées notamment du fait de la distribution internationale de ses marques et de l'implantation de ses sites industriels. Écoute, dialogue et concertation sont menés localement par les différentes directions avec leurs

propres parties prenantes. Cette organisation décentralisée permet de tenir compte de ces échanges de façon très opérationnelle.



Afin d'œuvrer pour le bien-être de tous et d'avoir un impact positif tout au long de sa chaîne de valeur, Bel a fait le choix de s'inscrire dans un modèle de création de valeur partagée avec ses parties prenantes internes et externes, avec une attention particulière sur :

- ses consommateurs ;
- ses collaborateurs ;

- ses partenaires ;
- les communautés de ses territoires d'implantation.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans les Objectifs de Développement Durable, notamment dans l'Objectif de Développement Durable n°3 « Bonne santé et bien-être ».

2.1 Placer l'éthique et la vigilance au cœur des activités du Groupe

Le Groupe Bel a depuis toujours placé l'éthique au cœur de la conduite de ses activités. Par ailleurs, le législateur en adoptant les lois Sapin II et Devoir de vigilance est venu encore renforcer la nécessité de placer l'éthique des affaires au cœur de la conduite des activités du Groupe au niveau mondial.

Plus qu'un enjeu spécifique, il s'agit d'asseoir une culture et une pratique de l'éthique au quotidien à tous les niveaux du Groupe. Bel attend de ses managers qu'ils aient un effet d'entraînement positif sur les attitudes, les comportements et les choix de l'ensemble de leurs équipes. Tous les collaborateurs, à tous les niveaux, sont responsables de la bonne application des principes du Code de bonnes pratiques des affaires et des politiques et chartes qui le complètent.

La gouvernance de l'éthique et de la vigilance chez Bel

Créé en 2012, le Comité d'Éthique et Conformité du Groupe s'appuie sur un Coordinateur éthique et un réseau de Référents éthiques désignés au sein des Départements ressources humaines de filiales pour promouvoir la mise en œuvre des engagements et leur application opérationnelle. Cette gouvernance a fait l'objet d'une validation par le Comité exécutif.

Ce Comité est en charge de l'arbitrage et du pilotage des politiques de conformité, notamment en matière de respect des droits humains, de leur déploiement effectif et du suivi des dispositifs de formation y afférents. Il peut en outre traiter toute alerte en matière d'éthique notamment lorsqu'elles ne peuvent l'être à un échelon hiérarchique. Il peut également être sollicité pour avis sur toutes questions en matière de conformité.

Le Coordinateur éthique a pour mission de coordonner la définition et le déploiement des actions de conformité, notamment en matière de corruption et de respect des droits humains et de l'environnement au niveau local avec le support des référents éthiques. Il rend compte de ses actions sur des bases régulières au Comité d'éthique et Conformité, qui lui-même rend compte de ses travaux au Comité d'audit.

Les Référents éthiques sont chargés de déployer les actions nécessaires à la sensibilisation et à la formation des collaborateurs locaux au Code de bonnes pratiques des affaires et aux politiques attachées. Ils sont l'indispensable relais local de toutes les initiatives menées au niveau du Groupe en matière d'éthique des affaires.

Pour assurer un déploiement effectif du Code de bonnes pratiques des affaires dans toutes les filiales et s'assurer de la parfaite connaissance de l'existence et du contenu de ce Code par l'ensemble des collaborateurs, ces Référents éthiques ont été spécialement formés afin d'être en mesure de former eux-mêmes les collaborateurs des filiales du Groupe. C'est ainsi que le Groupe a intensifié le déploiement de son programme de formation en ciblant les collaborateurs en fonction de leur situation managériale, de leur localisation géographique et de leurs métiers. À fin 2018, près de 400 collaborateurs ont été formés en présentiel, et un programme de formation e-learning anti-corruption a été lancé auprès de 500 collaborateurs.

Depuis 2015, l'ensemble des collaborateurs de Bel a accès à un système d'alerte permettant de déclarer les manquements aux principes énoncés dans le Code de bonnes pratiques des affaires dont ils auraient connaissance. Ce système d'alerte a été ouvert aux partenaires du Groupe avec lesquels il travaille en 2018 et tout tiers en relation avec le Groupe peut désormais faire état de tout fait

contraire à l'éthique dont il serait le témoin ou la victime. Les alertes sont traitées conformément aux dispositions légales, notamment en termes de protection du lanceur d'alerte. Les modalités de traitement des alertes sont détaillées dans un guide spécialement élaboré à cet effet. Toute alerte remontée est traitée par le référent éthique local, tenu d'informer étroitement le coordinateur éthique Groupe des résultats d'investigation et des mesures proposées en réponse. Lorsque le traitement de l'alerte ne peut être géré localement (nature de l'alerte ou identité des personnes visées), l'alerte est traitée directement par le Comité d'éthique et de conformité du Groupe. En 2018, trois situations ont fait l'objet d'une alerte, traitée conformément aux dispositions de ce guide.

Le Code de bonnes pratiques des affaires comme socle de l'éthique du Groupe

Sept principes clés...

Avec l'adoption de son Code de bonnes pratiques des affaires en 2012, Bel a souhaité partager avec ses collaborateurs et avec ses fournisseurs les principes qu'il entend voir respecter partout et en toutes circonstances.

Le Code de bonnes pratiques des affaires fixe le cadre général dans lequel doit s'inscrire le comportement professionnel de chaque collaborateur du Groupe. Les sept principes qu'il précise ne se substituent pas aux lois et règlements nationaux en vigueur que les équipes sont toujours tenues de respecter, et lorsque la réglementation d'un pays est plus rigoureuse qu'une règle éthique stipulée dans le Code, cette réglementation nationale doit prévaloir. Pour une meilleure appropriation par toutes les équipes, ce Code est traduit et diffusé dans l'ensemble des langues du Groupe. Il est accessible en version française et anglaise sur le site internet du Groupe.

Un Guide pratique du Code de bonnes pratiques des affaires en facilite la compréhension et présente des exemples d'application au quotidien. Il est mis à disposition des collaborateurs sur le site intranet du Groupe et des sessions de sensibilisation sont régulièrement menées tant au niveau du Groupe que localement.

... déployés auprès de l'ensemble des collaborateurs

Outre les formations spécifiques à l'éthique des affaires, une campagne de communication a été déployée en 2017 à l'échelle du Groupe, visant à rappeler l'existence du Code de bonnes pratiques des affaires, et du système d'alerte *via* la diffusion d'un film (traduit dans 20 langues et diffusé largement) et l'affichage de posters dédiés au système d'alerte dans toutes les filiales du Groupe.

... complétés par des politiques dédiées

Afin de décliner et préciser certains principes, le Code de bonnes pratiques a été complété par des politiques dédiées à la lutte contre la corruption et aux règles du Groupe en matière de cadeaux. Ces politiques ont fait l'objet en 2017 d'une révision à la lumière des dispositions de la loi « Sapin II ». Elles ont été intégrées aux Règlements intérieurs des sites français et sont en cours d'intégration à l'équivalent des Règlements intérieurs des sites étrangers.

Enfin, les politiques ou chartes « métiers » intègrent systématiquement les principes du Code de bonnes pratiques des affaires et les traduisent à l'aune d'un domaine d'activité. Elles sont partagées avec les parties prenantes concernées.

Tel est le cas de la Charte des achats responsables (voir paragraphe 2.3 « Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales avec ses partenaires ») ou de la politique de *Lobbying* responsable. Le Groupe partage en effet avec tous les représentants, internes ou externes, agissant au nom du Groupe ou de ses entités, des règles précises pour mener ses actions de *lobbying* de façon responsable.

Des engagements volontaires en matière d'éthique depuis 2003

Le Groupe Bel a adhéré au Pacte Mondial des Nations Unies dès 2003, bien avant l'adoption de son Code de bonnes pratiques

des affaires. Depuis, le Groupe réaffirme chaque année ses engagements et rend compte de ses progrès sur 4 principes fondamentaux : le respect des droits de l'homme, le respect des normes de travail, la lutte contre toute forme de corruption et le respect de l'environnement.

En regard du positionnement de la plupart de ses marques, Bel fait du respect du droit des enfants un axe de vigilance spécifique. Les dix Principes directeurs sur les droits de l'enfant et les entreprises, élaborés conjointement par le Pacte Mondial des Nations Unies, l'UNICEF et l'organisation *Save the Children*, constituent son cadre de référence et sont intégralement repris dans son Code de bonnes pratiques des affaires.

2.2 Assurer une vigilance renforcée en matière de lutte contre la corruption, contre les atteintes aux droits humains, à la santé et à la sécurité des personnes et à l'environnement

L'adoption en 2016 du volet anti-corruption de la loi « Sapin II » et en 2017 de la loi relative au Devoir de vigilance a conduit le Groupe à renforcer son dispositif de vigilance en matière de lutte contre la corruption, contre les atteintes aux droits humains et à la santé et la sécurité des personnes et de lutte contre les atteintes environnementales liées à son activité.

L'engagement de longue date du Groupe quant à la conduite éthique de ses activités lui a permis de s'appuyer efficacement sur un ensemble de politiques et points de contrôle d'ores et déjà en place pour construire et améliorer de manière continue les plans de vigilance requis par ces deux textes.

Le Groupe a choisi de mener ces travaux simultanément et selon une méthodologie commune.

La cartographie des risques comme pierre angulaire du dispositif

Les risques de corruption, et d'atteintes aux droits humains, à la santé et à la sécurité des personnes et à l'environnement sont des risques suivis dans le cadre du dispositif de gestion des Risques du Groupe « Enterprise Risk Management » (ERM) (voir paragraphe 2.1 du document de référence « Politique de gestion des risques »).

Sur les activités propres du Groupe

Afin d'identifier et de hiérarchiser les risques bruts en matière de corruption, d'atteintes aux droits humains, à la santé et à la sécurité des personnes ou à l'environnement, le Groupe a évalué en 2017 et 2018 ses risques en tenant compte de trois critères (voir paragraphe 2.2.3 du document de référence « Risques de corruption, de violation des droits humains et d'évasion fiscale ») :

- la localisation de ses activités ;
- la nature de ses activités (Production, Commercialisation, Services) ;
- le poids de ses activités (en termes de chiffre d'affaires, nombre d'employés et volume d'activité).

Conformément aux exigences légales, l'exercice de cartographie a été décliné dans l'ensemble des filiales du Groupe et couvre ses territoires d'export.

Cette première phase d'étude a été complétée par une analyse approfondie des politiques et points de contrôle en vigueur au sein du Groupe et permettant de limiter ces risques, afin d'adopter les plans d'actions appropriés. C'est dans le cadre du déploiement de ces premiers plans d'actions que le Groupe a notamment revu la gouvernance attachée à l'éthique et à la conformité (voir paragraphe 2.1 « Placer l'éthique et la vigilance au cœur des activités du Groupe ») de manière à disposer d'une organisation de référence à la hauteur des enjeux.

Afin de couvrir l'ensemble des filiales du Groupe, cette méthodologie a été déclinée localement tout d'abord grâce à des formations dispensées à tous les Comités de Direction des filiales du Groupe, visant à sensibiliser les équipes locales aux enjeux attachés. À l'issue de ces séances de formation, des questionnaires d'autoévaluation sur les risques de corruption, d'atteintes aux droits humains, à la santé et à la sécurité des personnes et à l'environnement, ont été complétés et analysés pour mesurer le risque réel à la lumière des politiques et points de contrôle en vigueur dans les filiales.

L'analyse de ces questionnaires d'autoévaluation a conduit dès 2018 à l'élaboration de plans d'actions déployés dans les filiales du Groupe (voir paragraphes 2.2 « La lutte contre la corruption » et « La lutte contre les atteintes aux droits humains, à la santé et à la sécurité des personnes »).

La cartographie des risques bruts est mise à jour régulièrement.

Sur les activités de ses fournisseurs

Bel a toujours été particulièrement vigilant quant aux risques liés à sa chaîne d'approvisionnement. Fin 2017, le Groupe a complété les évaluations réalisées par EcoVadis depuis 2009 (voir paragraphe 2.3 « Promouvoir les bonnes pratiques sociales et environnementales avec ses partenaires »), par une cartographie des fournisseurs dédiée aux risques RSE en matière d'environnement, de droit du travail, de droits de l'homme et d'éthique des affaires, puis par une cartographie dédiée aux risques en matière de corruption.

La lutte contre la corruption

Le Groupe a complété son Code de bonnes pratiques des affaires par une politique cadeaux et une politique anti-corruption établie à la lumière des dispositions de la loi « Sapin II ». Elles ont été intégrées au Règlement intérieur des sites français après consultation des instances représentatives du personnel et sont en cours de déploiement dans toutes les filiales du Groupe.

Vis-à-vis de ses parties prenantes internes

Dans le cadre de l'exercice de cartographie des risques, les Comités de Direction des filiales du Groupe ont été sensibilisés aux enjeux attachés à la lutte contre la corruption et aux comportements attendus de tous les collaborateurs du Groupe sur ce sujet (voir paragraphe 2.1 « Placer l'éthique et la vigilance au cœur des activités du Groupe »). La réalisation d'ateliers de travail avec les Comités de direction locaux en 2017 et 2018 a permis l'analyse des questionnaires d'autoévaluation et l'élaboration d'une typologie des risques de corruption filiale par filiale (voir paragraphe 2.2 « Assurer une vigilance renforcée en matière de lutte contre la corruption, contre les atteintes aux droits humains, à la santé et à la sécurité des personnes et à l'environnement »).

Pour chacun des types de risques, les personnels les plus exposés ont été identifiés et les actions correctives à mener font l'objet de plans d'actions. Un module de e-learning visant les 500 personnes les plus exposées a également été déployé fin 2018 (voir paragraphe 2.1 « Placer l'éthique et la vigilance au cœur des activités du Groupe »).

Vis-à-vis de ses parties prenantes externes

Concernant ses fournisseurs, le Groupe a mené en 2018 une cartographie des risques fournisseurs pour définir les catégories d'achats les plus exposées au risque de corruption, et en conséquence les fournisseurs à évaluer en priorité dans le cadre de son dispositif d'évaluation, en tenant compte d'un niveau de risques basé sur un couple « Catégorie d'achat/Pays » (voir paragraphe 2.3 « Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales avec ses partenaires »).

Concernant ses autres parties prenantes externes, le Groupe a pris des mesures visant à être alerté en cas de condamnation, d'expositions politiques ou d'inscription sur des listes noires en matière d'embargo de ses distributeurs, clients ou agents (voir paragraphe 2.3 « Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales avec ses partenaires »).

Outre ces plans d'actions dédiés à la lutte contre la corruption, le Groupe est engagé depuis 2014 dans la *Supply Chain Initiative* dans 16 pays européens⁽¹⁾ qui représentent plus de 40 % de son chiffre d'affaires. Il s'agit d'un code volontaire d'autorégulation qui énonce 10 principes à respecter dans le cadre des relations commerciales et qui couvre notamment la corruption. La majorité d'entre eux est aussi énoncée dans son Code de bonnes pratiques des affaires.

Enfin, dans le cadre de son plan d'actions anti-corruption, le Groupe a de nouveau communiqué à l'ensemble de ses partenaires les plus significatifs sa politique anti-corruption et a introduit dans ses conditions générales d'achats une clause anti-corruption. Par ailleurs, le système d'alerte du Groupe a été ouvert aux parties prenantes externes via le site internet Groupe,

dont l'ergonomie a été revisitée afin de leur permettre un accès intuitif au système. Le traitement de ces alertes est similaire au traitement des alertes remontées par les parties prenantes internes (voir paragraphe 2.1 « Placer l'éthique et la vigilance au cœur des activités du Groupe »).

Des contrôles dédiés

Afin de s'assurer de la mise en œuvre effective des actions déployées, Bel a inséré des points de contrôle correspondants à chacune de ces actions dans son dispositif existant de contrôle interne. En effet, les filiales du Groupe réalisent annuellement, sous la responsabilité de leur Directeur général, une autoévaluation réalisée à partir d'un protocole de contrôles. Les contrôles dédiés à la lutte contre la corruption ont été spécifiquement insérés dans ce dispositif, en sus des contrôles préexistants qui participent au contrôle de ce risque.

Les résultats sont partagés avec le Comité d'audit, le Coordinateur Éthique, et les Directions concernées pour actions et adaptation des plans correctifs le cas échéant.

La lutte contre les atteintes aux droits humains, à la santé et à la sécurité des personnes

Dès 2012, le Groupe s'est engagé dans une démarche proactive en matière de respect des droits humains avec l'adoption de son Code de bonnes pratiques des affaires. Le respect des droits humains, en ce inclus la santé et la sécurité des personnes, est un des sept principes édictés et fait expressément référence à la déclaration universelle des droits de l'homme et aux conventions de l'Organisation internationale du travail. Le réseau des Référents éthiques sous l'autorité des Directeurs des filiales est responsable de sa mise en œuvre et de son respect dans chacun des sites (voir paragraphe 2.1 « Placer l'éthique et la vigilance au cœur des activités du Groupe »).

Vis-à-vis de ses parties prenantes internes

La protection des droits essentiels des collaborateurs est une préoccupation constante. En effet, la répartition de ses effectifs notamment dans des pays présentant des risques d'atteinte au respect des droits de l'homme et à la santé et à la sécurité des personnes conduit le Groupe à mettre en place des politiques de ressources humaines très vigilantes sur le respect des normes de travail.

En 2017, et dans le cadre de sa cartographie des risques, le Groupe a mené un chantier visant à détecter et mesurer les risques d'atteinte aux droits humains, en ciblant notamment les risques d'esclavage moderne, de travail forcé, de travail d'enfants, d'atteintes à la santé et à la sécurité des personnes, à la liberté syndicale ou au droit à la négociation collective. Les Comités de direction locaux ont été sensibilisés à ces enjeux à l'occasion de ces travaux. En 2018, et à l'instar des travaux relatifs à la lutte contre la corruption (voir paragraphe 2.2 « Lutte contre la corruption »), des questionnaires d'autoévaluation couvrant les risques listés ci-dessus ont été complétés par les filiales du Groupe. Leur analyse a permis l'élaboration de plans d'actions dédiés. Un e-learning destiné à sensibiliser l'ensemble des collaborateurs du Groupe aux droits humains sera déployé en 2019.

(1) En 2018, Bel était signataire de la Supply Chain Initiative dans les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède.

Outre l'exercice de cartographie des risques d'atteintes aux droits humains et l'élaboration des plans d'actions en résultant, le Groupe a poursuivi les initiatives sociales amorcées de longue date (voir paragraphe 2.6 « Bâtir un modèle social fédérateur pour ses collaborateurs »).

Par ailleurs, le Groupe met en place depuis de nombreuses années des démarches d'amélioration continue visant à garantir la santé et la sécurité de ses collaborateurs (voir paragraphe 2.7 « Assurer la santé, la sécurité et le bien-être au travail »).

Vis-à-vis de ses parties prenantes externes

Bel porte également une attention particulière aux pratiques de ses fournisseurs en matière de respect des droits humains, ce critère faisant l'objet d'une évaluation dédiée au travers des critères « social » et « éthique » dans le cadre du dispositif d'évaluation EcoVadis (voir paragraphe 2.3 « Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales avec ses partenaires »).

Fin 2017, le Groupe a mené une cartographie des risques RSE fournisseurs évalués à l'aune des critères Environnement, Social, Éthique et Fournisseurs / Chaîne d'approvisionnement pour définir les catégories d'achats les plus exposées. La cartographie des risques fournisseurs en matière de corruption évoquée précédemment est une déclinaison dédiée de cette cartographie des risques RSE qui a été actualisée en 2018. Les deux cartographies s'appuient sur la même méthodologie, à savoir un niveau de risques associé à un couple « catégorie d'achat / pays » (voir paragraphe 2.3 « Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales avec ses partenaires »).

Respect du droit des enfants en tant qu'employeur

Au regard du positionnement de la plupart de ses marques, le Groupe considère que le respect du droit des enfants est un enjeu majeur. Son cadre de référence est constitué des *Children's rights and business principles*, élaborés conjointement par l'UNICEF, l'organisation *Save the Children* et le *Global Compact* (pour plus d'informations : www.unicef.org/csr).

Les conventions 138 et 182 de l'OIT (l'Organisation internationale du travail) sont les textes de référence du Code de bonnes pratiques des affaires de Bel et de sa Charte des achats responsables.

Le risque attaché au travail des enfants a donc naturellement fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre du travail de cartographie des risques et le Groupe a ainsi contrôlé que

les processus de recrutement et d'accès aux sites étaient suffisamment robustes pour limiter tout risque de travail des enfants au sein des filiales du Groupe. Le Groupe s'assure ainsi que ses collaborateurs permanents et non-permanents sont en âge légal de travailler dans les pays où ils exercent leur activité.

Le respect de l'environnement

Bel est conscient que le périmètre de sa responsabilité environnementale s'étend des activités de son amont agricole jusqu'à la consommation de ses produits par le consommateur final, ainsi qu'à la valorisation de ses déchets d'emballages. Dans le cadre de sa cartographie des risques, le Groupe a identifié les risques majeurs pour la pérennité de ses activités et les risques pesant sur son écosystème (voir paragraphe 2.2 du document de référence « Risques liés à l'environnement externe »).

Dans le cadre de ses opérations

Le Groupe a mené en 2017 une cartographie des risques environnementaux dédiée à ses activités propres, au terme de laquelle ont notamment été évalués les risques relatifs aux émissions de gaz à effet de serre, au changement climatique, au stress hydrique, à la biodiversité, à la déforestation et au traitement des déchets.

Pour répondre à ces enjeux, le Groupe met en place des plans d'amélioration continus, visant notamment à réduire sa consommation énergétique, ses émissions de gaz à effet de serre (voir paragraphe 5.2 « Réduire ses émissions de gaz à effet de serre ») et sa consommation d'eau (voir paragraphe 5.3. « Utiliser durablement la ressource en eau »).

Tout au long de sa chaîne de valeur

Dans le cadre de son programme « Chaque portion nous engage », le Groupe a pris des engagements et commencé à déployer les plans d'actions associés afin de réduire son empreinte environnementale tout au long de sa chaîne de valeur.

Ceux-ci se caractérisent notamment par des travaux visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de la production laitière, limiter l'impact de la production laitière sur la ressource en eau (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »), limiter les risques d'atteinte à la biodiversité et de déforestation dans sa chaîne d'approvisionnement, lutter contre le gaspillage alimentaire de la production à la consommation, inscrire ses emballages dans l'économie circulaire (voir paragraphe 5 « Réduire son empreinte environnementale »).

2.3 Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales avec ses partenaires

Le Groupe a toujours placé l'échange avec ses parties prenantes au cœur de son modèle de croissance durable (voir paragraphe 1 « Une démarche au cœur de la stratégie du Groupe »).

Avec ses producteurs, fournisseurs, sous-traitants et distributeurs

Pour qu'une politique d'approvisionnement soit considérée comme responsable, il faut que celle-ci intègre, en plus des exigences en termes de coûts, de qualité et de délais de livraison, des considérations éthiques, sociales et environnementales. Elle doit apporter une contribution positive à l'ensemble des acteurs qui font partie de la chaîne d'approvisionnement.

Le modèle de production laitière durable voulu par le Groupe s'est ainsi matérialisé en France par l'accord avec l'APBO qui a été reconduit pour l'exercice 2019 (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »). En effet, cet accord unique est une illustration très concrète de la création de valeur partagée que Bel a mis au cœur de son modèle de croissance durable. L'accord a ainsi apporté de la visibilité aux producteurs en sécurisant leurs revenus pour les années 2018 et 2019, tout en valorisant durablement des pratiques agricoles responsables, correspondant à l'évolution des attentes des consommateurs.

La Charte des achats responsables

La Charte des achats responsables traduit la volonté du Groupe de promouvoir une conduite éthique des affaires menées avec et par ses fournisseurs. Outre les engagements que Bel prend vis-à-vis de ses fournisseurs, cette charte expose ce que le Groupe attend d'eux en retour sur les enjeux sociétaux majeurs : éthique commerciale, respect des droits de l'homme et des enfants, lutte contre la corruption, respect de l'environnement, etc.

Cette charte est destinée à tous les fournisseurs de Bel (actuels ou nouveaux). Elle est remise dès la phase d'appels d'offres afin de recueillir leur engagement à la respecter; son respect est matérialisé par une clause dans les contrats que Bel établit avec ses fournisseurs et par une clause introduite dans les conditions générales d'achats du Groupe.

Évaluation des fournisseurs

Bel favorise les relations avec ses fournisseurs dont les pratiques lui paraissent compatibles avec ses objectifs de croissance durable.

Depuis 2009, le Groupe évalue la performance fournisseurs et sous-traitants qu'il considère prioritaires au regard de leur volume d'affaires, du risque potentiel associé aux produits / services fournis ou encore de leur implantation géographique. Menée avec EcoVadis, prestataire spécialisé dans le domaine des achats responsables, cette évaluation est basée sur 21 critères, regroupés en quatre thèmes : Environnement, Social, Éthique et Fournisseurs / Chaîne d'approvisionnement. Le fournisseur évalué obtient une note pour chaque thème et un score global sur 100 (l'indice le plus favorable étant 100).

Les fournisseurs évalués depuis moins de trois ans représentent 65 % du montant des achats du Groupe – hors producteurs de lait. Bien que fournisseurs clés du Groupe, les producteurs laitiers ne sont pas évalués par EcoVadis, car la méthodologie ne leur est pas adaptée. Ceux-ci sont toutefois accompagnés via les programmes mis en place dans le cadre de la Charte globale pour un amont laitier durable (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »).

Le score moyen obtenu par le portefeuille des fournisseurs de Bel augmente régulièrement et est toujours au-dessus du score moyen du panel évalué par EcoVadis. Cela illustre la démarche d'amélioration continue dans laquelle ils sont engagés, grâce à la mobilisation des équipes Achats à leurs côtés.

	2016	2017	2018
Nombre de fournisseurs Bel évalués	487 ^(a)	505 ^(b)	508 ^(c)
Score moyen des fournisseurs Bel évalués	49 / 100 ^(a)	49,8 / 100 ^(b)	50,8 / 100 ^(c)
Score moyen des entreprises évaluées par EcoVadis dans l'année	43,3 / 100	43,2 / 100	43,4 / 100
Taux de couverture du montant d'achats (hors lait collecté)	64,5 %	67,3 %	65,0 %

(a) Fournisseurs évalués entre 2013 et 2016 - Données hors MOM et Safilait.

(b) Fournisseurs évalués entre 2014 et 2017 - Données hors MOM et Safilait.

(c) Fournisseurs évalués entre 2015 et 2018 - Données hors MOM et Safilait.

Bel est devenu membre en 2016 de l'AIM-Progress, un groupe d'entreprises majeures du secteur de la grande consommation, qui vise à influencer positivement la vie des populations sous l'effet de pratiques d'achats responsables appliquées à l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement.

En 2017, AIM-Progress et EcoVadis ont lancé une initiative sectorielle dans le cadre de laquelle les entreprises membres ont une visibilité sur les fournisseurs évalués par EcoVadis, en vue de réduire la duplication des demandes d'évaluation et d'encourager la transparence dans les chaînes de valeur ⁽¹⁾.

Cette initiative comporte deux volets :

- Bel et six autres membres d'AIM-Progress utilisant la plateforme EcoVadis partagent les évaluations de leurs fournisseurs à travers la plateforme ;
- les membres d'AIM-Progress n'utilisant pas EcoVadis reçoivent à intervalles réguliers une liste de fournisseurs évalués par ces sept sociétés, en leur donnant l'opportunité de demander aux fournisseurs de partager ces évaluations.

(1) Pour plus d'information sur l'initiative EcoVadis AIM-PROGRESS : www.aim-progress.com ou www.ecovadis.com.

Dans un objectif d'alignement des outils et des pratiques entre les équipes Achats, MOM utilise depuis 2017 la solution EcoVadis pour évaluer la performance RSE de ses fournisseurs et a adopté les mêmes règles de gestion des scores d'évaluation que celles mises en place au sein des équipes Achats de Bel. En 2018, les fournisseurs évalués depuis moins de deux ans représentent 61,1 % du montant total des achats de MOM (hors producteurs de lait et de pommes), pour une note moyenne de 53,2 / 100.

Cartographie des risques fournisseurs

Dans le cadre de son chantier de cartographie des risques, le Groupe a mené fin 2017 une cartographie des risques RSE et en 2018 une cartographie dédiée au risque de corruption qui lui a permis d'avoir une vision actualisée des catégories d'achats et zones géographiques nécessitant une vigilance particulière (voir paragraphe 2.2 « Assurer une vigilance renforcée en matière de lutte contre la corruption, contre les atteintes aux droits humains, à la santé et à la sécurité des personnes et à l'environnement »). Cette cartographie est basée sur des données exogènes permettant un pilotage étroit et efficace des évaluations additionnelles à mener en priorité.

Dans ce cadre, le niveau de risques RSE / Corruption liés aux fournisseurs du Groupe a été établi sur la base d'un couple « catégorie d'achats / pays », afin d'identifier les fournisseurs à évaluer en priorité. Les couples à haut risque RSE représentent ainsi moins de 7 % du montant d'achats, alors que les couples à haut risque de corruption représentent moins de 2 %.

Sous-traitance

Les sous-traitants permettent aux marques de développer leur présence sur de nouvelles géographies. Ils fabriquent environ 6 % du volume total commercialisé par le Groupe. En 2018, 7 sous-traitants majeurs du Groupe (production supérieure à 1 000 tonnes par an) représentaient 91 % du volume sous-traité. Bel demande à tous ses sous-traitants de se faire évaluer par EcoVadis avec les mêmes règles de gestion que les autres fournisseurs. Le score moyen des sous-traitants est de 49,7 / 100, aucun sous-traitant évalué ne présentant de risque élevé (score EcoVadis inférieur à 25 / 100).

Formation des acheteurs

Depuis 2014, Bel déploie un *e-learning* dédié à la RSE et aux achats responsables auprès de tous ses acheteurs centraux et locaux. La quasi-totalité des acheteurs du Groupe a suivi cette formation.

Distributeurs, clients et agents

Dans le cadre des dispositions relatives aux lois Sapin II et Devoir de vigilance (voir paragraphe 2.2 « Assurer une vigilance renforcée en matière de lutte contre la corruption, contre les atteintes aux droits humains, à la santé et à la sécurité des personnes et à l'environnement »), le Groupe a pris des mesures pour connaître ses parties prenantes (*Know your Customer*) et visant à être alerté en cas de condamnation, d'expositions politiques ou d'inscription sur des listes noires en matière d'embargo de ses distributeurs, clients ou agents.

Ces mesures visent à couvrir l'ensemble des distributeurs, clients et agents (hors Union européenne et Amérique du Nord) avec lesquels le Groupe travaille. Quand jugés pertinents, les prestataires logistiques et banques de certains pays sont également couverts par ces mesures.

Avec ses autres partenaires

Bel est convaincu qu'une croissance durable passe par une démarche de co-construction avec des partenaires externes spécialistes des enjeux clés pour le Groupe.

C'est ainsi que Bel a mis à jour son analyse de matérialité en 2018 en s'appuyant fortement sur ses parties prenantes (voir Annexe 1).

Associations et Organisations non gouvernementales (ONG)

Afin de soutenir son engagement pour une agriculture durable, Bel s'appuie ainsi depuis 2012 sur le WWF France, ONG reconnue en matière d'environnement. Ce partenariat de long terme a permis au Groupe de mettre en place, auprès de ses producteurs partenaires, des actions très concrètes en faveur d'un amont laitier durable (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »).

Il a également mis en lumière l'importance de travailler sur l'alimentation animale, particulièrement les tourteaux de soja et de PKE (*Palm Kernel Expeller* : co-produits de l'extraction d'huile de palme), afin d'en limiter l'impact environnemental. C'est ainsi que Bel est devenu membre de la RTRS (*Round Table on Responsible Soy*) dès 2014 et de la RSPO (*Roundtable on Sustainable Palm Oil*) en 2015 pour soutenir la création de filières d'approvisionnement responsables pour ces deux matières premières (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »).

Par ailleurs, afin de participer à l'éducation des consommateurs aux modes de vie sains, le Groupe soutient divers programmes d'éducation nutritionnelle, telles que l'association FLVS qui coordonne le programme VIF – Vivons en Forme en France (voir paragraphe 4.3 « Favoriser de meilleures habitudes alimentaires et des modes de vie plus sains »).

Groupes de travail interentreprises

Le Groupe est membre du CELAA (Club du recyclage de l'Emballage Léger en Aluminium et en Acier) en France et de l'Areme (Association pour le Recyclage des Emballages légers en Métal) en Belgique, des initiatives visant à encourager le tri et le recyclage des petits emballages en aluminium et en acier (voir paragraphe 5.6 « Inscrire les emballages dans l'économie circulaire »).

Par ailleurs, Bel continue à s'engager pleinement dans le mouvement volontaire européen *EU Pledge*, encadrant la communication auprès des enfants (voir paragraphe 2.4 « Apporter des informations justes et utiles au consommateur »).

Pouvoirs publics et institutions : une politique de lobbying responsable

Dans le cadre de ses actions auprès des pouvoirs publics, le Groupe s'est fixé des règles précises (voir paragraphe 2.1 « Placer l'éthique au cœur des activités du Groupe »).

Le Groupe privilégie la participation aux travaux des organisations professionnelles auxquelles il appartient. Toutefois, lorsqu'il le juge à la fois légitime et utile, il agit directement auprès des pouvoirs publics. Légitime, quand les intérêts en jeu concernent ses nombreux collaborateurs ou les consommateurs qui lui font confiance. Utile, car Bel estime que la construction des décisions publiques, particulièrement en démocratie, gagne à être éclairée par l'ensemble des acteurs concernés.

Bel partage avec tous les représentants, internes ou externes, agissant au nom du Groupe ou de ses entités, des règles précises pour mener ses actions de *lobbying*, regroupées dans sa politique de *lobbying* responsable.

Cette politique a été revue à la lumière des dispositions de la loi « Sapin II » et est en cours de déploiement. Son strict respect s'est traduit par l'introduction d'un point de contrôle dédié dans les systèmes de contrôle interne du Groupe.

Bel s'est également inscrit au Registre de transparence de l'Union européenne en 2014 et auprès du Commissariat au *Lobbying* du Canada en 2015. En 2019, le Groupe publiera sur le Répertoire de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) un rapport sur ses actions en représentation d'intérêts réalisées lors de l'exercice 2018 en France.

Institutions financières et Banques

Dans le cadre de son programme « *Sharing Cities* », le Groupe a signé en 2017 un nouveau partenariat avec la Société Financière

Internationale, institution membre du Groupe Banque mondiale (voir paragraphe 2.5 « Contribuer au dynamisme de ses territoires d'implantation »).

Par ailleurs, à l'occasion du renouvellement de sa principale ligne de crédit en 2017, le Groupe a fait le choix d'y inclure des critères à impact environnemental et social qui reposent sur l'atteinte de trois objectifs clés issus de sa stratégie de développement durable à horizon 2025. Cet accord a fait de Bel l'un des premiers groupes à volontairement indexer une ligne de crédit à ses performances en matière de développement durable.

Cet engagement comporte une obligation de résultat vertueuse : en cas de non atteinte des objectifs, le Groupe s'engage à mettre en œuvre des mesures correctrices au travers d'investissements directs ou de financement d'associations ou d'Organisations Non Gouvernementales.

2.4 Apporter des informations justes et utiles à ses consommateurs

Communiquer de manière transparente et responsable

Bel considère que chacune de ses marques doit répondre de manière transparente à toutes les préoccupations de ses consommateurs et a toute légitimité pour prendre la parole sur les sujets de responsabilité. Ainsi, les marques du Groupe renforcent leur prise de parole sur les sujets qui peuvent aider les consommateurs à faire des choix alimentaires éclairés. Elles veulent mettre à profit la confiance qu'elles ont su tisser avec eux pour les guider vers des comportements équilibrés et plus respectueux de leur environnement. Le Groupe est également vigilant à ce que leur discours reflète fidèlement ces pratiques.

Bel s'est doté dès 2009 d'une Charte de communication responsable incitant le Groupe à valoriser des comportements alimentaires sains (tailles de portion adaptées, promotion de modes de vie actifs...) dans toutes ses prises de parole. Cette charte concerne la publicité sous toutes ses formes, les actions de communication corporate, les emballages, les prises de paroles en digital, etc. Une actualisation de cette charte sera réalisée en 2019 afin de l'adapter à l'évolution des attentes des parties prenantes du Groupe, en particulier de ses consommateurs. Toutes les équipes marketing ainsi que les partenaires médias du Groupe sont sensibilisés à ces engagements dans le cadre de formations dédiées.

Par ailleurs, pour renforcer sa démarche de communication responsable auprès des enfants, Bel s'est engagé en 2016 dans le mouvement volontaire européen *EU Pledge*. En adhérant à cette initiative, Bel s'engage à ne diffuser aucune publicité (télévision, presse ou digital) s'adressant aux enfants de moins de 12 ans, pour tous ses produits ne répondant pas à certains critères nutritionnels précis. Pour renforcer cet engagement, une politique de communication responsable auprès des enfants sera déployée à l'échelle du Groupe en 2019.

Depuis 2016, le Groupe a également renforcé son processus de validation des communications de l'ensemble des marques en définissant un processus de validation unique et en mettant en place un outil digital. Ce nouvel outil, appelé « Validcom », doit d'ores et déjà être utilisé pour valider tous les matériels de

communication (emballages, publicités télévision, promotion en magasins, digital) pour l'intégralité du portefeuille des marques du Groupe. Les équipes marketing sont sensibilisées à ce processus et à cet outil tous les ans *via* des formations spécifiques.

Apporter les informations recherchées par les consommateurs...

Les consommateurs s'interrogent également de plus en plus sur l'impact social et environnemental de leur alimentation. C'est pourquoi, le Groupe est engagé dans une démarche de transparence afin d'expliquer ses actions tout au long de sa chaîne de valeur, de la fourche à la fourchette.

Agriculture durable

Le Groupe cherche à fournir toujours plus de transparence à ses consommateurs quant à l'amont laitier, notamment l'origine des matières premières, les modes de production et le suivi des engagements de la Charte mondiale pour un amont laitier durable (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »).

Par exemple, au Portugal, les informations clés du programme *Leite de vacas felizes* sont décrites sur l'emballage du produit, tandis que le détail du programme est disponible sur son site internet. Par ailleurs, certaines gammes Leerdammer et Babybel valorisent les modes d'élevage des vaches ayant fourni le lait utilisé pour leur fabrication (respectivement en pâturage et nourries sans OGM).

Nutrition attentive

Afin de répondre aux exigences de ses consommateurs, Bel fournit systématiquement sur ses produits les informations claires et pertinentes quant à leurs ingrédients entrant dans la composition des recettes, leur contribution nutritionnelle, leur traçabilité, la sécurité et la qualité sanitaires du produit fini (voir paragraphe 4 « Promouvoir une nutrition attentive »).

Empreinte environnementale

Le Groupe communique actuellement sur la gestion des déchets d'emballages : consignes de tri dans les pays où des filières de recyclage sont en place et des gestes citoyens dans les autres pays.

Par exemple, lors du lancement de la nouvelle barquette Leerdammer en tranches 100 % prêt au recyclage, une communication dédiée a été faite auprès des consommateurs pour les accompagner dans leurs gestes de tri.

Bel partage également les objectifs et résultats de ses programmes de réduction des consommations d'eau et d'énergie liées à la fabrication de ses produits (voir paragraphe 5 « Réduire son empreinte environnementale »).

... sur des supports variés et complémentaires

Permettre une lecture simplifiée des emballages

L'emballage permet l'accès à des informations sur le produit au moment de l'acte d'achat. Pour être plus transparent et simplifier leur lecture, le Groupe déploie progressivement un système de repères visuels simples et harmonisés sur tous ses emballages. Ce système regroupe les informations clés : information nutritionnelle, consignes sur la gestion des emballages, service consommateur...

Lorsque des services consommateurs téléphoniques sont en place – notamment au Japon, au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Vietnam, en Algérie ou au Maroc – tous les produits que le Groupe y commercialise mentionnent leurs coordonnées sur leurs emballages.

Apporter des informations complémentaires sur d'autres supports d'expression

En regard de la surface disponible sur les emballages, Bel souhaite développer des liens simples entre les emballages et les autres supports d'expression de ses marques (sites internet, applications mobiles, etc.). Dans ce cadre, les outils numériques permettent d'apporter plus d'information et de pédagogie sur des sujets parfois complexes pour des publics non-experts.

Le Groupe Bel détaille ainsi son modèle de croissance durable « Chaque portion nous engage » et les engagements ambitieux qui y sont associés sur son site internet et ceux de ses marques. Le consommateur pourra ainsi suivre en toute transparence l'évolution des résultats du Groupe au regard de ses objectifs année après année. En Europe, un QR code a été apposé sur les emballages de certaines gammes Kiri en 2018 afin que les consommateurs aient facilement accès aux informations qu'ils recherchent. Ce système sera progressivement déployé sur les autres marques du Groupe.

Par ailleurs, la marque Babybel a développé un film en réalité virtuelle permettant de découvrir les étapes de sa production, de la ferme à la sortie de l'usine. Celui-ci a été déployé auprès de ses clients (distributeurs, restauration hors foyer) et de ses consommateurs, notamment via des opérations en magasin et des jeux-concours.

Protéger les données privées des consommateurs

La Procédure Groupe en matière de traitement de données personnelles précise les principes à respecter pour protéger les données privées des consommateurs. Celle-ci a été révisée et des outils de traitement associés mis en place afin de répondre au Règlement général sur la protection des données (RGPD).

2.5 Contribuer au dynamisme de ses territoires d'implantation

Des implantations au plus près des consommateurs

Le Groupe a fait le choix d'implanter ses sites industriels au plus près de ses consommateurs. Cette stratégie a de nombreux impacts positifs, car elle permet à Bel de mieux appréhender les attentes de ses consommateurs en étant au plus près d'eux, de participer au développement des territoires où il commercialise ses produits, tout en réduisant leur transport et donc son impact environnemental.

Pour aller plus loin, le Groupe a conçu une usine mobile à partir de containers, installable et démontable en quelques semaines. Celle-ci permet de produire localement dans de nouveaux marchés pour le Groupe, avant de la remplacer par un plus gros site si les résultats sont satisfaisants. Une première usine de ce type a ainsi été installée à Abidjan (Côte d'Ivoire) en 2016.

Contribuer au développement socio-économique de ses implantations

Le Groupe se fournit systématiquement en lait liquide, sa première matière première, auprès de producteurs situés au

plus près de ses sites industriels. Cette proximité géographique permet au Groupe de contribuer pleinement au dynamisme socio-économique de ses territoires d'implantation.

Par ailleurs, Bel a réalisé une étude pilote afin de mesurer les retombées de l'activité du site de production d'Évron (France) sur son territoire d'implantation et la valeur créée pour ses parties prenantes. Cette étude, réalisée avec un partenaire spécialisé dans le calcul de l'empreinte socio-économique des organisations, évalue la contribution directe, indirecte et induite de ce site industriel sur le territoire et a ainsi montré que chaque emploi Bel sur le site d'Évron créait ou maintenait 4,5 emplois induits ou indirects en France.

Développer des modèles de distribution innovants et inclusifs

Lancé en 2013, le programme « *Sharing Cities* » vise à compléter les canaux de commercialisation traditionnels des produits Bel par des réseaux de distribution alternatifs ancrés dans les pratiques d'achat locales. Ainsi, dans plusieurs grandes villes de pays émergents dans lesquelles Bel est déjà présent, le Groupe s'appuie sur des réseaux existants de vendeurs de rue pour

commercialiser ses produits. Le Groupe accompagne ainsi ces vendeurs dans le développement de leur activité et de leur chiffre d'affaires, tout en leur offrant l'accès à une couverture santé, aux services bancaires ou à des formations professionnelles.

Afin d'accompagner ce dispositif, le Groupe a signé en 2017 un partenariat avec la Société Financière Internationale, institution membre du Groupe Banque mondiale, visant à accroître l'impact du programme, en particulier en matière de santé. Grâce à ce partenariat, Bel a financé en 2018 des campagnes de dépistage de problèmes de la vue auprès de 31 000 enfants scolarisés dans les écoles publiques d'Abidjan et des campagnes de sensibilisation à l'hygiène et à la santé pour prévenir les risques de maladies auprès de 26 000 personnes à Madagascar.

Au 31 décembre 2018, le programme « *Sharing Cities* » était actif dans 7 villes⁽¹⁾ et dénombrait plus de 7 500 vendeurs de rue en partenariat avec le Groupe Bel, dont plus de 3 000 ayant accès à un service de santé, plus de 1 200 ayant suivi une formation professionnelle et plus de 1 000 comptes en banque ouverts.

Agir en faveur des enfants partout où le Groupe est implanté

Via le mécénat de la fondation Bel

Créée en 2008, la fondation d'entreprise Bel agit pour une meilleure alimentation des enfants. La Fondation s'est structurée autour de deux leviers d'actions :

- soutien de projets concrets et pérennes, en nouant des partenariats avec des associations situées dans les territoires d'implantation du Groupe ;
- soutien de l'engagement bénévole des collaborateurs du Groupe, en attribuant chaque année une dizaine de bourses. Depuis 2008, la fondation Bel a ainsi soutenu dans 41 pays, plus de 260 projets, portés par 190 associations et 97 équipes de collaborateurs, pour un montant de plus de 2,7 millions d'euros.

En 2018, à l'occasion de son dixième anniversaire la fondation Bel a organisé une semaine solidaire au siège et a proposé aux collaborateurs de voter pour leur projet coup de cœur.

La Fondation rend compte de ses activités dans son rapport annuel disponible sur : <http://www.fondation-bel.org/fr/publications.html>.

Via des programmes d'éducation nutritionnelle

Dans le cadre de son projet Educanut et de ses engagements dans le Mouvement *Scaling Up Nutrition*, le Groupe s'engage dans des programmes d'éducation nutritionnelle à destination des enfants à travers le monde (voir paragraphe 4.3 « Favoriser de meilleures habitudes alimentaires et des modes de vie plus sains »).

Via des accords collectifs

Ces dernières années, le Groupe a signé plusieurs accords collectifs visant notamment à améliorer le quotidien des enfants :

- des accords locaux accordent du temps aux parents pour leurs jeunes enfants ou pour leur enfant malade ;
- depuis 2015, un accord permet en France :
 - le don de jours de congés au profit d'un autre collaborateur dont l'enfant est gravement malade ou victime d'un grave accident,
 - l'arrondi solidaire (micro-don prélevé sur le salaire des collaborateurs volontaires et abondé par l'Entreprise) au profit notamment de l'association « Un enfant par la main », visant à financer l'achat de vélos pour se rendre au collège au Sénégal,
 - le congé solidaire permettant à des collaborateurs de réaliser des projets humanitaires de courte durée à l'étranger en lien avec l'enfance et / ou l'alimentation.

2.6 Bâtir un modèle social fédérateur pour ses collaborateurs

Politique Ressources Humaines

Fédérateur, le modèle social de Bel permet de concilier les performances économiques et financières et le développement des hommes et femmes qui composent l'Entreprise. Une attention toute particulière est portée à la santé-sécurité des collaborateurs, ainsi qu'à la préparation de l'avenir en proposant un modèle d'entreprise attractif pour les talents dont l'Entreprise a besoin pour son développement.

Bel dispose de politiques et de pratiques de ressources humaines harmonisées au niveau Groupe sur des sujets comme la gestion des rémunérations, les mobilités internes, le développement des talents, la sécurité ou le dialogue social.

Puisque l'Entreprise est internationale, un principe de subsidiarité est toutefois appliqué sur beaucoup de thématiques liées aux ressources humaines. Toutes les politiques des ressources humaines sont ainsi construites dans le respect des spécificités culturelles locales.

Effectifs

Au 31 décembre 2018, le Groupe Bel comptait 12 637 collaborateurs répartis dans plus de 30 pays. Les effectifs de Bel (contrats à durée indéterminée et déterminée présents au 31 décembre 2018) ont diminué de 111 personnes, soit une réduction de 0,9 % par rapport au 31 décembre 2017.

(1) En 2018, le programme *Sharing Cities* était actif dans les villes suivantes : Hô-Chi-Minh-Ville (Vietnam), Hanoï (Vietnam), Abidjan (Côte d'Ivoire), Kinshasa (République Démocratique du Congo), Dakar (Sénégal), Antananarivo (Madagascar) et Istanbul (Turquie).

Effectifs par zone opérationnelle ^(a)	2016	2017 ^(b)	2018
Europe	6 749	6 554	6 573
Dont France	3 966	3 823	3 776
Amériques, Asie-Pacifique	1 660	1 643	1 725
Moyen-Orient, Grande Afrique	4 684	4 551	4 339
TOTAL GROUPE	13 093	12 748	12 637
Dont Safilait (Maroc)	1 198	1 140	1 115
Dont MOM	1 210	1 216	1 244

(a) Contrats à durée indéterminée et contrats à durée déterminée actifs au 31 décembre.

(b) Les effectifs 2017 ont été actualisés par rapport aux données publiées dans le document de référence 2017 afin de refléter les mises à jour post-clôture.

Effectifs par statuts ^(a)	2016 ^(c)	2017 ^{(d)(e)}	2018
Managers ^(b)	2 023	2 414	2 521
Non-managers	8 662	9 189	10 118

(a) Contrats à durée indéterminée et contrats à durée déterminée actifs au 31 décembre.

(b) La définition de « manager » s'appuie sur un système de grading standardisé au niveau de toutes les filiales : les grades 1 à 7 ainsi que les membres du Comité exécutif sont considérés comme des managers, qu'ils encadrent ou non des équipes.

(c) Données hors MOM et Safilait.

(d) Les effectifs 2017 ont été actualisés par rapport aux données publiées dans le document de référence 2017 afin de refléter les mises à jour post-clôture.

(e) Données hors Safilait / Avec MOM.

Embauches et départs (hors variation de périmètre)

Dans un environnement de marché particulièrement exigeant, Bel adapte en permanence ses métiers et ses ressources humaines à ses besoins pour maintenir sa compétitivité et assurer son développement. Le Groupe a ainsi embauché 1 524 collaborateurs en 2018. La majeure partie des départs a été volontaire (démissions et départs en retraite).

En 2018, Bel a lancé un projet de nouvelle organisation pour adapter et simplifier ses modes de fonctionnement et ses organisations, en particulier au niveau des équipes de son siège social. Celui-ci vise à mettre en cohérence son modèle

organisationnel avec son projet de croissance durable. Il devrait permettre au Groupe de renforcer la dynamique d'innovation et de libérer les ressources pour accélérer le développement de ses marques cœurs tant sur le marché des produits laitiers et fromagers que sur le segment porteur du snacking sain.

La mise en place de ce projet de nouvelle organisation va conduire à une baisse des effectifs en France essentiellement au sein du siège social. Dans ce cadre, Bel prévoit un plan de 160 départs volontaires, accompagné de 116 créations de poste. Bel prend l'engagement de veiller à ce que ce projet de réorganisation soit mené dans le respect de ses valeurs, pour accompagner l'évolution du parcours de vie professionnelle des collaborateurs concernés.

Embauches et départs	2016 ^(a)	2017 ^(b)	2018
Nombre d'embauches	1 317	1 607	1 524
Nombre de départs	1 506	1 960	1 691
Dont nombre de licenciements	186	163	171

Licenciements par zone opérationnelle	2016 ^(a)	2017 ^(b)	2018
Europe	63	63	53
Dont France	37	41	26
Amériques, Asie-Pacifique	77	60	59
Moyen-Orient, Grande Afrique	46	40	59
TOTAL GROUPE	186	163	171

(a) Données hors Safilait et MOM.

(b) Données avec Safilait et MOM.

Le taux de précarité moyen du Groupe est de 12,2 % (calculé hors intérimaires). Ce taux tient compte des emplois à durée déterminée par rapport à l'ensemble des ressources réelles travaillées (CDD + CDI).

Cette moyenne cache des disparités locales importantes. Ainsi, dans la zone Moyen-Orient, Grande Afrique, en Iran où Bel compte 351 collaborateurs, la pratique légale la plus courante est celle du contrat à durée déterminée et n'est donc pas synonyme de précarité.

Taux de précarité ^(a)	2016	2017	2018
Europe	3,9 %	4,9 %	6,6 %
<i>Dont France</i>	2,1 %	2,2 %	2,6 %
Amériques, Asie-Pacifique ^(b)	11,8 %	13,3 %	28,6 %
Moyen-Orient, Grande Afrique	20,0 %	20,2 %	14,3 %
GROUPE	10,2 %	11,0 %	12,2 %

(a) Part des contrats à durée déterminée ramenée à l'ensemble des contrats (en équivalent temps plein).

(b) Les layoffs (suspensions de contrat de travail sans minimum de durée) aux États-Unis ne sont pas comptabilisés dans ce chiffre.

2.7 Assurer la santé, la sécurité et le bien-être au travail

Depuis plusieurs années, Bel met en place des démarches d'amélioration continue adaptées à la diversité et à la complexité des situations rencontrées.

Faire de la sécurité la priorité numéro 1

La santé et la sécurité sont une priorité absolue pour le Groupe Bel, tant pour ses collaborateurs que pour toute autre personne qui serait amenée à travailler au sein de l'Entreprise. Bel a donc mis en place une politique santé – sécurité qui vise à atteindre le « Zéro accident », par la prévention et la maîtrise des risques et par une démarche de progrès continue.

Depuis 2012, le Groupe suit le taux de fréquence de tous les accidents de travail faisant l'objet d'un acte médical qu'ils soient ou non suivis d'un arrêt de travail, dont sont victimes non seulement ses collaborateurs, mais aussi toutes les personnes présentes sur ses sites : visiteurs, sous-traitants et intérimaires. Cet indicateur va au-delà de la réglementation française, qui impose de suivre le « Taux de fréquence » c'est-à-dire les accidents avec arrêt des collaborateurs de Bel. Ce suivi plus contraignant témoigne de l'engagement fort du Groupe en matière de santé et de sécurité.

Le Taux de fréquence Bel est ainsi en baisse constante depuis 2014. Le Groupe s'est fixé pour objectif d'attendre un TF Bel de 3 à 2025, avec une ambition de tendre vers le Zéro accident.

	2016	2017	2018
Taux de fréquence des accidents ^(a) TF Bel			
Accidents avec et sans arrêt de toute personne présente sur les sites Bel	8,2	6,7 ^(c)	6,6 ^(e)
Taux de fréquence des accidents ^(a) TF1			
Accidents avec arrêt des collaborateurs Bel	4,3	5,0 ^(d)	4,1 ^(e)
Taux de gravité des accidents ^(b) des collaborateurs Bel	0,09	0,18 ^(d)	0,15 ^(e)

(a) Nombre d'accidents de travail exprimé par millions d'heures travaillées.

(b) Nombre de jours non travaillés suite à des accidents d'employés Bel pour 1 000 heures travaillées.

(c) Données avec Safilait (site industriel) / hors MOM.

(d) Données avec Safilait (site industriel) et MOM.

(e) Données avec Safilait et MOM.

Pour y parvenir, le Groupe met en place de nombreuses actions, notamment des investissements visant à améliorer la sécurité des postes de travail dans ses sites. Par ailleurs, 19 sites industriels sont certifiés OHSAS 18001.

Toutefois, le comportement des personnes reste un facteur majeur dans la prévention des accidents et des maladies professionnelles. C'est pourquoi le Groupe a mis en place sur l'ensemble de ses sites un programme de Visites comportementales de sécurité (VCS). Ces visites sont basées sur l'observation d'un collaborateur ou d'un sous-traitant sur son poste de travail par deux personnes, suivi d'un échange constructif entre visiteurs et « visité ».

L'objectif est de faire évoluer les comportements, renforcer la communication sécurité et la confiance entre les employés et les managers. Plus de 18 000 VCS ont ainsi été réalisées en 2018 (voir paragraphe 2.3.2 du document de référence « Risques liés à la stratégie et à l'organisation »).

Pour aller plus loin, le Groupe a réalisé en 2017, en partenariat avec un prestataire extérieur spécialisé, une enquête auprès de l'ensemble de ses collaborateurs et des personnels externes intervenant sur ses sites, afin d'évaluer la perception de la culture sécurité chez Bel. Des plans d'actions locaux ont ainsi pu être lancés en 2018.

Réduire la pénibilité et prévenir les maladies professionnelles

En réduisant les manutentions de charge et les postures pénibles, Bel agit pour prévenir l'apparition de maladies musculo-squelettiques. Le Groupe a par ailleurs identifié – entre autres – trois facteurs de pénibilité pouvant affecter les collaborateurs travaillant dans ses usines : le bruit, le travail de nuit et les tâches répétitives.

Les sites mettent en place de manière progressive des plans d'actions pour réduire ces facteurs de pénibilité et offrir un environnement de travail sain pour les collaborateurs. Dans ce cadre, l'amélioration de l'ergonomie des postes de travail est un critère d'évaluation de tous les projets d'investissement du Groupe.

Par ailleurs, Bel a mis en place pour les collaborateurs rattachés à son siège social un *e-learning* visant à les sensibiliser aux risques psycho-sociaux.

Offrir une organisation propice au bien-être au travail

Dans un contexte socio-économique qui conduit à une recherche constante d'amélioration de la productivité, Bel prend en considération les facteurs qui influent directement sur le bien-être au travail de ses collaborateurs, notamment l'organisation des espaces de travail et de détente, l'organisation des temps de travail et de trajet, l'évolution des modes de travail...

Le Groupe est également convaincu qu'un équilibre entre vie professionnelle et vie privée est un prérequis indispensable à l'épanouissement de ses collaborateurs et à la réussite de l'Entreprise.

Dès lors, le Groupe accorde dans la plupart de ses filiales des durées de congés payés allant au-delà du socle minimum imposé par les lois et réglementations nationales.

	2016	2017	2018
% de collaborateurs bénéficiant d'au moins trois semaines de congé par an	94 %	97 %	95 %

Par ailleurs, le Groupe a la volonté de proposer de nouvelles formes d'organisation du temps de travail. En 2015, Bel a signé un accord pour la mise en place du travail à distance pour l'ensemble de ses collaborateurs rattachés au siège social afin de favoriser leur bien-être en réduisant leurs temps de trajet domicile / travail. Ainsi, sauf exception justifiée par la fonction, tous les collaborateurs bénéficient d'un jour de travail à distance par semaine et de deux s'ils sont âgés de plus de 55 ans et pour les femmes enceintes.

Afin de s'assurer que ses collaborateurs ne dépassent pas la durée de travail réglementaire et respectent les durées de repos minimales, 100 % des sites industriels du Groupe sont équipés d'un système de suivi du temps de travail.

Si les causes de l'absentéisme sont multiples, il peut dans certains cas être directement corrélé à une situation de mal-être au travail. C'est pourquoi le Groupe vise par ses diverses actions à le réduire durablement.

Taux d'absentéisme maladie	2016 ^(a)	2017 ^(a)	2018 ^(b)
Heures d'absence pour cause de maladie / heures de travail théoriques	2,21 %	2,00 %	2,11 %

(a) Données hors Safilait et MOM.

(b) Données avec Safilait et hors MOM.

2.8 Favoriser l'égalité des chances et la diversité au sein du Groupe

Bel lutte contre toute forme de discrimination et promeut l'égalité des chances dès l'embauche et tout au long du parcours de ses collaborateurs.

Hommes-Femmes

Au sein de la population non-managers, les contextes culturels des implantations du Groupe, auxquels s'ajoute l'organisation des équipes de travail, voire des réglementations locales (travail

de nuit par exemple), sont des facteurs explicatifs de la faible proportion de femmes. Malgré ce contexte, le Groupe considère la répartition hommes-femmes – toutes géographies confondues – sur la population non-managers comme améliorable.

Répartition hommes / femmes	2016 ^(a)	2017 ^(b)	2018
Effectifs totaux	68 % / 32 %	67 % / 33 %	69 % / 31 %
Effectifs non-managers	70 % / 30 %	70 % / 30 %	72 % / 28 %
Effectifs managers	59 % / 41 %	58 % / 42 %	57 % / 43 %

(a) Données hors Safilait et MOM.

(b) Données hors Safilait et avec MOM.

Répartition des embauches hommes / femmes	2016 ^(a)	2017 ^(a)	2018 ^(b)
Hommes	918	1 041	933
Femmes	399	566	591
TOTAL EMBauchES	1 317	1 607	1 524

(a) Données hors Safilait et MOM.

(b) Données hors Safilait et avec MOM.

Même si dans la population des managers, les femmes représentent environ un tiers des effectifs, la proportion est plus faible (21 %) dans les grades les plus élevés (1, 2 et Comité exécutif).

Afin d'améliorer cette proportion, le Groupe a déployé en 2016 un programme « Diversité & Inclusion » dont l'un des objectifs est d'atteindre 30 % de femmes dans ces niveaux de poste d'ici 2020 et 40 % d'ici 2025. En plus d'une démarche globale, des objectifs spécifiques ont été déclinés par famille de profession.

Afin de les atteindre, des plans d'actions ont été définis. Près de 60 collaboratrices ont ainsi été formées spécifiquement à la thématique « *Leadership* au féminin ». Par ailleurs, des actions de sensibilisation ont été menées dans 10 filiales à l'occasion de chaque journée internationale des droits de la femme le 8 mars depuis le lancement du projet.

Répartition hommes-femmes par grade ^(a)	2016	2017	2018
Conseil d'administration ^(b)	5 / 2	5 / 2	5 / 2
Comité exécutif ^(b)	7 / 0	7 / 0	4 / 1
Grade 1 ^(b)	22 / 4	24 / 5	27 / 4
Grade 2	74 % / 26 %	79 % / 21 %	74 % / 26 %
Grade 3	68 % / 32 %	68 % / 32 %	67 % / 33 %
Grade 4	60 % / 40 %	58 % / 42 %	59 % / 41 %
Grade 5	61 % / 39 %	58 % / 42 %	56 % / 44 %
Grade 6	56 % / 44 %	54 % / 46 %	52 % / 48 %
Grade 7	52 % / 48 %	52 % / 48 %	52 % / 48 %

(a) Données hors MOM et Safilait.

(b) Valeurs absolues.

Bel a signé en France en 2018 un nouvel accord en faveur de la valorisation des compétences et de la diversité pour une durée de 3 ans. Cet accord fusionne l'accord en faveur et l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, l'accord relatif au contrat de génération et l'accord relatif à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Il reconduit

l'essentiel des mesures des précédents accords et a pour vocation d'accroître la diversité.

Par ailleurs, Bel considère qu'un écart de salaire supérieur à plus ou moins 5 % à pays et grade équivalents refléterait un problème de discrimination salariale entre hommes et femmes. Sur les managers en France, seul échantillon représentatif à l'échelle du Groupe, cet écart est actuellement de 0,97 %.

	2016	2017	2018
Ratio moyen du salaire des femmes par rapport au salaire des hommes ^(a)	0,97	0,97	0,97

(a) Managers à grades équivalents en France. Les données des autres pays sont jugées non représentatives de par le nombre d'hommes et femmes à grades équivalents.

Multi-culturalité

Présent dans plus de 130 pays, Bel est attentif à la diversité du monde dans lequel il évolue. Le Groupe a l'ambition de mieux comprendre ses consommateurs en intégrant les différences de toutes natures au sein de ses équipes.

Bel croit aux dynamiques de créativité et aux nouvelles combinaisons de connaissances impulsées par la diversité. Le Groupe considère que la diversité est un élément moteur de l'innovation et de l'agilité des équipes. En ce sens, elle est une source de création de richesse indissociable des objectifs ambitieux du Groupe.

Ainsi, dans le cadre de son programme « Diversité et Inclusion », Bel s'est fixé comme objectif d'atteindre 45 % de managers non français dans les grades les plus élevés (1, 2 et Comité exécutif) en 2025.

Diversité générationnelle

10 % des collaborateurs de Bel sont âgés de 55 ans et plus. Le Groupe est attentif d'une part à sécuriser leur fin de carrière, avec une attention particulière à leurs conditions de travail, et d'autre part à développer une capitalisation des savoirs qu'ils ont acquis.

Bel a signé en France en 2018 un nouvel accord de trois ans relatif au contrat de génération et à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (voir paragraphe 2.8 « Favoriser l'égalité des chances et la diversité au sein du Groupe »).

Répartition des effectifs par âge	2016 ^(a)		2017		2018	
	%	Total	%	Total	%	Total
55 ans et plus	11 %	1 198	10 %	1 303	10 %	1 330
De 45 à 54 ans	27 %	2 866	26 %	3 346	27 %	3 409
De 35 à 44 ans	35 %	3 735	34 %	4 312	34 %	4 326
De 26 à 34 ans	24 %	2 591	27 %	3 417	25 %	3 216
25 ans et moins	3 %	309	3 %	365	3 %	356
TOTAL	100 %	10 699	100 %	12 743	100 %	12 637
Âge médian		42 ans		41 ans		42 ans

(a) Données hors Safilait et MOM.

Handicap

Bel encourage l'intégration dans ses équipes de personnes en situation de handicap. Ainsi, le Groupe a signé en 2011 une convention de partenariat avec l'AGEFIPH⁽¹⁾ en France, puis un premier Accord Handicap agréé en 2014.

En signant en 2017 un deuxième Accord Handicap avec les partenaires sociaux en France, le Groupe Bel réaffirme sa volonté

d'être un acteur engagé en matière d'emploi et d'intégration de personnes en situation de handicap. L'ambition de cet accord est de maintenir le taux d'emploi de personnes en situation de handicap sur les sites industriels français du Groupe, tout en le faisant progresser positivement sur les sites non industriels.

Par ailleurs, Bel collabore avec de nombreux établissements et services d'aide par le travail (secteurs protégé et adapté).

Taux d'emploi des personnes en situation de handicap	2016	2017	2018
France ^(a)	7,86 %	7,18 %	7,23 %

(a) Ce taux comprend les collaborateurs stagiaires et la collaboration avec le secteur protégé et adapté.

2.9 Développer les talents de ses collaborateurs

Bel a pour ambition de développer et de fidéliser ses collaborateurs. Pour répondre au mieux à la variété des besoins de ses collaborateurs, Bel met en place des programmes de formation ciblés et adaptés à tous ses collaborateurs visant à développer les compétences de demain des métiers clés.

Il doit également faire face à des variations d'activité et des besoins de production de ses sites qui évoluent. Le Groupe est attentif à assurer une polyvalence interservices qui permette également de sécuriser l'employabilité de ses collaborateurs – et notamment celle des non-managers – tout en enrichissant leur parcours professionnel.

Des plans de développement adaptés à chaque catégorie de salarié

Bel cherche à renforcer le développement de ses collaborateurs à l'aide de Plans de développement individuel, accessibles toute l'année et permettant un développement continu des compétences par la formation, le *mentoring* ou la mise en situation professionnelle.

Les formations du Groupe s'articulent autour de quatre axes :

- connaissance du Groupe, de son histoire et de ses activités et mise en œuvre de sa transformation ;

- développement des compétences techniques métiers ;
- développement des compétences managériales et de *leadership* ;
- développement des compétences personnelles. Par exemple, sur certains sites, lutte contre l'illettrisme.

Les mutations technologiques, organisationnelles et de l'environnement compétitif incitent le Groupe à renouveler constamment le contenu de ses formations ou à en créer de nouvelles. Bel utilise des formats de formation en fonction de leur objectif, de leur contenu et des cibles auxquelles elles s'adressent : formation digitale (classes virtuelles, *e-learning*), tutorat, animation de groupe en interne ou en externe, formation interentreprises, etc. Toujours dans un souci de répondre au mieux aux besoins en développement de ses collaborateurs, Bel a opté pour une solution de formation *e-learning* dont la pédagogie inversée permet à chaque apprenant de se développer sur les sujets de son choix, à son rythme et selon son niveau de départ.

La mise à jour du plan de formation pour l'année à venir et les perspectives de mobilité du collaborateur trouvent naturellement leur place dans l'entretien d'évaluation de la performance individuelle qui a lieu tous les ans pour les managers (cadres et TAM) et tous les deux ans pour les non-managers (employés ouvriers).

Évaluation de la performance individuelle	2016	2017	2018
% de managers éligibles ^(a) bénéficiant d'un entretien d'évaluation de performance individuelle (base annuelle)	86 %	90 %	96 %

(a) Les managers éligibles sont les managers en CDI inscrits à l'effectif et présents dans le Groupe l'année complète n ou entrés avant le 1^{er} juillet de l'année n-1 et sortis après le 1^{er} juillet de l'année n.

En 2018, le Groupe a achevé son tout premier parcours *Talent Accelerated Programme*, dispositif de formation et d'accompagnement individualisé, destiné à une centaine de collaborateurs sélectionnés parmi les cadres à potentiel à tous

niveaux de l'Entreprise. La dernière étape de cette formation a permis aux participants de développer leurs compétences en méthodes agiles, via un hackathon destiné à proposer des solutions innovantes à des sujets critiques pour le Groupe.

(1) Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées.

Formation

Le Groupe se fixe pour objectif que 100 % de ses collaborateurs participent à au moins une formation au cours de l'année d'ici 2025.

Formation des collaborateurs	2016 ^(a)	2017	2018
% de collaborateurs qui ont participé à au moins une formation au cours de l'année	77 %	79 %	75 %
Nombre moyen d'heures de formation par collaborateur	26	22	21

(a) Données hors Safilait et MOM.

Polyvalence et mobilité interne

Pour éviter toute forme de discrimination, et dans un souci de transparence vis-à-vis des équipes, les postes ouverts sont proposés en priorité aux collaborateurs du Groupe (intranet,

panneaux d'affichage sur site...), avant d'être ouverts à l'externe – sauf contrainte de confidentialité.

Bel renforce la visibilité sur les parcours professionnels qu'il peut offrir à ses managers : référentiels de compétences, guides de parcours de carrières, passerelles possibles entre les postes, etc.

2.10 Entretenir un climat social positif

Bel est convaincu que proposer un système de rémunération juste, motivant et équitable permet de combiner attractivité et compétitivité. La politique salariale du Groupe est déterminée par la Direction des ressources humaines et les équipes locales ont la responsabilité de la mettre en œuvre.

Avantages sociaux

Au-delà du socle minimum imposé par les lois et réglementations nationales, Bel veut assurer à l'ensemble de ses collaborateurs dans le monde un standard en matière de protection sociale. C'est une façon d'octroyer des rémunérations et d'autres avantages supérieurs aux minima sociaux.

	2016 ^(b)	2017 ^(c)	2018
% de collaborateurs ^(a) qui bénéficient d'une couverture santé	93 %	86 %	93 %
% de collaborateurs ^(a) qui bénéficient d'une couverture décès et invalidité	94 %	88 %	92 %

(a) Collaborateurs en CDI et CDD.

(b) Données hors Safilait et MOM.

(c) Données avec Safilait et MOM.

Équité interne et compétitivité externe

Le Groupe respecte toujours les minima fixés par les lois locales et veille à appliquer des pratiques salariales non discriminantes. À responsabilités comparables, s'il existe des différences de rémunération, elles doivent toujours pouvoir être expliquées (parcours personnel, contexte local, etc.). Pour attirer et retenir ses collaborateurs, Bel veille à leur offrir des salaires et des avantages sociaux compétitifs. Ainsi, les filiales du Groupe sollicitent régulièrement une enquête salariale pour identifier les pratiques du marché.

Reconnaissance de la performance individuelle et collective

La reconnaissance de la performance individuelle est fondée sur le mérite. La rémunération variable des managers de grades 1 à 6 et des Vice-présidents (soit 78 % des managers) représente *a minima* 8 % de leur rémunération fixe. Au moins 10 % de cette rémunération variable est liée à l'atteinte d'objectifs extra-financiers en lien avec la démarche RSE du Groupe.

En raison de la coexistence de sociétés juridiquement distinctes, le Groupe n'a pas un système unique d'intéressement et de participation. Toutefois, pour renforcer le sentiment d'appartenance et de fierté des équipes, les filiales adoptent progressivement des systèmes de rémunération prenant en compte leurs performances collectives.

	2016 ^(a)	2017 ^(b)	2018
% de collaborateurs concernés par un système de rémunération prenant en compte la performance globale de la filiale ou du Groupe	100 %	67 %	66 %

(a) Données hors Safilait et MOM.

(b) Données hors Safilait et avec MOM.

Participation des salariés dans le capital

Depuis 2007, Bel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions (AGA) pour certains de ses salariés et sous conditions de performance (voir paragraphe 6.2.3 du document de référence « Stock-options actions de performance »).

Relations sociales

Bel est convaincu qu'un dialogue de qualité est un levier d'amélioration de la vie en entreprise. Le Groupe favorise ainsi le dialogue entre managers et collaborateurs, mais aussi celui entre la direction et les représentants du personnel et / ou syndicaux lorsqu'ils existent.

Organisation du dialogue social

Les instances de représentation des collaborateurs dans l'Entreprise, élues ou désignées par les collaborateurs, prennent différentes formes selon les pays : Comité d'entreprise, délégués du personnel, Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), etc.

Bel reconnaît, dans son Code de bonnes pratiques des affaires, le droit pour ses collaborateurs d'être représentés – dans le cadre des lois et règlements qui leur sont applicables – par leur(s) syndicat(s) ou autre forme de représentation du personnel dans le cadre de négociations collectives relatives à la relation de travail.

En 2018, 85 % des collaborateurs avaient accès à un système de représentation du personnel.

Par ailleurs, le Groupe a prévu en 2019 une première rencontre de son futur Comité social européen impliquant l'ensemble de ses filiales européennes.

Bilan des accords collectifs signés par Bel ou encore actifs en 2018

En 2018, le Groupe Bel a signé 9 nouveaux accords collectifs dans le monde, dont 5 en France.

Par ailleurs, 15 accords signés en France dans les quatre dernières années sont toujours actifs en 2018.

Thématique	Pays	Détails
Rémunération, avantages sociaux et en nature	France	1 accord couvrant l'intéressement
	Slovaquie	1 accord couvrant la rémunération et les avantages sociaux
Organisation et aménagement du temps de travail	France	4 accords couvrant la diversité, la pénibilité, le dialogue social et un plan de sauvegarde de l'emploi
	Ukraine	1 accord couvrant le temps de travail et les avantages sociaux
	Vietnam	1 accord couvrant les conditions de travail
	Slovaquie	1 accord couvrant le temps de travail

Faits marquants 2018

- Intensification du déploiement du programme de formation à l'éthique.
- Ouverture du système d'alerte éthique à tout tiers en relation avec le Groupe.
- Réalisation d'une cartographie des risques de corruption dans sa chaîne d'approvisionnement.
- Une nouvelle ville (Istanbul) dans le programme « *Sharing Cities* ».

Priorités 2019

- Déployer une politique de communication responsable auprès des enfants à l'échelle du Groupe.
- Organiser la première rencontre du futur Comité social européen.



BIEN-ÊTRE DE TOUS

LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2017	à	2018	à	2020	à	2025	AVANCEMENT
Travailler vers Zéro accident sur nos sites.	TFA (Taux de Fréquence des Accidents) Bel.	6,7*		6,6		5,5		3,0	😊
Promouvoir la diversité Hommes-Femmes.	Part de femmes dans le Top management.	18 %**		21 %**		30 %		40 %	😞
Développer les talents de nos collaborateurs.	Collaborateurs ayant suivi une formation durant l'année.	79 %		75 %		90 %		100 %	😞
Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales auprès de nos fournisseurs.	Score moyen « Ecovadis » des fournisseurs (sur 100).	49,8**		50,8**		50,0		55,0	😊
Fournir une information transparente à nos consommateurs.	Produits mentionnant une information sur les piliers Agriculture durable, Nutrition attentive et Empreinte environnementale.							100 %	😞

* Hors MOM

** Hors MOM et Safilait

😊 Conforme au plan

😞 Non conforme au plan

😞 Plan à finaliser



S'ENGAGER POUR UNE AGRICULTURE DURABLE

En tant qu'acteur mondial du snacking sain laitier et fruitier, le Groupe Bel fait face à des responsabilités, notamment sur le choix des matières premières qui entrent dans la composition de ses produits.

Bel a fait le choix d'une agriculture durable car ses activités et leur pérennité dépendent de la terre, des hommes qui la cultivent, qui prennent soin des troupeaux et de leur avenir. Pour faire face aux enjeux climatiques et démographiques, la priorité du Groupe Bel est de concilier des pratiques agricoles vertueuses, notamment d'élevage, démontrant un impact positif pour les hommes, l'environnement et plus globalement pour l'ensemble de l'écosystème dans lequel le Groupe évolue. Cette approche s'inscrit notamment dans l'Objectif de Développement Durable n° 12 « Communication et Production durables ».

Fort de ce constat, le Groupe a mis en place des actions engageantes pour promouvoir une agriculture durable, en commençant par deux matières premières clés dans son portefeuille : le lait et les matières grasses végétales.

Pour suivre le déploiement de ces engagements, le Comité « Agriculture durable », composé de représentants des fonctions clés du Groupe (achat, marketing, finance, RSE, ...), a été mis en place. Son rôle est de :

- revoir et d'assurer la cohérence entre les ambitions Groupe et les feuilles de route locales ;
- s'assurer des progrès des programmes et actions dans les différents bassins.

Par ailleurs, le Groupe MOM dont Bel a fait l'acquisition en 2016, a mis en place depuis plusieurs années des actions qui s'inscrivent pleinement dans l'ambition du Groupe Bel de s'engager pour une agriculture durable.

Ces actions se concentrent notamment sur l'origine des pommes, le développement de ses propres vergers en France, ou encore la promotion de pratiques en faveur d'une agriculture raisonnée.

3.1 Agir pour un amont laitier durable

Une charte mondiale et engageante couvrant 6 thématiques

Le lait est l'ingrédient de base de la fabrication des fromages : le Groupe Bel collecte chaque année près de deux milliards de litres de lait auprès d'environ 2 500 producteurs répartis dans ses 10 bassins laitiers à travers le monde.

Pour contribuer à nourrir dans un avenir proche plus de 9 milliards d'individus de manière responsable, le Groupe Bel doit développer la production laitière tout en préservant les ressources de la planète et en construisant des relations durables avec ses producteurs partenaires.

Pour formaliser cette volonté, Bel a défini en 2018 au niveau du Groupe une charte d'engagements coconstruite avec le WWF France pour un amont laitier durable. Cette charte intègre les aspects économiques, sociaux et environnementaux et s'articule autour de 6 thématiques :

- modèle de production durable ;
- bien-être animal ;
- accès au pâturage ;
- alimentation animale durable et locale ;
- empreinte environnementale ;
- qualité nutritionnelle et sécurité alimentaire.

Chacune d'entre elles est déclinée sous forme d'actions et d'objectifs ambitieux à horizon 2025 qui sont présentés dans la Charte globale Bel pour un amont laitier durable. Le Groupe a fait le choix d'intégrer les objectifs qu'il juge les plus significatifs dans sa *Scorecard* RSE. Néanmoins, l'ensemble des thématiques de la Charte sont mises en place et suivies.

En 2018, chacun des 10 bassins laitiers du Groupe a défini ses propres feuilles de route pour atteindre les objectifs à 2025. Cette Charte intègre également des engagements concernant les autres matières premières laitières achetées par le Groupe, tels que le fromage, le beurre et le lait en poudre.

Pour aller plus loin, Bel a lancé le programme « Fermes pilotes Bel » qui vise à identifier des élevages innovants et à déployer leurs bonnes pratiques sur les 6 thématiques de cette Charte. Une première rencontre avec un panel d'experts externes internationaux a permis de sélectionner des bonnes pratiques dans des bassins pilotes.

En 2018, le Groupe Bel a lancé dans 14 pays en Europe une gamme de Babybel issue de l'agriculture biologique française et fabriquée en France. Ce produit est le premier du Groupe à être certifié Agriculture Biologique.

Modèle de production durable

Une grande partie du lait utilisé dans les produits Bel est collectée directement auprès de ses producteurs partenaires tous les deux ou trois jours. Le Groupe s'appuie sur ce lien direct et régulier pour développer des relations durables avec les producteurs laitiers même dans un contexte économique fragile. La qualité de vie et les conditions de travail des éleveurs laitiers sont au cœur des préoccupations du Groupe Bel, pour qui un modèle de croissance durable ne peut s'envisager sans des liens pérennes et de confiance avec ses partenaires (voir paragraphe 2.3 « Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales avec ses partenaires »).

En lien avec la Charte globale pour un amont laitier durable, Bel a défini en 2018 des actions en faveur d'un modèle de production plus durable dans le but de :

- continuer de développer un réseau de fermes laitières au plus près de ses sites de production afin de renforcer ses relations de proximité ;
- contribuer à aider les producteurs laitiers à améliorer leur efficacité, leur qualité de vie et leurs rendements via des programmes de formation, le partage de bonnes pratiques ou encore un soutien dans le développement de technologies dites d'« élevage de précision » adaptées à chaque pays ;
- explorer et encourager des solutions financières adaptées aux circonstances spécifiques de chaque pays pour aider les producteurs à investir dans l'avenir.

Bel s'est ainsi fixé comme objectif qu'à horizon 2025, 100 % des producteurs laitiers qui lui livrent du lait aient accès à des dispositifs sociétaux innovants qui viseront à améliorer la qualité de vie et les conditions de travail des producteurs. En 2018, 34 % des producteurs laitiers du Groupe, correspondant à 100 % des éleveurs français, tous membres de l'APBO, ont accès à un tel dispositif. Dans les autres bassins, les programmes d'accompagnement des producteurs sont en cours de définition pour répondre de façon adaptée aux besoins locaux.

La reconduction de l'accord inédit avec l'Association des Producteurs de lait Bel Ouest (APBO)

En France, le Groupe Bel a ainsi renouvelé son partenariat avec l'APBO par un accord qui reste inédit pour une meilleure valorisation du lait.

Cet accord unique implique l'ensemble des 844 exploitations adhérentes de l'APBO. Il garantit pour une nouvelle année consécutive un prix de référence moyen annuel. Le déploiement de pratiques d'élevage différenciantes parmi lesquelles une alimentation animale sans OGM et la mise en valeur du pâturage (engagement de 150 jours par an minimum) se poursuivent et sont valorisés par une prime.

Bien-être animal

Le Groupe s'est engagé à promouvoir les bonnes pratiques en matière de bien-être animal et à partager des normes communes exigeantes. Une production laitière de qualité dépend des bonnes conditions de santé et de bien-être des animaux. Le Groupe s'efforce donc de travailler sur ce sujet sensible avec ses partenaires afin de s'assurer d'un environnement et de pratiques adaptés aux besoins physiologiques et comportementaux des animaux.

Pour cela le Groupe accompagne ses producteurs laitiers dans leurs pratiques, notamment :

- en France, l'ensemble des producteurs laitiers de l'APBO est adhérent de la Charte des bonnes pratiques d'Élevage, les engageant ainsi à prendre en compte le bien-être animal, la santé du troupeau, l'alimentation des animaux, la qualité du lait, la sécurité des personnes ainsi que la protection de l'environnement. Des audits réguliers permettent de valider leurs engagements et d'encourager une amélioration continue de leurs pratiques ;

- aux Pays-Bas, 25 % des producteurs laitiers du Groupe ont déployé l'outil *Cow Compass* permettant de piloter et améliorer les pratiques d'élevage, notamment sur les questions de santé et bien-être animal ;
- aux Açores (Portugal), l'ensemble des producteurs de lait de Bel est impliqué dans la démarche *Programa Leite de Vacas Felizes* structurée autour de 5 thématiques : le pâturage, le bien-être animal, la qualité et la sécurité alimentaire, la durabilité et l'efficacité. Ce programme a obtenu en 2016 le *Good Dairy Commendation* du *Compassion In World Farming* (CIWF).

Pour aller plus loin, le Groupe souhaite déployer de façon homogène ces bonnes pratiques à l'ensemble des bassins laitiers où il collecte du lait. Dans ce cadre, une « Charte Bel pour le bien-être animal » est en cours de définition. Celle-ci vise à harmoniser et promouvoir au niveau du Groupe un socle de normes communes exigeantes.

Le Groupe a pour ambition que 100 % de ses producteurs laitiers partenaires respectent les engagements de cette charte et que cela soit vérifié et certifié par un tiers indépendant à horizon 2025.

Accès au pâturage

Le Groupe Bel encourage la pratique du pâturage dès que les conditions y sont favorables. En effet, les surfaces en herbe exploitées par le pâturage peuvent contribuer à la fourniture de biens et services environnementaux comme la qualité des eaux, le stockage du carbone, le maintien de la biodiversité, etc. Le pâturage permet aussi d'accroître l'autonomie protéique des exploitations par rapport à d'autres systèmes. Enfin, l'accès au pâturage dans les conditions adaptées peut apporter des bénéfices pour la santé et le bien-être des vaches laitières.

Toutefois, il convient de prendre en compte certains critères essentiels afin de favoriser les bénéfices du pâturage, tels que le climat des différentes régions où Bel collecte le lait, la disponibilité des pâturages ou encore les traditions pastorales locales.

Ainsi, l'engagement du Groupe Bel se situe à deux niveaux :

- partout où cela est possible dans les régions de tradition pastorale, le Groupe Bel fixe des objectifs d'accès au pâturage, tout en conservant une nécessaire flexibilité selon les conditions climatiques locales.

Concrètement, les éleveurs partenaires de Bel doivent s'engager sur un minimum de 120 jours de pâturage par an aux Pays-Bas, 150 jours en France et 365 jours aux Açores, considérant les contraintes climatiques très différentes. En 2018, 75 % des producteurs laitiers collectés par Bel dans ces bassins (hors lait collecté issu de l'agriculture biologique) respectaient d'ores et déjà cet engagement ;

- lorsque le pâturage n'est pas possible pour des raisons de contraintes climatiques, géographiques ou structurelles, le Groupe encourage ses éleveurs partenaires à mettre en place des conditions de logement respectueuses du bien-être des animaux, telles qu'une bonne qualité de l'air et une bonne ventilation des bâtiments, au moins une logette par vache avec un espace suffisant pour se coucher et se reposer en même temps, etc.

Alimentation animale durable et locale

Limiter l'impact environnemental de l'alimentation des vaches laitières

L'alimentation des vaches laitières varie en fonction de la localisation géographique des exploitations. En moyenne, la ration d'une vache laitière est toutefois composée de 80 % d'herbe fraîche et fourrages, ainsi que de 20 % d'aliments complémentaires (céréales, colza, soja, tournesol...). Ainsi, plus de 90 % de son alimentation est d'origine locale.

Depuis 2012, Bel et le WWF France se sont associés pour évaluer et minimiser l'impact environnemental de l'alimentation des vaches laitières. L'étude conjointe des risques environnementaux liés à chaque matière première entrant dans l'alimentation des vaches laitières a montré que, même si leur part dans la ration alimentaire est inférieure à 5 %, deux ingrédients affichent des impacts environnementaux particulièrement élevés : les tourteaux importés de soja et de PKE (*Palm Kernel Expeller*, co-produit de l'extraction de l'huile de palme).

En effet, il est aujourd'hui avéré que les cultures de soja et de palme non encadrées sont une cause majeure de déforestation (voir paragraphe 5.4 « Limiter les risques d'atteinte à la biodiversité et de déforestation »).

Soutenir la mise en place de filières responsables

Fort de ce constat, le Groupe Bel a mis en place depuis 2014 des actions concrètes pour soutenir la mise en place de filières responsables pour les tourteaux de soja et le PKE :

- Bel a rejoint dès 2014 la Table Ronde sur le Soja Responsable (RTRS) et en 2015 celle sur l'huile de palme durable (RSPO) ;
- depuis 2016, Bel achète des certificats qui couvrent l'ensemble des volumes de tourteaux de soja (79 500 tonnes en 2018) et le PKE (45 800 tonnes en 2018) utilisés au niveau mondial pour la production de lait et des matières premières laitières utilisées dans ses recettes. Ces achats de certificats soutiennent la mise en place des filières et accompagnent les producteurs locaux vers un mode de production responsable ;
- Bel a également mis en place deux projets de mécénat qui soutiennent des associations sur le terrain : au Mato Grosso (Brésil) pour favoriser la production responsable de soja et à Bornéo (Malaisie) pour aider de petits producteurs de palmier à huile à aller vers la certification RSPO.

Pour aller plus loin, le Groupe s'engage à ce que les tourteaux de soja et de PKE proviennent d'ici 2025 de filières durables, traçables et certifiées (RTRS et RSPO).

Encourager une alimentation animale locale et sans OGM

Même si une faible part de l'alimentation des vaches laitières peut être issue de cultures OGM, ceux-ci ne se retrouvent pas dans le lait (voir paragraphe 4.2 « Assurer la qualité nutritionnelle des produits »).

En 2017, une nouvelle étape a malgré tout été franchie, puisque le Groupe Bel a souhaité poursuivre ses efforts en s'appuyant sur l'expertise du WWF France en réalisant une étude exploratoire

en France, aux Pays-Bas et en Slovaquie afin d'identifier les alternatives locales au soja OGM d'importation.

Ces études ont servi de socle aux discussions avec les producteurs partenaires en Slovaquie et en France. Depuis juillet 2018, l'ensemble du lait collecté par Bel dans ces bassins laitiers est ainsi issu d'animaux nourris sans OGM. Aux Pays-Bas, une partie des producteurs partenaires s'est engagée dans une conversion de l'alimentation animale. Dans les autres bassins laitiers des études de faisabilité sont en cours. Ainsi le Groupe étudie dès à présent, pays par pays, des solutions pour une alimentation animale 100 % sans OGM, afin d'atteindre l'objectif annoncé dans la Charte globale pour un amont laitier durable.

Empreinte environnementale

Dans un contexte de raréfaction des ressources énergétiques fossiles et de dégradation des ressources hydriques, le Groupe accompagne ses producteurs de lait afin d'encourager les pratiques d'élevage qui réduisent l'impact de la production sur l'environnement, réduisent les émissions de gaz à effet de serre et augmentent la résilience aux changements climatiques et au stress hydrique.

Une première étape d'évaluation est essentielle pour ensuite mettre en place des pratiques vertueuses afin de limiter l'impact de la production laitière sur l'environnement et la disponibilité en eau.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre

Selon la FAO ⁽¹⁾ (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), la production laitière bovine représente 4,3 % des émissions carbone de la planète.

Dès que cela lui est possible, le Groupe accompagne ses producteurs sur ses différents bassins d'approvisionnement afin de les aider à maîtriser et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre que ce soit par la gestion des déjections animales, la qualité de l'alimentation des animaux ou la fertilisation minérale des cultures. Ainsi en France, Bel apporte son expertise au projet *Ferme laitière bas carbone* mené par l'interprofession laitière française qui vise à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble de la filière française.

Afin d'aligner ses objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de son périmètre de responsabilité sur des recommandations scientifiques, le Groupe s'est par ailleurs engagé en 2017 dans l'initiative *Science Based Targets* (voir paragraphe 5.2 « Réduire ses émissions de gaz à effet de serre »). La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés à l'amont laitier occupera une place centrale de la feuille de route.

Limiter l'impact de la production sur la ressource en eau et augmenter la résilience au stress hydrique

La maîtrise des impacts de la production laitière sur la ressource en eau est une préoccupation majeure pour la filière et pour Bel. Ainsi, aux Pays-Bas, tous ses producteurs partenaires ont pour objectif d'optimiser la gestion des minéraux (carbone, azote et phosphore ; les deux derniers sont des polluants de l'eau) sur leur exploitation, notamment à l'aide de l'outil *Annual Nutrient Cycle Assessment*.

(1) Source : FAO.org/glean – 2017.

Les principaux bassins d'approvisionnement en lait de Bel (Pays-Bas, France et Portugal) sont situés dans des zones où, selon la FAO, le stress hydrique est faible. Le respect de la ressource en eau constitue néanmoins un enjeu majeur dans d'autres bassins où le Groupe collecte et transforme du lait, tels que le Maroc ou l'Iran.

Ainsi, le Groupe suit attentivement le projet Climalait, conduit par l'interprofession laitière française. Celui-ci a pour objectif d'établir un état des lieux de la ressource en eau en fonction des sols, des conditions météorologiques, de l'altitude, des cultures, etc. Ces résultats aideront le Groupe dans la définition des plans d'actions prioritaires à mettre en œuvre avec ses producteurs sur chaque type de site (voir paragraphe 5.3 « Utiliser durablement la ressource en eau »).

Le Groupe se fixe comme ambition que l'ensemble de ses bassins laitiers ait mis en place des plans d'actions visant à augmenter la résilience au changement climatique et au stress hydrique d'ici 2025.

Qualité nutritionnelle et sécurité alimentaire

Le Groupe assure une traçabilité rigoureuse de tous les composants entrant dans ses recettes et notamment de toutes les matières premières laitières, qu'elles soient liquides ou solides. Tous sont soumis à de nombreux contrôles sanitaires dès leur entrée sur les sites de fabrication (voir paragraphe 4.1 « Assurer une qualité et une sécurité alimentaire optimales »).

Soucieux de répondre aux attentes croissantes des consommateurs en termes de qualité, de nutrition et de durabilité, le Groupe Bel a mené en collaboration avec une agence de conseil spécialisée en nutrition une étude bibliographique portant sur près de cinquante publications scientifiques afin d'identifier les pratiques d'élevage susceptibles d'améliorer le profil nutritionnel du lait. Cette première étape a mis en évidence un impact positif de la quantité d'herbe fraîche et de graines d'oléagineux dans la ration animale sur le profil lipidique du lait.

Sur la base de ces études, Bel a mené en 2018 dans ses principaux bassins laitiers des campagnes d'analyses ciblées pour mesurer la composition du lait en fonction de l'alimentation animale.

3.2 Recourir à la matière grasse végétale dans un cadre rigoureux

Les gammes 100 % laitières de Bel peuvent présenter des difficultés d'accessibilité à un grand nombre de consommateurs, en particulier sur le continent africain, et de nouvelles gammes de produits associant des matières grasses laitières et non laitières ont été développées.

Le Groupe a ainsi fait le choix de développer de nouvelles gammes de produits associant des matières premières laitières et non laitières. C'est dans ce cadre que Bel a défini un socle d'engagements régissant l'utilisation des matières grasses d'origine végétale afin d'offrir des innovations positives à ses consommateurs.

Assurer une triple supériorité pour les consommateurs

Le profil nutritionnel des recettes doit suivre les principes d'innovation et de rénovation interne pour la composition nutritionnelle et les listes d'ingrédients. Ainsi, pour les nouvelles recettes développées avec des matières grasses d'origine végétale, celles-ci doivent pouvoir démontrer une triple supériorité pour le consommateur : une préférence gustative pour le nouveau produit, des valeurs nutritionnelles meilleures ou égales au produit référent sur le marché ou à l'ancienne recette Bel (voir paragraphe 4.2 « Assurer la qualité nutritionnelle des produits ») et un approvisionnement responsable.

Assurer un approvisionnement responsable

En 2018, les approvisionnements de matière grasse végétale ont représenté environ 5 500 tonnes, dont environ 4 800 tonnes d'huile de palme. Ces volumes d'huile de palme sont 100 % certifiés RSPO (ségrégués ou « *mass balanced* »). Quelle que soit la matière grasse végétale utilisée par Bel, les critères inscrits

dans le référentiel RSPO représentent le socle de base pour un approvisionnement durable de la matière grasse végétale. Notamment :

- responsabilité environnementale : pas de déforestation des forêts protégées et protection de la biodiversité (voir paragraphe 5.4 « Limiter les risques d'atteinte à la biodiversité et de déforestation ») ;
- développement responsable de nouvelles plantations : recours à des pratiques agricoles durables ;
- relations de confiance avec les communautés locales et prise en compte des impacts induits ;
- conditions de travail équitables et respectant la législation du travail internationale ;
- transparence, identification des zones de collecte et traçabilité tout au long de la chaîne.

Le Groupe souhaite favoriser l'utilisation de matières grasses végétales durables et locales afin de soutenir les chaînes d'approvisionnement courtes et la création de valeur ajoutée locale. Il s'est ainsi engagé à atteindre 100 % d'approvisionnement en matière grasse végétale responsable à horizon 2020, selon une approche à trois niveaux en fonction des filières qui existent localement :

- en priorité, le Groupe souhaite s'approvisionner en matière grasse certifiée (RSPO ou équivalent), cultivée et transformée localement ;
- dans le cas où la production locale n'est pas certifiée (RSPO ou équivalent), Bel s'engage à contribuer au développement de filières locales durables et certifiées, en travaillant avec les producteurs et les transformateurs ;

- dans le cas où il n'existe pas de production locale de matière grasse végétale répondant au cahier des charges du Groupe, Bel s'engage à choisir un approvisionnement optimisant l'impact positif local, par exemple auprès de transformateurs locaux.

En 2018, le Groupe s'est efforcé de transformer ses approvisionnements en huile de palme pour atteindre son objectif de 100 % de volumes certifiés, durables et traçables (certifiés RSPO ségrégués). Le niveau de certification demandé aux fournisseurs a ainsi été relevé dans les cahiers des charges

afin d'assurer une traçabilité complète tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Ce niveau d'exigence supplémentaire a donné lieu à des travaux de ré-homologation de certains fournisseurs partenaires qui a demandé plus de temps qu'anticipé. Ainsi, malgré les efforts du Groupe, une partie seulement des fournisseurs ont atteint le nouveau niveau d'exigence fin 2018. Ces résultats encouragent le Groupe à poursuivre les efforts vers 100 % des volumes certifiés, durables et traçables, dans un délai allongé à 2020.

3.3 Offrir le meilleur des fruits

Le Groupe, par l'intermédiaire de MOM, s'engage sur la qualité de ses matières premières et sur un procédé de fabrication qui préserve les bienfaits des fruits, sans conservateurs, ni arômes ou colorants artificiels.

L'origine des fruits utilisés dans les produits du Groupe est rigoureusement sélectionnée. En France, toutes les pommes sont récoltées à la main pour préserver l'intégrité et les qualités du fruit.

Cultiver ses propres vergers et entretenir une relation de confiance avec ses agriculteurs partenaires

Pour tirer le meilleur des fruits, il faut avoir une connaissance approfondie de la façon dont ils sont cultivés. C'est pourquoi le Groupe a développé depuis 2010 ses propres vergers sur une surface de 80 hectares, située à proximité de son usine de Boué, en France. Aujourd'hui, 25 % des approvisionnements en pomme proviennent de vergers dédiés.

Encourager une agriculture raisonnée pour préserver la biodiversité

Les agriculteurs partenaires du Groupe mettent en œuvre des méthodes d'agriculture raisonnée (conforme aux préconisations Global Gap et / ou label Vergers Écoresponsables) afin de réduire les traitements des vergers. L'objectif du Groupe MOM en France est de s'approvisionner en pommes fraîches exclusivement auprès de vergers éco-responsables français dès 2019.

Pour aller plus loin, le Groupe s'engage à promouvoir le « Zéro résidu de pesticides ». Dans ce cadre, il œuvre depuis plusieurs années au développement de nouvelles pratiques culturales visant à limiter les traitements phytosanitaires. L'objectif est de déployer ensuite ces bonnes pratiques à l'ensemble de ses approvisionnements en pommes, dans ses vergers dédiés et chez ses partenaires.

Dans ce cadre, le Groupe encourage le recours à des biocontrôles, méthodes visant à protéger les végétaux par l'utilisation de mécanismes naturels. Ceux-ci permettent de limiter l'utilisation des traitements phytosanitaires, en favorisant le recours à des alternatives plus naturelles et ainsi la biodiversité autour des vergers. Le Groupe a ainsi choisi de tester la confusion sexuelle pour les insectes nuisibles aux pommes, la mise en place de nichoirs à mésanges qui se nourrissent d'insectes ravageurs, ou encore d'hôtels à insectes.

Afin d'appuyer cette démarche, le Groupe suit l'Indicateur de Fréquence de Traitements phytosanitaires (IFT) et participe au suivi de l'évolution de la biodiversité via l'Observatoire Agricole de la Biodiversité (OAB) dans ses vergers.

Développer des gammes avec ligne avec ces engagements

Afin d'aller plus loin, le Groupe a décidé de faire évoluer son portefeuille de produits. Pour la majorité de ses gammes, MOM proposera ainsi à partir de 2019 une offre alternative de produits issus de l'agriculture biologique et sans sucre ajouté.

Faits marquants 2018

- Cosignature de la Charte amont laitier globale avec le WWF France.
- Renforcement du partenariat entre Bel et ses producteurs en France par un nouvel accord inédit pour une meilleure valorisation du lait.
- 100 % du lait collecté par Bel en France et Slovaquie issu d'animaux nourris sans OGM.
- Lancement du programme « Fermes pilotes Bel » visant à identifier et partager les bonnes pratiques existantes pour un amont laitier responsable.
- Définition des feuilles de route de chaque bassin laitier afin d'atteindre les ambitions du Groupe à 2025.

Priorités 2019

- Finaliser et déployer la politique Groupe pour le bien-être animal.
- Déploiement dans les bassins laitiers des bonnes pratiques identifiées dans le cadre « Fermes pilotes Bel ».
- Poursuivre le déploiement de l'approvisionnement en matière grasse végétale responsable et traçable.
- Pour la production française, s'approvisionner en pommes fraîches exclusivement auprès de vergers éco-responsables français.
- Développer des gammes alternatives à base de produits issus de l'agriculture biologique et sans sucre ajouté pour la majorité des gammes existantes.



AGRICULTURE DURABLE

LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2017	à	2018	à	2020	à	2025	AVANCEMENT
Contribuer à améliorer la qualité de vie et les conditions de travail des éleveurs partenaires.	Éleveurs ayant accès à des modèles sociétaux innovants.								
Promouvoir les bonnes pratiques pour favoriser le bien-être animal.	Fermes certifiées par une tierce partie.								
Encourager une alimentation sans OGM pour les vaches qui produisent notre lait.	Lait provenant de vaches nourries avec une alimentation sans OGM.								
Assurer un approvisionnement responsable de la matière grasse végétale utilisée dans nos produits.	Approvisionnement certifié ou respectant les engagements de la Charte (si aucune certification n'existe).								

* Hors MOM

** Hors MOM et Safilait

Conforme au plan

Non conforme au plan

Plan à finaliser



PROMOUVOIR UNE NUTRITION ATTENTIVE

En tant que groupe agroalimentaire, Bel est conscient de sa responsabilité de participer à nourrir les populations. Par ailleurs, dans de nombreux pays, des politiques de santé publique s'efforcent de lutter contre les mauvais comportements alimentaires qui peuvent conduire à des dérèglements métaboliques, voire à des maladies chroniques.

Fort de ce constat, le Groupe a choisi de s'inscrire dans l'Objectif de Développement Durable n° 2 de l'ONU visant à éliminer la

faim d'ici 2030 et de faire en sorte que chacun, en particulier les personnes en situation vulnérable, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

En quantité raisonnable, les produits Bel peuvent en effet contribuer à une alimentation équilibrée et répondre à ces deux enjeux. Les fromages sont notamment une source importante de calcium, un nutriment essentiel à la croissance des enfants et sont compatibles avec les besoins alimentaires de tous.

4.1 Assurer une qualité et une sécurité alimentaire optimales

En tant qu'Entreprise responsable et soucieuse de la santé de ses consommateurs, Bel met en œuvre les dispositions nécessaires pour assurer un niveau de sécurité alimentaire strict et répondre aux exigences réglementaires.

Suivre une politique qualité et sécurité alimentaire exigeante

Conscient que le risque zéro n'existe pas, Bel travaille en étroite collaboration avec tous les acteurs de sa chaîne de valeur afin de délivrer à ses consommateurs des produits sûrs et sains.

Par ailleurs, le Groupe est engagé dans une démarche de certification des Systèmes de Management Intégrés en vigueur dans ses structures et sites industriels (ISO 9001, BRC, IFS, FSCC 22000, ISO 14001, OHSAS 18001...). 28 sites industriels du Groupe sont ainsi certifiés GFSI.

Suivre un contrôle et une traçabilité stricts des matières premières

Dans le cadre de la prévention de la fraude alimentaire et pour garantir l'authenticité de ses produits, Bel a mis en place une politique et un processus de prévention de la fraude dans sa propre chaîne d'approvisionnement pour répondre aux exigences réglementaires et à celles relatives aux certifications spécifiques.

Le Groupe assure également une traçabilité rigoureuse de tous les composants entrant dans ses recettes, notamment de toutes les matières premières laitières, qu'elles soient liquides ou solides. Tous sont soumis à de nombreux contrôles sanitaires dès leur entrée sur les sites de fabrication.

Elles sont à nouveau contrôlées avant leur entrée en production, au niveau microbiologique et physico-chimique, mais aussi organoleptique. Tous les emballages, et notamment ceux qui entrent en contact direct avec les produits, suivent des procédures de contrôle comparables à leur arrivée dans les usines du Groupe.

Un accompagnement des producteurs laitiers

La qualité du lait commence dès l'élevage. Le producteur est responsable de la qualité sanitaire et de la conformité du lait qu'il produit. Il doit mettre en place les mesures de maîtrise adaptées pour les garantir. Pour prévenir dès l'amont tout risque, notamment bactériologique, les techniciens de production laitière de Bel diffusent de façon continue auprès des producteurs des bonnes pratiques pour produire un lait de qualité. Lorsque le lait est d'une qualité inférieure aux standards du Groupe, ils proposent et mettent en place des actions ciblées auprès des producteurs concernés comprenant :

- un audit de l'exploitation (parfois en présence d'un vétérinaire) ;
- une proposition de plans d'actions pour améliorer la qualité du lait concerné ;
- un suivi de ces plans pendant une période allant de quelques mois à un an afin d'accompagner le producteur dans sa démarche d'amélioration.

Le lait : une matière première fragile

Le lait est une matière vivante et fragile qui se dégrade au contact de l'air, de la lumière et de la chaleur ambiante. Pour conserver ses qualités, Bel collecte le lait dans un délai maximum de 72 heures après la traite. Bel accompagne l'équipement de certains producteurs en tanks réfrigérés. La qualité du lait est très contrôlée. Le lait doit répondre à des critères de composition précis (matière grasse et matière protéique), à des critères d'hygiène stricts et il ne doit pas contenir de traces d'antibiotiques. Des échantillons sont prélevés lors de la collecte du lait, ainsi qu'à l'arrivée à l'usine, permettant la mise en œuvre de plans de contrôle comprenant des analyses en laboratoire. Dans certains cas très rares, si la qualité du lait est insuffisante, celui-ci n'est pas utilisé.

Des audits conduits auprès des partenaires stratégiques

Des audits qualité sont réalisés auprès des fournisseurs majeurs de matières premières les plus sensibles et chez les sous-traitants dont les produits véhiculent les marques de Bel. Lorsque des non-conformités mineures sont constatées sans remettre en cause la sécurité sanitaire des produits fournis, les fournisseurs ou sous-traitants audités s'engagent auprès du Groupe sur des actions correctives et leur délai de mise en place.

Des procédures exigeantes dans ses sites de production

Chaque étape du cycle de vie des produits, depuis la production de ses matières premières jusqu'à la « libération » du produit fini, fait l'objet de contrôles rigoureux. Tous les enregistrements en relation avec ces contrôles, qui constituent les preuves de résultats d'analyses, sont conservés dans les sites. Ces contrôles sont réalisés par le laboratoire d'analyses de l'usine et, autant que nécessaire, par des laboratoires externes indépendants sous accréditation. La conformité globale aux exigences spécifiées est garantie par les autorités sanitaires compétentes, et est certifiée par la marque d'agrément de toutes les usines apposée sur les produits Bel. Les fréquences de ces contrôles sont issues de l'évaluation HACCP (*Hazard Analysis Critical Control Point*) du Groupe et sont adaptées à la matière première ou à l'ingrédient considéré.

Dans les sites de production

Sécurité alimentaire et qualité sont des prérequis au sein des 32 sites de production. Tous intègrent les mêmes exigences définies par le Groupe et s'inscrivent dans des référentiels reconnus internationalement.

La politique qualité et sécurité alimentaire du Groupe permet de mettre en œuvre des mesures et procédures tout au long de la chaîne de fabrication afin d'éviter tout risque de contamination (voir paragrahe 2.3.1 du document de référence « Risques liés aux produits »). Les produits transformés par Bel sont ainsi contrôlés pour garantir leur conformité envers les exigences réglementaires sur de nombreux critères, notamment microbiologiques, chimiques, corps étrangers et allergènes.

Les plans de contrôle qualité portent sur les produits semi-finis (en cours de fabrication) et les produits finis, mais aussi sur l'environnement de production (air, eau, machines, locaux de fabrication, personnel, etc.). Sur les chaînes de production, les produits Bel semi-finis et finis doivent répondre à des exigences allant au-delà du minimum réglementaire, notamment sur les germes pathogènes.

Une attention particulière est apportée, par principe de précaution, à la sécurité des produits, par le renforcement des contrôles notamment de corps étrangers, et la prévention de risques de malveillance.

Depuis 2013, Bel déploie une politique monde de gestion des risques de malveillance « Food Defense » incluant une analyse exhaustive des risques et menaces sur l'ensemble des usines, l'établissement et la réalisation des plans d'actions dédiés à la mise en œuvre des mesures de maîtrises associées, ainsi que leur surveillance. Ces analyses de risques sont revues régulièrement.

Par ailleurs, les processus de pasteurisation mis en œuvre dans les sites de Bel assurent une bonne conservation du lait collecté et des produits fabriqués, la conservation de ces derniers étant renforcée par l'emballage individuel protecteur des portions individuelles.

Ces standards garantissent la structure, la conformité et l'efficacité du système HACCP que Bel met en place dans l'ensemble de ses sites industriels pour identifier, évaluer et maîtriser les dangers significatifs au regard de la sécurité des aliments.

En aval des sites de production

Bel réalise des audits de la chaîne de distribution de ses produits afin d'assurer le respect de la chaîne du froid et des conditions de transport et de conservation de ses produits. Depuis plus de 5 ans, Bel partage progressivement avec ses distributeurs (clients importateurs), dans ses différentes zones de commercialisation, sa Charte des bonnes pratiques de stockage et de distribution. Cette Charte est adaptée au contexte du distributeur suite à une visite ou un audit de celui-ci.

Des exigences similaires pour les produits sous-traités et / ou associés à des produits partenaires

Les exigences du Groupe en termes de qualité, sécurité et traçabilité produit sont reportées sans exception sur ses produits sous-traités et sur les produits de co-branding. Un soin particulier est apporté à ces derniers afin que l'association d'un produit de marque Bel avec un produit d'une autre marque soit toujours à la hauteur des attentes des consommateurs du Groupe.

Une traçabilité garantie tout au long de la chaîne alimentaire

Bel met en place les mesures nécessaires pour garantir une traçabilité de l'achat des matières premières à la distribution de ses produits aux consommateurs. C'est ainsi que des dispositions sont mises en œuvre à toutes les étapes de la vie du produit sous la responsabilité du Groupe et que les fournisseurs sont appelés à respecter d'un délai optimal d'obtention des résultats de traçabilité. La traçabilité intégrale des produits jusqu'à leur consommation est assurée par des marquages obligatoires sur les unités de vente consommateur (codes lots, date limite d'utilisation optimale ou date limite de consommation, etc.). De plus, toutes les unités logistiques sont identifiées par un marquage faisant le lien avec le code lot du produit.

Les méthodes appliquées permettent d'identifier à tout moment les lots de produits dans lesquels un lot de composants a été signalé. Un outil unique pour le Groupe fournit également le lieu de stockage de tous ses produits, que ce soit chez le client final ou dans l'ensemble de son réseau de distribution. Des tests de traçabilité réguliers sont réalisés, tant pour l'identification de ses matières premières que pour ses processus de fabrication ou de traçabilité en aval. Ce suivi permet de connaître les flux et de stocker les informations relatives à la sécurité des aliments, de transmettre rapidement les informations demandées par les autorités, d'identifier un risque ou isoler une production. Ils assurent l'efficacité des éventuels retraits et rappels.

Afin de prévenir et gérer les risques, le Groupe Bel a également élaboré et mis en place une procédure de gestion des alertes qualité et sécurité alimentaire. Celle-ci intègre notamment une

procédure de rappel pour gérer de manière organisée et avec la rapidité de réaction nécessaire une potentielle crise sanitaire / qualité qui aurait été déclenchée par une alerte grave.

Dans ce cadre, un test de traçabilité est régulièrement réalisé afin de tester la mobilisation de la cellule de crise, l'efficacité de la prise de contact avec les partenaires, et permettre de contrôler l'effectivité de la continuité de la performance du Groupe en termes de traçabilité aval pour répondre à une éventuelle crise.

Protéger la santé / sécurité de ses consommateurs et garantir un lien de confiance

En fournissant des informations justes et utiles à la protection de leur santé / sécurité

Bel renseigne systématiquement sur la composition de ses produits (présence d'allergènes, information nutritionnelle ou taux de matière grasse). Les informations nutritionnelles déclarées sur ses produits sont construites en accord avec la réglementation européenne relative à l'information alimentaire pour les consommateurs et à l'aide de calculs basés sur les valeurs nutritionnelles de chacun des ingrédients. Les résultats

d'analyses internes sont contrôlés par l'analyse effectuée par un laboratoire accrédité indépendant, selon un plan de surveillance annuel.

Le Groupe fournit également à ses consommateurs *via* ses emballages les conseils nécessaires pour assurer une conservation optimale de ses produits : températures de conservation, date de consommation optimale...

En offrant un service consommateur proactif

Pour améliorer d'une part la satisfaction des clients et d'autre part la qualité de ses produits par l'analyse des causes et si nécessaire la mise en place d'actions correctives et / ou préventives, Bel a mis en place une gestion efficace des réclamations qualité qui s'applique à l'ensemble du Groupe. Ces réclamations qualité produit concernent toute remontée d'information écrite, électronique ou orale touchant un client externe sur un produit commercialisé par le Groupe ne répondant pas aux exigences qualité attendues (identité, intégrité, fiabilité, sécurité, etc.).

L'outil *We care*, déployé dans les filiales du Groupe (hors MOM et Safilait), permet de suivre et centraliser les remontées de ses consommateurs (demandes, réclamations, félicitations et suggestions).

4.2 Assurer la qualité nutritionnelle des produits

Le Groupe Bel veut que tous ses produits concilient les attentes de plaisir de ses consommateurs avec les attentes des autorités de santé publique.

S'engager pour toujours plus de qualité nutritionnelle et de naturalité

Répondre aux attentes organoleptiques des consommateurs

Le Groupe analyse régulièrement ses produits par le biais de profils sensoriels, afin de s'assurer de la qualité délivrée au consommateur. Ces analyses sont majoritairement réalisées par des panels experts entraînés à la détection de fines différences, permettant ainsi de contrôler la stabilité de nos produits. Bel utilise depuis 2017 une approche complémentaire avec des collaborateurs, également consommateurs des produits du Groupe, qui peuvent donner leur avis autour des développements et rénovations produit. En 2018, plus de 50 sessions de tests ont ainsi été conduites dans le cadre du programme « *Taste & Share* ».

Sous une même marque, le Groupe adapte en permanence son offre pour répondre à la variété des attentes des consommateurs. Au total, Bel commercialise plus de 500 recettes de fromages différentes.

Ainsi, les recettes de produits La Vache qui rit ou Kiri ont des textures plus fondantes ou crémeuses en fonction des pays de commercialisation. Par ailleurs, en faisant évoluer les ferments utilisés dans ses recettes et les temps d'affinage, le Groupe étend depuis plusieurs années son offre de produits de marque Leerdammer vers de nouvelles gammes (Fumé, Caractère, Fruité...).

Afin de conforter son expertise en nutrition, le Groupe mène également des programmes de recherche en partenariat avec des universités ou des instituts académiques (INRA, CNRS...) visant à mieux comprendre l'impact nutritionnel et comportemental de ses portions de fromage dans l'alimentation de ses consommateurs.

Sélectionner des ingrédients de qualité

Bel apporte une attention particulière à la sélection et la liste des ingrédients mis en œuvre dans les recettes de ses produits tout en garantissant une qualité organoleptique optimale.

En amont de la formulation des recettes, le choix des ingrédients et des matières premières doit permettre de sélectionner ceux permettant d'apporter un bénéfice sur le produit fini pour le consommateur ou éviter toute suspicion (voir paragraphe 3 « S'engager pour une agriculture durable »).

Par exemple, dans tous ses sites, Bel s'engage à ne s'approvisionner qu'avec des matières premières et des ingrédients sans OGM, comme définis dans la réglementation de l'Union européenne⁽¹⁾.

Simplifier nos recettes

Pour répondre à des cahiers des charges très précis – longue durée de vie, tenue hors froid lorsque la distribution ne peut pas assurer une chaîne du froid sans rupture – voire à des attentes des consommateurs (onctuosité de texture, couleurs attractives, etc.), le Groupe a parfois recours à des additifs alimentaires dans certaines recettes.

Le Groupe n'utilise que des ingrédients et additifs autorisés par les réglementations locales, dont l'innocuité a été démontrée par des études scientifiques ayant fourni aux autorités les

(1) Ne contenant pas d'OGM ou en quantité fortuite et techniquement inévitable (inférieure à 0,9 %).

preuves nécessaires pour justifier leur emploi dans les produits alimentaires. Toutefois, certains consommateurs pouvant se montrer méfiants envers des composants, le Groupe a mis en place une approche globale d'optimisation de la qualité des produits, en limitant systématiquement leur utilisation et visant progressivement à les supprimer totalement dans certaines formules. En 2018, le Groupe a ainsi lancé une nouvelle recette de Kiri sans additifs en Italie et réduit le nombre d'additifs des gammes La Vache qui rit et Pik et Croq sur l'ensemble des marchés européens.

Par ailleurs, le Groupe Bel poursuit son engagement vers des recettes toujours plus naturelles, en ayant pris mi-2018 un nouvel engagement fort et marquant dans la stratégie nutrition / naturalité du Groupe : l'interdiction de tous les colorants et arômes artificiels dans nos produits des marques Babybel, La Vache qui rit, Kiri, Boursin et Leerdammer⁽¹⁾. Un plan de déploiement est en cours pour cet engagement qui est d'ores et déjà applicable pour toutes les innovations du Groupe.

S'inscrire dans les enjeux de santé publique

Au-delà de ces enjeux de qualité sanitaire, les consommateurs souhaitent également prendre soin de leur santé, en limitant les aliments susceptibles de générer des maladies chroniques et en bénéficiant des bienfaits des produits qu'ils consomment, notamment des produits laitiers pour un développement optimal.

Un travail sur trois nutriments clés du fromage depuis de nombreuses années...

Le Groupe axe depuis plusieurs années ses efforts prioritairement sur trois nutriments clés pour le fromage – les lipides, le sodium et le calcium – tout en contrôlant les apports d'autres nutriments. Les quantités de référence sont celles effectivement apportées par l'unité de consommation que constitue une portion :

- lipides : Bel propose pour trois de ses 5 marques cœurs – La Vache qui rit, Leerdammer, Babybel – des versions allégées ;
- sodium : le Groupe travaille à réduire le taux de sel dans ses formulations. Toutefois, une quantité minimale est parfois indissociable des processus de fabrication et / ou est nécessaire pour assurer la qualité sanitaire des produits ;
- calcium : Bel ajuste progressivement les apports en calcium de ses recettes lorsque les taux semblent trop faibles et que des déficiences sont avérées dans la population locale.

Parfois, lorsque des déficiences ont été clairement établies sur certains nutriments (vitamines et minéraux), Bel en enrichit ses portions. Par exemple, La Vache qui rit a été fortifiée selon les pays, en fer au Maroc et en Algérie, ou encore en calcium ou vitamine D en Asie du Sud-Est, touchant plus de 12 millions de consommateurs.

... formalisé par un système de profilage nutritionnel et des objectifs d'amélioration

En 2016, en s'appuyant sur les recommandations nutritionnelles de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Groupe a élaboré un système de profilage nutritionnel de ses produits en fonction de leur cible (enfant ou adulte).

Ce système, appelé *Bel Nutri+*, a été lancé en 2017 et a pour but de guider le développement et la rénovation de ses produits, afin de poursuivre la démarche d'amélioration nutritionnelle lancée par le Groupe il y a une dizaine d'années. Il indique des seuils pour les nutriments considérés comme « à limiter » (tels que les acides gras saturés, le sodium...) et des seuils pour les nutriments considérés comme « à favoriser » (tels que le calcium, les protéines...). Tous les seuils ont été définis en accord avec les recommandations de l'OMS et validés par plus d'une dizaine d'experts internationaux, nutritionnistes indépendants reconnus sur les thématiques du profilage nutritionnel.

Bel Nutri+ a ainsi permis à Bel de construire une nouvelle feuille de route pour la rénovation de ses produits pour 2025. L'objectif d'atteindre 80 % des volumes de notre portefeuille de produits « enfants » qui respecteront la promesse *Bel Nutri+* est une priorité. Fin 2018, c'était le cas pour 65 % de ces volumes. La légère baisse constatée entre 2017 et 2018 s'explique principalement par une évolution de répartition des ventes des produits du Groupe. L'objectif reste toutefois inchangé.

Aller plus loin en élargissant aux autres catégories alimentaires du Groupe

Afin d'aligner cet outil sur l'évolution de son portefeuille de produits vers des offres non-fromagères, le Groupe va étendre ce système de profilage nutritionnel à ses autres catégories de produits. En 2018, des extensions de *Bel Nutri+* ont été validées pour les catégories suivantes : lait, yaourt, snacks salés, snacks sucrés.

Développer des produits mêlant qualité nutritionnelle et accessibilité pour les pays émergents

Le Groupe cherche à se développer sur de nouveaux marchés et à proposer des produits adaptés à de nouveaux consommateurs, notamment dans les pays émergents.

Certaines populations à plus faible pouvoir d'achat sont souvent dans des situations nutritionnelles complexes, liant sous-nutrition et malnutrition. Le Groupe est ainsi amené à formuler des recettes spécifiques et adaptées à leurs besoins. L'enjeu pour le Groupe est alors d'apporter une valeur ajoutée nutritionnelle (nutriments spécifiques étudiés, supériorité concurrentielle) tout en restant accessible au plus grand nombre.

Dans ce but, un comité « Accessibilité », composé d'experts scientifiques extérieurs et internationaux, aide le Groupe Bel dans sa réflexion et sur le cadrage nutritionnel de ces nouveaux produits.

(1) Hors produits « abordables ».

4.3 Favoriser de meilleures habitudes alimentaires et des modes de vie plus sains

Fort de sa responsabilité de participer à nourrir les populations, le Groupe Bel souhaite aller plus loin et également s'engager auprès de ses parties prenantes en encourageant de meilleures habitudes de consommation et des modes de vie plus sains auprès de ses collaborateurs, partenaires et consommateurs (voir paragraphe 2.3 « Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales avec ses partenaires »).

Pour nos collaborateurs et partenaires

Le Groupe poursuit le déploiement du programme d'éducation nutritionnelle « *Healthy Smiles* » lancé en 2016. En 2018, le programme a été recentré sur deux fondamentaux, la promotion d'un bon équilibre alimentaire et d'un mode de vie plus sain, et la promotion de l'activité physique.

Ce programme se décline en plusieurs types d'actions : distribution d'outils pédagogiques (livrets, posters, jeux...), organisation d'événements ou de jeux sur le thème de la nutrition et de l'équilibre alimentaire, promotion de l'activité physique : « *walking challenge* » intersites, tournois sportifs, sensibilisation et découverte d'activités sportives (pilates, yoga...). 25 filiales du Groupe ont mis en place des activités dans le cadre de ce programme en 2018.

Pour nos consommateurs

Alors que les habitudes nutritionnelles ont évolué dans le monde, de nouvelles préoccupations liées à la nutrition sont apparues au cours des dernières années. Des problèmes de malnutrition continuent d'exister dans les pays en voie de développement, tandis que le taux d'obésité est en constante augmentation et contribue à l'accroissement des maladies chroniques dans le monde.

Projet « *Educanut* »

Conscient que l'évolution des habitudes alimentaires et des modes de vie vers de meilleures pratiques passera par l'éducation des enfants et de leur famille, le Groupe Bel soutient activement des programmes d'éducation nutritionnelle à leur destination dans le cadre de son projet *Educanut*.

Ces programmes qui peuvent prendre différentes formes (distributions d'outils pédagogiques, organisation d'événements...) ont pour but d'aider enfants et parents à mieux appréhender l'importance de la nutrition et de l'activité physique pour leur santé. Ils peuvent être conduits en partenariat avec des associations en matière de santé publique, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des universités...

En 2018, le Groupe a ainsi soutenu 4 programmes dans 4 pays, en France, Iran, Côte d'Ivoire et Afrique du Sud.

En partenariat avec l'Unesco, Bel contribue en Iran depuis 2016 à des projets liés à l'éducation. Ce partenariat a par exemple permis de soutenir un projet de développement d'un livret et d'une application sur la santé (bonnes pratiques en matière de nutrition et de consommation d'eau) à destination d'apprenants en alphabétisation.

Bel se fixe pour objectif de soutenir des programmes dans 10 pays clés pour le Groupe d'ici 2025.

Engagement au sein du Mouvement *Scaling up Nutrition*

Par ailleurs, dans le cadre de ses engagements au sein du Mouvement *Scaling Up Nutrition* visant à lutter contre la malnutrition dans les pays en voie de développement, Bel souhaite participer à l'éducation nutritionnelle des enfants dans ces pays. En 2018, 34 500 enfants ont ainsi participé à des actions d'éducation nutritionnelle, principalement en Côte d'Ivoire en lien avec le programme *Sharing cities* et les activités de la fondation Bel (voir paragraphe 2.5 « Contribuer au dynamisme de ses territoires d'implantation »).

Faits marquants 2018

- Extension du système de profilage nutritionnel *Bel Nutri+* aux catégories lait, yaourt, snacks salés et sucrés.
- Nouveaux engagements sur la naturalité avec l'interdiction des colorants et arômes artificiels.
- Programmes d'éducation nutritionnelle à destination des consommateurs dans 2 nouveaux pays : Afrique du Sud et Côte d'Ivoire.
- Déploiement de programmes à destination des collaborateurs dans 25 filiales du Groupe.
- Déploiement du comité d'experts « Accessibilité ».

Priorités 2019

- Proposer de nouvelles offres produits répondant toujours plus aux préoccupations santé des consommateurs.
- Continuer le travail de réduction des additifs dans l'offre de produits du Groupe.
- Continuer à améliorer la qualité nutritionnelle des produits du Groupe en accord avec la promesse *Bel Nutri+* et la supériorité concurrentielle.
- Poursuivre les programmes d'éducation nutritionnelle auprès des consommateurs et des collaborateurs.



NUTRITION ATTENTIVE

LES OBJECTIFS DE BEL

Améliorer de façon continue la qualité nutritionnelle de nos produits.

KPI

Portefeuille Produits Enfants respectant les critères « Bel Nutri+ ».

2017

à

2018

à

2020

à

2025

AVANCEMENT



Encourager des habitudes de consommation et modes de vie sains.

Pays majeurs ayant mis en place un programme à destination des consommateurs (« Educanut »).



Pays majeurs ayant mis en place un programme à destination des employés (« Healthy smiles »).



* Hors MOM

** Hors MOM et Safilait

😊 Conforme au plan

😞 Non conforme au plan

👉 Plan à finaliser



RÉDUIRE SON EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE

5.1 Conduire une politique environnementale ambitieuse

Le Groupe Bel est fortement engagé dans la réduction de son impact environnemental sur l'ensemble de sa chaîne de valeur. Sur la base notamment des risques directs et indirects identifiés (voir paragraphe 2 du document de référence « Facteurs de risques et politique d'assurance »), il met ainsi en place une démarche d'amélioration continue en ligne avec ses enjeux prioritaires, de l'amont agricole à la consommation des produits par ses consommateurs, en passant par les enjeux liés à ses sites de production et à leur environnement.

Cette démarche de longue date contribue ainsi à produire et consommer de façon responsable les produits du Groupe, s'intégrant ainsi pleinement dans l'Objectif de Développement Durable n° 12 de l'ONU « Consommation et production responsables ».

Dans ses sites industriels

Grâce à des données robustes, Bel est en mesure de rendre compte des impacts majeurs de ses activités directes sur un périmètre mondial : eau, énergie et émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le Groupe se fixe des objectifs ambitieux pour réduire l'empreinte eau et l'empreinte énergétique de ses sites.

Bel a ainsi réalisé près de 5 millions d'euros d'investissements visant à réduire son empreinte environnementale dans ses sites de production en 2018 et près de 50 millions d'euros depuis 2009. Les programmes Wasabel (*Water Saving at Bel*) et Esabel (*Energy Saving At Bel*) permettent à chaque site de suivre ses consommations et de bâtir des plans d'actions pour les réduire. Pour amplifier cette dynamique de progrès, des formations dédiées et des sessions de partage de bonnes pratiques sont organisées entre les sites.

Afin de formaliser leurs actions, 19 sites industriels ont mis en place un système de management environnemental certifié ISO 14001.

Tout au long de sa chaîne de valeur

Le Groupe met également en place des démarches d'amélioration continue progressives pour atténuer les impacts tout au long de sa chaîne de valeur. Dans ce cadre, Bel s'engage notamment à réduire ses émissions de gaz à effet de serre indirectes, à agir pour préserver la biodiversité et réduire les risques de déforestation, ou encore à inscrire ses produits dans l'économie circulaire.

5.2 Réduire ses émissions de gaz à effet de serre

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) au niveau mondial continuent à augmenter et ont plus que doublé depuis 1990 ⁽¹⁾. Prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions est donc un enjeu essentiel pour le Groupe.

Bilan carbone global

Le Groupe Bel réalise depuis 2016 un bilan carbone global afin d'identifier les postes significatifs d'émissions de gaz à effet de

serre sur l'ensemble de sa chaîne de valeur (émissions directes et indirectes). Cette première approche a été effectuée en suivant les lignes directrices du *Greenhouse Gas Protocol*. Il n'intègre pas les impacts de la transformation des coproduits du Groupe lorsqu'ils sont vendus à des tiers.

Les résultats de ce bilan carbone confirment ceux des analyses de cycle de vie effectuées par le Groupe dans le passé et démontrent l'importance des matières premières laitières dans son empreinte carbone.

(1) Source : les Objectifs de développement durable de l'ONU.

Répartition des émissions de gaz à effet de serre de Bel sur l'ensemble de la chaîne de valeur Quantité totale estimée = 6,3 millions de tonnes éq. CO ₂ ^(a)		2017
Scopes 1 & 2		3 %
Scope 3		97 %
• Dont Achat de matières premières		77 %
• Dont Achat d'emballages de produits finis		3 %
• Dont Production sous-traitée		3 %
• Dont Achats d'autres biens et services		2 %
• Dont Achats de biens d'équipement		1 %
• Dont Transport amont (matières premières et emballages) ^(b)		4 %
• Dont Transport aval (produits vendus et coproduits) ^(c)		6 %
• Dont Produits vendus (seconde transformation ou fin de vie des produits / emballages)		1 %

(a) Hors périmètre MOM.

(b) Matières premières, emballages et autres intrants.

(c) Produits vendus et co-produits.

- Le « scope 1 » correspond aux émissions directes liées à la combustion des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) utilisées dans les usines du Groupe et celles générées par les fuites de fluides frigorigènes des installations ; ce périmètre intègre aussi les émissions des véhicules que le Groupe possède ou contrôle.
- Le « scope 2 » correspond aux émissions indirectes liées aux productions achetées d'électricité, de chaleur et de froid.
- Le « scope 3 » correspond aux autres émissions indirectes, notamment les achats de matières premières laitières, les emballages de produits finis, le transport amont et aval. Certaines émissions quantifiées mais négligeables n'ont pas été intégrées au tableau ci-dessus (traitement des déchets générés par les opérations, déplacements professionnels et domicile/travail...).

Engagement dans l'initiative Science Based Targets

Conscient que ses efforts de réduction de GES ne sauraient se limiter à ses émissions directes, le Groupe s'est volontairement engagé dès 2017 dans l'initiative *Science Based Targets* (SBT), initiée par le *Carbon Disclosure Project* (CDP), le *World Resources Institute* (WRI), le WWF et le *Global Compact* des Nations Unies.

En rejoignant cette initiative, Bel s'engage ainsi à réduire ses émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de sa chaîne de valeur (Scopes 1, 2 et 3). En 2019, le Groupe devra faire valider ses objectifs par le comité technique de l'initiative SBT.

Émissions de gaz à effet de serre des sites (Scopes 1 & 2)

Le Groupe vise à atteindre la neutralité carbone de ses scopes 1 & 2 à 2025. Pour ce faire, il a développé une approche en trois étapes :

- 1) Réduction de l'empreinte énergétique de ses activités ;
- 2) Recours à des énergies d'origine renouvelable ;
- 3) Actions de compensation de ses émissions résiduelles.

Réduction de l'empreinte énergétique des activités

Pour diminuer sa dépendance aux énergies fossiles et limiter progressivement ses émissions de GES, Bel donne la priorité aux actions de réduction de ses consommations énergétiques. Cette approche est justifiée puisque, dans ses sites, plus de 97 % des émissions de gaz à effet de serre sont dues à la consommation d'énergie, le solde étant imputable aux fuites de fluides frigorigènes.

Les processus de production de produits laitiers sont très consommateurs d'énergie, notamment la pasteurisation du lait pour assurer une qualité irréprochable de cette matière première sensible aux contaminations bactériologiques et le stockage au froid des produits finis.

Recours à des énergies d'origine renouvelable

Sur la base de cette consommation réduite, le Groupe recourt également à des énergies renouvelables, toujours en adéquation avec les enjeux locaux des sites (disponibilité des énergies d'origine renouvelable, faisabilité technique et impact économique).

Le Groupe Bel dispose ainsi de deux chaudières biomasse qui ont représenté en 2018 12 % de la consommation d'énergie pour sa production de chaleur. Par ailleurs, le Groupe a acheté de l'électricité d'origine renouvelable pour les sites de Vale de Cambra (Portugal) et pour l'ensemble de ses sites industriels français (hors périmètre Groupe MOM) et néerlandais, représentant plus de la moitié de la consommation totale d'électricité du Groupe.

	2008	2016	2017	2018	Évolution 2008-2018
Consommation d'électricité (en MWh) ^(a)					
Électricité non certifiée d'origine renouvelable	247 340	289 967	182 462	189 570	- 23 %
Électricité certifiée d'origine renouvelable	-	9 857	150 960	151 141	
TOTAL ÉLECTRICITÉ	247 340	289 967	333 422	340 712	+ 38 %
Dont électricité renouvelable	-	3,3 %	45,3 %	44,4 %	
Consommation de produits pétroliers, gaz et biomasse pour la production de chaleur et divers (en MWh PCI) ^(a)					
Produits pétroliers et gaz	543 381	437 769	505 372	503 023	- 7 %
Biomasse	-	92 016	79 681	71 746	
COMBUSTION EN POSTE FIXE	543 381	92 016	585 053	574 769	+ 6 %
Dont biomasse	-	17,4 %	13,6 %	12,5 %	
Consommations d'énergie (en MWh / tonne produite) tous produits B-to-C et B-to-B ^(a)					
Électricité	0,68	ND	0,43	0,43	- 37 %
Produits pétroliers et gaz	1,5	ND	0,66	0,63	- 58 %
Biomasse (en MWh / tonne produite) produits fromagers B-to-C et B-to-B ^(b)	-	ND	0,10	0,09	
Électricité	0,68	0,6	0,57	0,58	- 15 %
Produits pétroliers et gaz	1,5	0,88 ^(c)	0,90	0,90	- 40 %
Biomasse	-	0,19 ^(c)	0,12	0,11	

(a) Total Groupe.

(b) Production fromagère et autres produits plus concentrés que le lait (les sites de conditionnement de lait sont exclus du périmètre).

Répartition des émissions de gaz à effet de serre *	2016	2017	2018
Scope 1			
Liées à la consommation de fioul et de gaz	48,1 %	56,4 %	55,3 %
Liées à la consommation de biomasse	1,0 %	0,9 %	0,8 %
Liées aux fuites de fluides frigorigènes	3,8 %	2,4 %	2,8 %
Liées aux consommations de carburants de la flotte de véhicules appartenant au Groupe	9,3 %	4,2 %	4,2 %
Scope 2			
Liées à la production d'électricité achetée dans le Groupe	37,8 %	36,1 %	36,9 %

* Indicateur audité par les Commissaires aux comptes avec un niveau d'assurance raisonnable.

Bilan des émissions de gaz à effet de serre Scopes 1 & 2

Les principaux paramètres influant sur les émissions des sites industriels du Groupe sont les processus de fabrication des différents produits et le mix énergétique utilisé par chaque site. D'autres facteurs interviennent plus marginalement, tels que les

fuites de fluides frigorigènes et les consommations de carburants de la flotte de véhicules appartenant au Groupe.

L'optimisation de tous ces paramètres permet de réduire progressivement les émissions de gaz à effet de serre de chaque tonne que le Groupe produit et d'accroître ses productions sans augmenter son empreinte carbone.

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE SCOPES 1 ET 2

Émissions	2008	2016	2017	2018	Évolution 2008-2018
kg éq. CO ₂ / tonne produite (tous produits B-to-B et B-to-C) ^(b)	694	ND	291	288	- 59 %
kg éq. CO ₂ / tonne produite (produits fromagers B-to-B et B-to-C) ^(a)	694	431 ^(a)	382	390	- 44 %
Tonnes éq. CO ₂ ^(b)	251 048	234 454	226 734	230 061	- 8 %

(a) Production fromagère et autres produits plus concentrés que le lait (les sites de conditionnement de lait sont exclus du périmètre).

(b) Total Groupe.

Actions de compensation des émissions résiduelles

Le Groupe travaille actuellement sur le plan d'actions de compensation détaillé et les premières actions associées.

Émissions de gaz à effet de serre hors des sites (Scope 3)

Matières premières agricoles

Conscient de sa responsabilité et de l'impact de la production laitière sur l'environnement, le Groupe a fait de son engagement pour une filière laitière durable un axe prioritaire de sa stratégie de responsabilité sociétale. Afin de mettre en œuvre des actions concrètes et mesurables, Bel et le WWF France ont signé depuis 2012 un partenariat avec un objectif commun : limiter les impacts environnementaux liés à la production laitière (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »).

Étant donné l'impact majeur des matières premières agricoles sur le bilan carbone global du Groupe (77 %), la réduction des émissions de GES liées à ce poste sera déterminante dans l'atteinte des objectifs définis dans le cadre de l'initiative *Science Based Targets*.

Transport / Distribution

Le bilan carbone montre qu'environ 6 % de ses émissions de gaz à effet de serre sont dues aux transports de ses produits finis depuis leurs lieux de production jusqu'aux clients distributeurs. Le Groupe optimise les étapes de transport de ses matières premières et de ses produits finis pour réduire non seulement ses émissions de gaz à effet de serre, mais aussi d'autres nuisances (congestion routière, bruit, etc.). Le schéma d'implantation de ses sites ainsi que ses flux logistiques permettent de réduire les distances amont (de lait liquide notamment) et aval (au plus proche des marchés de consommation).

Dans tous les pays, Bel travaille avec ses prestataires logistiques pour optimiser le remplissage des camions et des containers, ainsi que les flux de transport. Il étudie également les alternatives au transport routier par des transports moins générateurs d'émissions de gaz à effet de serre.

Emballages

En tant qu'acteur majeur du snacking sain, Bel doit faire face aux défis liés aux emballages. Le Groupe a ainsi défini une politique Emballages responsables pour répondre à ces enjeux et réduire l'impact environnemental lié à leur utilisation (voir paragraphe 5.6 « Inscrire les emballages dans l'économie circulaire »).

5.3 Utiliser durablement la ressource en eau

La raréfaction de l'eau affecte plus de 40 % de la population mondiale ⁽¹⁾, une proportion inquiétante qui risque de s'aggraver en raison de la hausse des températures mondiales consécutive au changement climatique. Garantir d'ici 2030 l'accès de tous à l'eau, à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau constitue l'un des Objectifs de Développement Durable de l'ONU.

Pour participer à cet effort collectif indispensable, le Groupe Bel cherche à réduire régulièrement les consommations d'eau nécessaires à ses activités et utilise des technologies performantes pour traiter l'eau.

Réduction des consommations d'eau de ses sites de production

Essentiellement gérée par le service public, l'eau potable entrant dans les usines du Groupe provient des cours d'eau de surface (rivières, lacs...) ou des eaux souterraines (nappes phréatiques).

Les programmes mis en place ont permis de réduire de 48 % les consommations d'eau à la tonne produite entre 2008 et 2018.

(1) Source : Objectifs de développement durable de l'ONU.

	2008	2016	2017	2018	Évolution 2008-2018
En m ³ par tonne produite (tous produits B-to-B et B-to-C) ^(b)	12,53	ND	6,41	6,52	- 48 %
En m ³ par tonne produite (Produits Fromagers B-to-B et B-to-C) ^(a)	12,53	8,45	7,80	8,06	- 36 %
En milliers de m ³ ^(b)	4 553	4 348	5 000	5 213	+ 14 %

(a) Production fromagère et autres produits plus concentrés que le lait (les sites de conditionnement de lait sont exclus du périmètre).

(b) Total Groupe.

Qualité des rejets dans les milieux naturels de ses sites de production

Pour éviter les rejets accidentels dans les milieux naturels, Bel protège les cours d'eau et les points d'écoulement des eaux fluviales jouxtant les sites par des aménagements dédiés. Pour limiter ses impacts négatifs sur les milieux naturels et préserver la biodiversité, le Groupe s'assure que la quantité de charge organique présente dans les rejets des sites, ainsi que leur température, sont conformes aux réglementations en vigueur.

En diminuant leur consommation d'eau, les sites réduisent mécaniquement leurs rejets et en améliorent la qualité : plus le volume d'eau traité en station d'épuration est faible et plus

la concentration en charge organique l'est aussi en sortie de station. Les eaux usées des sites sont traitées majoritairement en interne. Lorsqu'elles sont traitées par un tiers, Bel réalise des prétraitements. Chaque année, le Groupe dépense près de 5 millions d'euros pour traiter ses eaux usées.

La majeure partie des boues issues des stations d'épuration est valorisée dans des filières de traitement appropriées. Les boues étant riches en éléments fertilisants, une partie d'entre elles est épandue sur des surfaces agricoles, principalement en France, dans le respect des réglementations locales, afin d'éviter toute pollution des eaux et des sols. Ces épandages sont soumis à des autorisations locales, qui précisent les obligations à respecter (plans et surfaces d'épandage, suivi agronomique, etc.).

	2016	2017	2018	Évolution 2008-2018
Volume total d'eaux usées (en milliers de m ³) ^(a)	4 489 ^(b)	4 492 ^(c)	4 562 ^(d)	+ 1,6 %
Traité en interne	2 174 ^(b)	2 192 ^(c)	2 079 ^(d)	- 4,4 %
Traité par un tiers avec d'autres effluents	1 934 ^(b)	2 300 ^(c)	2 483 ^(d)	+ 28,4 %
Répandu en eaux brutes	381	ND	ND	
Volume d'eaux usées par tonne produite				
En m ³ par tonne produite Tous produits B-to-B et B-to-C	ND	5,8	5,7	- 38,7 %
En m ³ par tonne produite Produits Fromagers B-to-B et B-to-C	9,3 ^(b) ^(h)	8,2	8,5	- 8,6 %
Qualité de l'eau épurée (en tonnes) ^(a)				
Demande chimique en oxygène (DCO)	94 ^(e)	80,1 ^(f)	81,2 ^(g)	- 13,6 %
Matière en suspension rejetée	39 ^(e)	30,6 ^(f)	30,4 ^(g)	- 22,1 %
Azote global rejeté	14 ^(e)	14,0 ^(f)	13,0 ^(g)	- 7,1 %
Phosphore total rejeté	5 ^(e)	2,6 ^(f)	3,4 ^(g)	- 32,0 %
Coût du traitement des eaux usées (en milliers d'euros) ^(a)	3 884	4 491	5 561	+ 43,2 %
Épandage de boues de stations d'épuration ou d'eaux brutes ^(a)				
Matière sèche totale (en tonnes)	1 356 ^(h)	1 088 ⁽ⁱ⁾	1 077 ⁽ⁱ⁾	- 20,6 %
Azote (en tonnes)	112 ^(h)	96 ⁽ⁱ⁾	90 ⁽ⁱ⁾	- 19,6 %
Phosphore (en tonnes)	94 ^(h)	76 ⁽ⁱ⁾	81 ⁽ⁱ⁾	- 13,8 %

(a) Total Groupe.

(b) Données disponibles pour 30 sites qui représentent 90 % de la production totale du périmètre de ce reporting.

(c) Données disponibles pour 29 sites qui représentent 92 % de la production totale du périmètre de ce reporting.

(d) Données disponibles pour 27 sites qui représentent 74 % de la production totale du périmètre de ce reporting.

(e) Données disponibles pour 13 des 14 sites qui assurent un traitement complet pour un rejet au milieu naturel.

(f) Données disponibles pour 12 des 13 sites qui assurent un traitement complet pour un rejet au milieu naturel.

(g) Données disponibles pour 12 des 14 sites qui assurent un traitement complet pour un rejet au milieu naturel.

(h) Données disponibles pour 6 des 7 sites qui pratiquent l'épandage.

(i) Données disponibles pour 5 des 6 sites qui pratiquent l'épandage.

(j) Données disponibles pour 5 des 7 sites qui pratiquent l'épandage.

Augmenter la résilience de la production agricole

L'eau est un intrant indispensable à la production agricole. En retour, l'agriculture a un impact sur l'état quantitatif et qualitatif des ressources en eau.

Si les bassins laitiers ne sont pas tous égaux face aux effets du changement climatique, celui-ci se fait ressentir de plus en plus et partout dans le monde. Devant la réduction de disponibilité de la ressource en eau, particulièrement dans certaines zones en stress hydrique dans lesquelles le Groupe opère, deux

actions parallèles sont nécessaires afin d'augmenter la résilience des exploitations laitières : la réduction des besoins en eau et la mise en place de solutions pour satisfaire leurs besoins incompressibles.

C'est notamment dans ce cadre que Bel participe au programme « *Climalait* » qui vise à apporter des solutions concrètes aux acteurs de la filière en France. Afin d'étendre cette démarche à l'ensemble de ses bassins de production, le Groupe se fixe comme objectif que 100 % des bassins laitiers aient défini des plans d'actions pour augmenter leur résilience au changement climatique et au stress hydrique à horizon 2025 (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »).

5.4 Limiter les risques d'atteinte à la biodiversité et de déforestation

Ne pas contribuer à la conversion d'écosystèmes naturels via sa chaîne d'approvisionnement

Le Groupe vise à éliminer les risques de conversion d'écosystèmes naturels, incluant la déforestation, dans les chaînes d'approvisionnement de ses commodités clés à horizon 2025. Dans le cadre de cette démarche qui sera formalisée par une politique dédiée en 2019, Bel a identifié les commodités clés dont la production pourrait contribuer, directement ou indirectement, à la déforestation et à la conversion d'écosystèmes naturels :

- Alimentation animale (tourteaux de soja et Palm Kernel Expellers ;
- Matière grasse végétale (huile de palme) ;
- Emballages à base de carton et papier.

Pour atteindre cet objectif, le Groupe priorise un approvisionnement le plus local possible. Il met également en place diverses solutions, combinées de façon la plus appropriée à la commodité clé étudiée. Ces solutions peuvent être, entres autres, de substituer des commodités par d'autres ayant un impact environnemental plus faible ou de recourir à des commodités issues de chaînes d'approvisionnement traçables et certifiées.

Alimentation animale

Si les commodités pouvant être liées à la conversion d'écosystèmes naturels (tourteaux de soja et PKE) représentent une faible part de l'alimentation des vaches, Bel est conscient des risques qui y sont associés.

Le Groupe cherche à privilégier en priorité des substituts aux tourteaux importés, en encourageant notamment ses éleveurs partenaires à produire leurs propres sources de protéines, ou à défaut, à s'approvisionner le plus localement possible. Quand cela n'est pas possible, Bel s'engage à ce que l'alimentation animale provienne de chaînes d'approvisionnement durables et certifiées prenant en compte les enjeux de la conversion d'écosystèmes (certification RTRS pour le soja, RSPO pour le PKE) afin de respecter les engagements définis dans la Charte Bel pour un amont laitier durable (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »).

Pour aller plus loin, Bel compense par l'achat de certificats l'ensemble des volumes de tourteaux de soja (certification RTRS) et de PKE (certification RSPO) utilisés au niveau mondial pour produire le lait qui entre dans la composition de ses fromages. Cette compensation couvre aussi bien le lait cru que les commodités laitières.

Matière grasse végétale

Quand des matières grasses végétales entrent dans les recettes des produits Bel, celles-ci doivent respecter un cadre strict (voir paragraphe 3.2 « Recourir à la matière grasse végétale dans un cadre rigoureux »). Le Groupe s'est notamment engagé à s'approvisionner en huile de palme issue de filières agricoles 100 % responsables et traçables (certification RSPO) à fin 2020. Bel promeut également un approvisionnement en huile de palme le plus proche de ses usines possible.

Emballages Carton et Papier

Les cartons constituent environ trois quarts du volume des emballages utilisés par Bel. Ils se répartissent entre cartons ondulés (emballages de transport) et cartons plats / briques (unités de vente consommateur).

Tel que défini dans sa politique « Emballages responsables », Bel privilégie les cartons à base de fibres recyclées dès que cela est possible (voir paragraphe 5.6 « Inscrire les emballages dans l'économie circulaire »). Pour les utilisations nécessitant des cartons en fibres vierges, notamment pour des problématiques de résistance des matériaux, Bel se fixe comme ambition que ceux-ci soient 100 % issus de forêts gérées durablement à horizon 2020 (certification FSC, PEFC, SFI, etc.).

Agir en faveur de la biodiversité...

La diversité des milieux naturels et des espèces vivantes qui les peuplent offre des biens irremplaçables et indispensables à l'humanité, dont l'oxygène, l'eau et l'alimentation. Les activités du Groupe pouvant avoir un impact sur cette biodiversité, notamment via sa chaîne d'approvisionnement et ses sites industriels, Bel s'engage à encourager et développer des filières responsables et à limiter au maximum l'impact de ses sites de production.

... en s'engageant pour une agriculture durable

Encourager des pratiques d'élevage responsables

Bel encourage ses éleveurs partenaires à produire le lait avec des pratiques innovantes, respectueuses de l'environnement et de la biodiversité (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »).

Pilier de la Charte Bel pour un amont laitier durable, l'accès au pâturage favorise la biodiversité et la protection des sols. Cette pratique diminue la quantité de fourrage et de concentrés nécessaire à l'alimentation des vaches et permet aux éleveurs de privilégier des champs de taille plus modérée, séparés de haies et d'arbres, ce qui attire une grande variété d'insectes et d'oiseaux. En broutant préférentiellement certaines espèces, les vaches vont également contribuer à créer une diversité d'espèces végétales et d'insectes nécessaire à l'équilibre des prairies et des paysages dans leur ensemble. Enfin, le pâturage nécessite une utilisation moindre d'intrants chimiques et de machines agricoles, permettant de préserver le sol et sa faune.

Le Groupe Bel s'est également engagé dans cette Charte à se fournir en lait issu de vaches nourries sans OGM. Les OGM peuvent présenter un risque pour la biodiversité du fait du risque de dissémination non maîtrisée. En 2018, 100 % des animaux des bassins laitiers français et slovaque sont d'ores et déjà nourris sans OGM. Les autres bassins laitiers du Groupe sont en cours d'étude ou de transformation afin de déployer cette approche à tous les bassins du Groupe à horizon 2025.

Développer l'agroécologie et les produits issus de l'agriculture biologique

En 2018, Bel s'est lancé dans les produits laitiers biologiques avec une gamme Babybel Bio. Par ailleurs, le Groupe MOM proposait déjà des gammes de produits fruitiers issus de l'agriculture biologique, notamment Pom'Potes Bio et GoGoSqueeZ Organic. Le Groupe souhaite poursuivre sur cette voie dans les années à venir et développer son portefeuille de produits issus de l'agriculture biologique.

Persuadé que le partage de bonnes pratiques est la clé pour coconstruire et faire avancer la filière laitière, le Groupe a lancé en 2018 le projet « Fermes pilotes Bel » (voir paragraphe 3.1 « Agir pour un amont laitier durable »). Certaines de ces pratiques portent sur la biodiversité, notamment une meilleure gestion du pâturage respectant la pousse de l'herbe aux Açores. En France et aux Pays-Bas, le Groupe encourage le développement de l'autosuffisance protéique en produisant des espèces végétales ayant des qualités d'amélioration des sols.

Par ailleurs, le Groupe MOM promeut les pratiques d'agroécologie dans les vergers auprès de ses agriculteurs partenaires (voir paragraphe 3.3 « Offrir le meilleur des fruits »).

... en priorisant les emballages responsables

Afin de limiter son empreinte environnementale, le Groupe Bel s'est fixé des ambitions dans le cadre de sa politique Emballages responsables, notamment en matière de biodiversité (voir paragraphe 5.6. « Inscrire les emballages dans l'économie circulaire »).

Plastique

Afin d'éviter de contribuer à la pollution des océans, le Groupe limite au maximum le recours au plastique dans ses emballages. Toutefois, lorsque son utilisation est techniquement nécessaire, Bel favorise :

- l'intégration de matières recyclées dans ses emballages afin de réduire le besoin d'extraction fossiles nécessaire à la production de plastique vierge ;
- l'utilisation de plastique prêt au recyclage afin de favoriser son intégration dans une économie circulaire.

Papier / Carton

Quand l'utilisation de matière recyclée ne permet pas de répondre aux fonctionnalités des emballages, Bel vise à s'approvisionner à 100 % en papier / carton vierge certifié, c'est-à-dire issu de forêts gérées durablement et préservant la biodiversité.

Aluminium

En 2017, Bel a rejoint l'initiative *Aluminium Stewardship Initiative (ASI)* et souhaite s'approvisionner en aluminium 100 % certifié ASI à horizon 2025. Cette certification pour un approvisionnement responsable intègre des exigences sur le respect de la biodiversité, particulièrement lors de son extraction minière.

... autour de ses sites industriels

Dans le cadre de sa politique environnementale et en concertation avec les autorités locales, le Groupe met en place des actions pour préserver l'environnement autour de ses sites, ainsi que pour réduire les nuisances que ses activités pourraient générer.

À ce jour, tous les terrains que le Groupe détient, loue ou gère, se situent en dehors des aires protégées. Lors de toute demande d'autorisation d'exploiter, la situation de chaque site est analysée au regard de la sensibilité du milieu naturel et des impacts potentiels de ses activités.

5.5 Lutter contre le gaspillage alimentaire

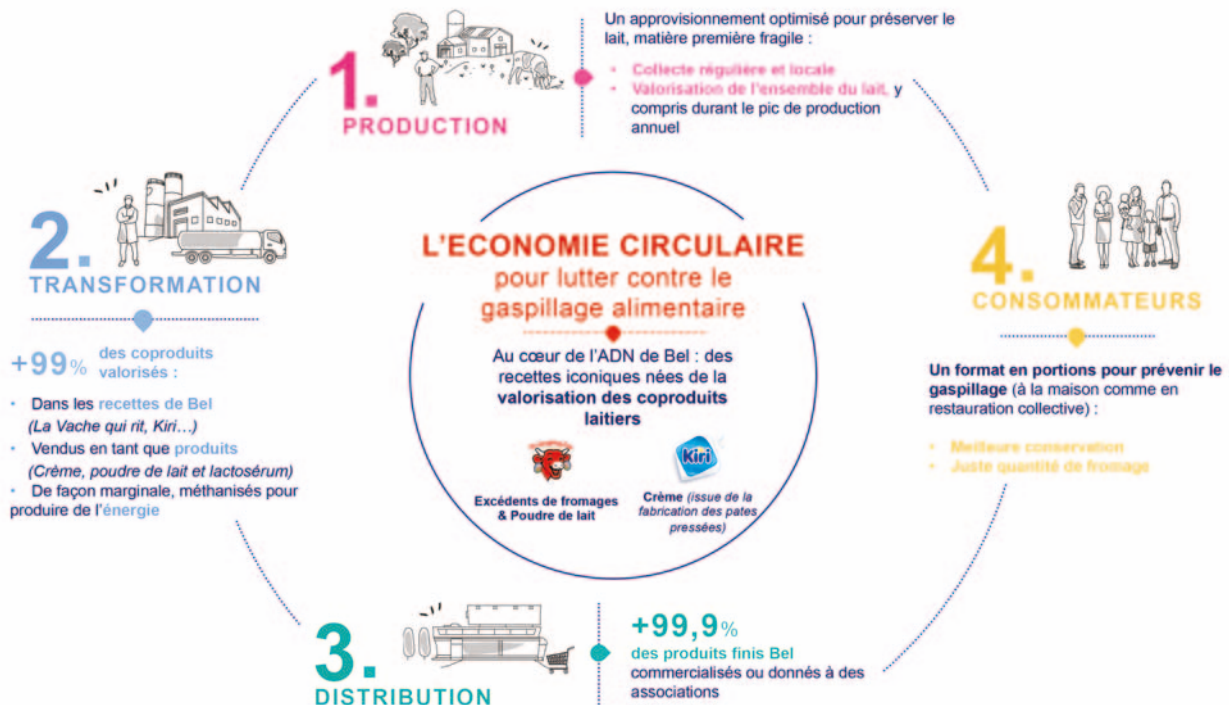
Plus de 30 % de la nourriture produite dans le monde est gaspillée, soit 1,3 milliard de tonnes de nourriture par an. Or, la lutte contre le gaspillage alimentaire est un enjeu majeur au regard des 815 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde ⁽¹⁾ et du gâchis de ressources naturelles utilisées pour produire ces aliments.

Bel considère la lutte contre toute forme de gaspillage alimentaire comme un enjeu éthique important. La valorisation de co-produits est à l'origine même de l'existence de certaines marques du Groupe. La recette de La Vache qui rit a ainsi été inventée pour valoriser des surplus de fromages. La recette du Kiri a quant à elle été initialement développée afin de réutiliser

la crème qui se retrouve en excédent lors de la production de certains fromages.

Par ailleurs, le Groupe a participé activement en France à l'élaboration de la Charte anti-gaspillage de l'ANIA (Association nationale des industries alimentaires). Depuis 2015, Bel est signataire de cette charte visant à démontrer l'engagement des industriels agroalimentaires contre le gaspillage alimentaire tout au long du cycle de vie du produit.

C'est dans ce cadre que Bel œuvre également pour réduire le gaspillage alimentaire tout au long de sa chaîne de valeur, de la production de ses matières premières à la consommation de ses produits.



Production

Bel cherche à limiter au maximum les pertes de matières premières lors de la production agricole, notamment le lait qui est une denrée périssable fragile. Ainsi, le Groupe collecte localement et régulièrement (au maximum tous les 3 jours) le lait auprès de ses éleveurs partenaires afin de réduire le temps écoulé entre la récolte et la transformation. La totalité du lait produit est collectée, même en cas de surproduction.

Transformation

De nombreux efforts sont effectués dans les usines du Groupe pour limiter au maximum la génération de déchets.

Le développement et la fabrication des produits (formulation, protocoles de traitement thermiques, conception d'emballages

performants, etc) sont réalisés de manière à conserver les qualités gustatives et sanitaires des fromages sur des durées de vie relativement longues. La mise en fabrication des produits finis est également ajustée avec les estimations de ventes pour éviter toute surproduction dont les débouchés ne seraient pas assurés.

Bel s'attache à valoriser les surplus de production laitière et tous les composants du lait collecté, notamment les coproduits de la production fromagère tels que la crème et le lactosérum. Par ailleurs, Bel génère dans tous ses cycles de fabrications des fromages déclassés (techniques et mécaniques). Ces surplus de production et coproduits sont valorisés : ils sont soit réutilisés dans les propres usines du Groupe, soit revendus pour entrer dans la fabrication d'autres produits, soit marginalement valorisés sous forme d'énergie (méthanisation). Au global, plus de 99 % des coproduits du Groupe sont valorisés ⁽²⁾.

(1) Source : <http://www.fao.org/save-food/ressources/keyfindings/fr/>.

(2) Donnée hors Périmètre MOM.

Distribution

Logistique

Les cartons de regroupement et les plans de palettisation de Bel sont spécialement conçus pour que ses produits soient bien protégés lors des nombreuses manipulations dont ils font l'objet (camions, containers, dépôts...) et conservent leur intégrité jusqu'à leur mise à disposition des consommateurs.

Les circuits de distribution sont optimisés : l'itinéraire de trajet est défini de sorte à ce que le transport soit fait au plus court entre le lieu de production et le lieu de vente.

Vente et dons

La très grande majorité des produits est vendue dans les circuits de distribution classiques. Néanmoins, quand le Groupe fait face à des excédents de stocks, il met tout en œuvre pour ne pas détruire. Ils sont alors vendus *via* d'autres circuits ou donnés à des associations.

Le Groupe Bel a également mis en place un système de « restockage » de certains produits destinés à l'export, afin d'y ajouter les informations légales en français et de pouvoir éviter leur destruction en les vendant à des grossistes français.

Enfin, le Groupe s'est organisé pour permettre à ses sites et à ses dépôts logistiques d'effectuer des dons de produits à des banques alimentaires. En 2018, les dons de produits auprès d'associations effectués par les entrepôts Bel en Europe⁽¹⁾ se sont élevés à 205 tonnes, dont plus de 120 tonnes en France.

Consommation

Chez le consommateur

Le gaspillage chez les consommateurs représente une part importante du gaspillage alimentaire : dépassement de la date limite d'utilisation optimale, restes dans les assiettes, etc. Ainsi, selon la Commission Européenne, 42 % du gaspillage alimentaire en Europe se fait au sein du foyer⁽²⁾.

Le format en portion individuelle représente un atout majeur dans la lutte contre le gaspillage alimentaire, tant dans les foyers qu'en restauration collective. En effet, il permet une conservation optimale des produits, y compris lorsque la boîte de regroupement est entamée : le fait que ces formats permettent d'éviter de jeter des produits est leur seconde raison d'achat après la praticité d'usage⁽³⁾.

En restauration hors-foyer

Bel FoodService, la division Restauration Hors Foyer de Bel, est partenaire depuis 2014 de Chef'Eco pour l'accompagnement de chefs de restauration scolaire dans la gestion des déchets et la réduction du gaspillage alimentaire *via* l'organisation de journées de formation. Les enfants sont également sensibilisés au gaspillage alimentaire grâce à des animations ludo-pédagogiques (co-financement de tables de tri, affiches et brochures mises à disposition des chefs de cantines scolaires).

5.6 Inscrire les emballages dans l'économie circulaire

Signature du Groupe Bel depuis près d'un siècle, la portion individuelle est au cœur de son modèle d'entreprise. Ce format possède de nombreux atouts pour permettre au Groupe de contribuer à une alimentation plus durable :

- en garantissant qualité et sécurité des aliments (voir paragraphe 4.1. « Assurer une qualité et une sécurité alimentaire optimales ») ;
- en proposant aux consommateurs les apports nutritionnels adaptés à leurs besoins ;
- en permettant aux consommateurs de transporter facilement les produits ;
- en contribuant à réduire le gaspillage alimentaire (voir paragraphe 5.5. « Lutter contre le gaspillage alimentaire »).

Bel est néanmoins conscient des défis posés par l'utilisation d'emballages. Le Groupe met ainsi en œuvre des plans d'actions pour réduire leur impact environnemental à chaque étape de la vie de ses produits, depuis leur conception jusqu'à la gestion des déchets d'emballages.

Dans ce cadre, sa démarche est structurée autour de 5 partis pris :

- réduire la quantité de matières premières d'emballage, en mettant systématiquement en œuvre une démarche d'éco-conception ;
- prioriser systématiquement les matériaux à base de papier, dans le cadre d'une « approche sans plastique ». Si le plastique ne peut être évité, utiliser uniquement des plastiques prêts à être recyclés et augmenter la teneur en plastique recyclé ;
- utiliser exclusivement des matériaux recyclés ou des matériaux vierges certifiés pour garantir des emballages qui ne contribuent pas à la déforestation ;
- tendre à 2025 vers des emballages 100 % prêts au recyclage dans un objectif d'économie circulaire, ou utiliser des matériaux biodégradables dans les pays ne disposant pas encore de solution de collecte des déchets ;

(1) En 2018, Bel a effectué des dons de produits dans les pays suivants : France, Belgique, Italie, Espagne, Suisse, Portugal, Autriche, et Suède.

(2) Source : http://ec.europa.eu/environment/eussd/pdf/bio_foodwaste_report.pdf

(3) Étude réalisée en avril 2013 auprès de 764 consommateurs de fromage vendu au rayon libre-service.

- encourager et faciliter le recyclage en communiquant clairement auprès des consommateurs et nouant des partenariats pour développer les filières et la valorisation des déchets d'emballage dans tous les pays où le Groupe est implanté.

Cette démarche a été formalisée par une politique « Emballages responsables » en 2018.

En 2018, les emballages du Groupe Bel sont composés à 78 % de matériaux à base de papier (dont briques), 15 % de plastique et 7 % d'aluminium⁽¹⁾. Ces chiffres n'intègrent pas la cire qui n'est pas réglementairement considérée comme un emballage.

Réduire les quantités de matières premières d'emballages

Qu'il s'agisse de la conception d'un nouvel emballage ou bien d'une rénovation, réduire les quantités d'emballages utilisées constitue un prérequis pour Bel en termes d'éco-conception depuis plusieurs années. Ces actions de réduction à la source concernent tous les emballages mis sur le marché, quel que soit le pays, mais doivent être opérées sans altérer les fonctions essentielles de l'emballage.

Des plans d'amélioration continue ont ainsi déjà permis de réduire l'épaisseur des feuilles d'aluminium des portions La Vache qui rit et Kiri qui ne sont plus que de 10 à 12 microns, soit 1 / 4 de l'épaisseur d'un cheveu.

Sur l'emballage de la barquette de Leerdammer en tranches, la première phase de travail a permis de réduire de 9 % de la quantité de plastique utilisée, permettant d'économiser 225 tonnes d'emballages.

Par ailleurs, le Groupe a mis en place en 2018 un projet de réduction des quantités de carton utilisé dans ses emballages, notamment ceux des marques Kiri et La Vache qui rit.

Prioriser les matériaux à base de papier

En 2018, Bel utilisait déjà 78 % de matériaux à base de papier. L'objectif du Groupe est d'augmenter ce taux sans attenter aux exigences fonctionnelles de ses emballages, notamment la conservation de ses produits.

Quand le plastique s'avère toutefois nécessaire pour des raisons techniques, Bel priorise l'utilisation de plastique prêt au recyclage. C'est déjà le cas de 49 % des emballages en plastique utilisés par le Groupe.

Par ailleurs, certains des emballages plastiques utilisés par le Groupe intègrent du plastique recyclé. Ainsi, la nouvelle barquette de tranches Leerdammer, déployée en 2018 dans ses deux premiers marchés après plus de 7 ans de développement, est constituée de 24 % de PET recyclé. Cette nouvelle barquette sera déployée à l'ensemble des marchés d'ici 2021, ce qui permettra d'éviter l'utilisation de 283 tonnes de PET vierge chaque année.

Utiliser des matériaux ne contribuant pas à la déforestation

Afin d'atteindre son objectif Zéro déforestation (voir paragraphe 5.4 « Limiter les risques d'atteinte à la biodiversité et de déforestation »), le Groupe travaille à ce que les matériaux à base de papier qu'il utilise intègrent systématiquement des fibres recyclées ou soient certifiés comme étant issus de forêts gérées durablement. En 2018, Bel utilisait 72 % de papier et carton intégrant des fibres recyclées et 62 % d'origine certifiée. Au total, 90 % des emballages en papier et carton du Groupe intègrent des fibres recyclées et/ou sont d'origine certifiée.

L'aluminium représente seulement 7 % des tonnages d'emballage du Groupe, mais occupe une place symbolique dans notre portefeuille de marques puisque 60 % des produits Bel sont emballés avec de l'aluminium. C'est pourquoi le Groupe souhaite contribuer activement à sa gestion responsable. Bel travaille ainsi à développer son approvisionnement en aluminium certifié *Aluminium Stewardship Initiative (ASI)*. Cette initiative mondiale dans laquelle le Groupe s'est engagé en 2017 vise à mettre en place de nouvelles normes pour un approvisionnement responsable et à certifier les filières, de l'extraction dans les carrières de bauxite au recyclage.

Garantir des emballages 100 % prêts au recyclage

Afin de contribuer à la dynamique d'économie circulaire et faire de ses déchets d'emballages de nouvelles ressources, le Groupe vise à tendre vers 100 % d'emballages prêts au recyclage et/ou biodégradables d'ici 2025. Ce chiffre est de 92 % en 2018.

Afin d'atteindre cet objectif, le Groupe favorise en priorité les matériaux à base de papier et l'aluminium, tous deux 100 % prêts au recyclage. Un emballage est considéré comme « prêt au recyclage » s'il existe au moins une filière de recyclage dans un pays (collecte, tri, deuxième vie).

Concernant le plastique, Bel a fait évoluer ses barquettes de Leerdammer en tranches vers un emballage entièrement mono-matériau. Grâce à ce développement innovant, ces emballages sont d'ores et déjà partiellement recyclables en France (35 % des communes, 100 % à 2022) et prêts pour la mise en place progressive de l'extension du recyclage à tous les emballages plastique en Europe. Le recyclage de ces barquettes peut ainsi permettre de revaloriser le couvercle en fibre polaire et le contenant en bouteille par exemple.

Encourager et faciliter le recyclage

En communiquant clairement auprès des consommateurs

Le consommateur a aussi un rôle clé pour réduire l'impact environnemental des emballages au travers de son geste de tri. C'est pourquoi les consignes de tri sont visibles sur les emballages et les sites des marques du Groupe. Dans les pays émergents, le Groupe modifie progressivement ses emballages pour préconiser des gestes citoyens et réduire les déchets jetés dans la nature (voir paragraphe 2.4 « Apporter des informations justes et utiles à ses consommateurs »).

(1) Les données chiffrées présentées dans ce paragraphe n'incluent pas MOM et ne couvrent que partiellement Safilait et Bel Rouzaneh.

En nouant des partenariats pour développer les filières et la valorisation des déchets d'emballages

Si 92 % des emballages du Groupe sont prêts à être recyclés, Bel fait néanmoins face à l'absence, dans de nombreux pays de commercialisation de ses produits, de filières de collecte pour le recyclage et la réutilisation des matériaux d'emballage. C'est notamment le cas pour les micro-déchets en aluminium et les barquettes en plastique.

Bel accompagne le développement de filières de collecte et de recyclage. C'est notamment le cas en France où le Groupe est un membre actif du Club de l'Emballage Léger en Aluminium et Acier (CELAA). Celui-ci vise à améliorer le tri et le recyclage des petits emballages en aluminium et en acier en partenariat avec Citeo, entreprise qui assure le pilotage du dispositif de tri et de recyclage des emballages ménagers. En 2016, Bel a également cocréé l'Areme, une initiative similaire en Belgique, et cherche à étendre ces initiatives à d'autres pays.

Faits marquants 2018

- Formalisation de la Politique Emballages responsables Groupe.
- Remplacement de la barquette plastique « Leerdammer en tranches » existante par la barquette recyclable dans les deux marchés principaux (France et Allemagne).
- Intégration de MOM et Safilait aux ratios environnementaux Groupe.

Priorités 2019

- Faire valider ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre par le comité technique de l'initiative *Science Based Targets*.
- Finaliser la politique Forêts et écosystèmes naturels



EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE

LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2017	à	2018	à	2020	à	2025	AVANCEMENT
Travailler vers des emballages 100 % prêts au recyclage et/ ou biodégradables.	Emballages prêts au recyclage et/ou biodégradables.	86 %**		92 %*		88 %		100 %	😊
Atteindre zéro déforestation dans notre chaîne d'approvisionnement.	Empreinte forêt.							0	😐
Atteindre la neutralité carbone pour nos opérations.	Bilan carbone (kg éq. CO ₂ par tonne de produits finis).	-384**		-288		-335		0	😊
Réduire notre empreinte carbone globale pour répondre aux ambitions de l'accord de la COP 21.	Émissions Gaz à effet de serre par tonne de produits finis vs 2008.	-9 %*		-10 %*		-12 %*		-17 %	😊
Réduire l'empreinte eau de nos sites de production.	Consommation d'eau par tonne de produits finis vs 2008.	-38 %**		-48 %		-55 %		-80 %	😊

* Hors MOM

** Hors MOM et Safilait

😊 Conforme au plan

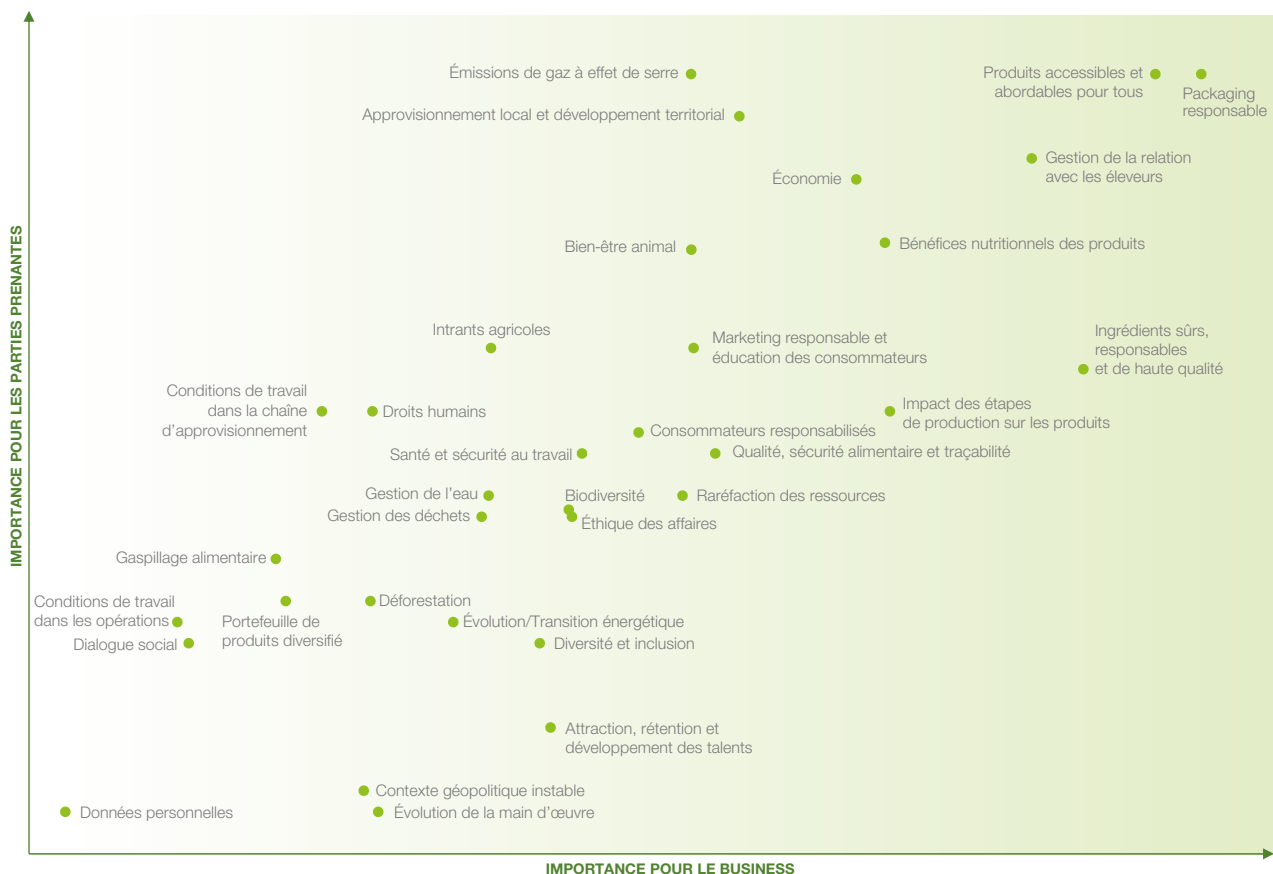
😐 Non conforme au plan

😐 Plan à finaliser



ANNEXES

ANNEXE 1 : Résultats de l'analyse de matérialité du Groupe BEL



ANNEXE 2 :

Tableau récapitulatif de la Déclaration de Performance Extra-financière du Groupe Bel







Risques extra-financiers	Politiques de remédiation	Réalizations 2018																					
Risques de corruption, de violation des droits humains et d'évasion fiscale	<ul style="list-style-type: none"> – Code de bonnes pratiques des affaires ; – Système d'alerte interne et externe (voir paragraphes 2.1 et 2.2). 	Voir actions décrites dans les paragraphes 2.1 et 2.2																					
Risques liés aux ressources humaines, à la sécurité et à la santé des collaborateurs du Groupe et au dialogue social	<ul style="list-style-type: none"> – Programmes santé / sécurité (voir paragraphe 2.7) ; – Programmes diversité et talents (voir paragraphes 2.8 et 2.9) ; – Dialogue social (voir paragraphe 2.10). 	<table> <tr> <th>LES OBJECTIFS DE BEL</th><th>KPI</th><th>2025</th><th>2018</th></tr> <tr> <td>Travailler vers Zéro accident sur nos sites.</td><td>TFA (Taux de Fréquence des Accidents) Bel.</td><td>3,0</td><td>6,6</td></tr> <tr> <td>Promouvoir la diversité Hommes-Femmes.</td><td>Part de femmes dans le Top management.</td><td>40 %</td><td>21 %**</td></tr> <tr> <td>Développer les talents de nos collaborateurs.</td><td>Collaborateurs ayant suivi une formation durant l'année.</td><td>100 %</td><td>75 %</td></tr> </table>		LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2025	2018	Travailler vers Zéro accident sur nos sites.	TFA (Taux de Fréquence des Accidents) Bel.	3,0	6,6	Promouvoir la diversité Hommes-Femmes.	Part de femmes dans le Top management.	40 %	21 %**	Développer les talents de nos collaborateurs.	Collaborateurs ayant suivi une formation durant l'année.	100 %	75 %				
LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2025	2018																				
Travailler vers Zéro accident sur nos sites.	TFA (Taux de Fréquence des Accidents) Bel.	3,0	6,6																				
Promouvoir la diversité Hommes-Femmes.	Part de femmes dans le Top management.	40 %	21 %**																				
Développer les talents de nos collaborateurs.	Collaborateurs ayant suivi une formation durant l'année.	100 %	75 %																				
Risques liés aux fournisseurs	Charte des achats responsables, évaluation des fournisseurs et cartographie des risques fournisseurs. (voir paragraphe 2.3) ;	<table> <tr> <th>LES OBJECTIFS DE BEL</th><th>KPI</th><th>2025</th><th>2018</th></tr> <tr> <td>Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales auprès de nos fournisseurs.</td><td>Score moyen « Ecovadis » des fournisseurs (sur 100).</td><td>55,0</td><td>50,8**</td></tr> </table> <p>Programme et engagements pour un amont laitier durable (voir paragraphe 3.1).</p> <table> <tr> <th>LES OBJECTIFS DE BEL</th><th>KPI</th><th>2025</th><th>2018</th></tr> <tr> <td>Contribuer à améliorer la qualité de vie et les conditions de travail des éleveurs partenaires.</td><td>Éleveurs ayant accès à des modèles sociétaux innovants.</td><td>100 %</td><td>34 %*</td></tr> <tr> <td>Encourager une alimentation sans OGM pour les vaches qui produisent notre lait.</td><td>Lait provenant de vaches nourries avec une alimentation sans OGM.</td><td>100 %</td><td>16 %*</td></tr> </table>		LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2025	2018	Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales auprès de nos fournisseurs.	Score moyen « Ecovadis » des fournisseurs (sur 100).	55,0	50,8**	LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2025	2018	Contribuer à améliorer la qualité de vie et les conditions de travail des éleveurs partenaires.	Éleveurs ayant accès à des modèles sociétaux innovants.	100 %	34 %*	Encourager une alimentation sans OGM pour les vaches qui produisent notre lait.	Lait provenant de vaches nourries avec une alimentation sans OGM.	100 %	16 %*
LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2025	2018																				
Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales auprès de nos fournisseurs.	Score moyen « Ecovadis » des fournisseurs (sur 100).	55,0	50,8**																				
LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2025	2018																				
Contribuer à améliorer la qualité de vie et les conditions de travail des éleveurs partenaires.	Éleveurs ayant accès à des modèles sociétaux innovants.	100 %	34 %*																				
Encourager une alimentation sans OGM pour les vaches qui produisent notre lait.	Lait provenant de vaches nourries avec une alimentation sans OGM.	100 %	16 %*																				
Risques de qualité, sécurité des aliments et réglementation produit	<ul style="list-style-type: none"> – Organisation et processus dédiés (voir paragraphe 4.1). 	Voir actions décrites dans le paragraphe 4.1																					

* Hors MOM. ** Hors MOM et Safilait.

Risques extra-financiers	Politiques de remédiation	Réalisations 2018
--------------------------	---------------------------	-------------------

Risques liés à l'innovation et aux attentes des consommateurs

- Offres de produits pour répondre aux attentes des consommateurs (voir paragraphe 4.2) ;
- Programmes visant à favoriser de meilleures habitudes alimentaires et des modes de vie plus sains (voir paragraphe 4.3).







LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2025	2018
Améliorer de façon continue la qualité nutritionnelle de nos produits.	Portefeuille Produits Enfants respectant les critères « Bel Nutri + ».		
Encourager des habitudes de consommation et modes de vie sains.	Pays majeurs ayant mis en place un programme à destination des consommateurs (« Educanut »).		
	Pays majeurs ayant mis en place un programme à destination des employés (« Healthy smiles »).		

Risques d'impact des activités sur l'environnement

- Politique environnementale (voir paragraphe 5.1)

Risques liés à la durabilité des ressources naturelles et au réchauffement climatique

- Programmes de réduction des consommations d'énergie et recours à des énergies renouvelables (voir paragraphe 5.2) ;
- Programmes visant à limiter les risques d'atteinte à la biodiversité et de déforestation (voir paragraphe 5.4) ;
- Dynamique d'économie circulaire pour les emballages et la lutte contre le gaspillage alimentaire (voir paragraphes 5.5 et 5.6).

LES OBJECTIFS DE BEL	KPI	2025	2018
Travailler vers des emballages 100 % prêts au recyclage et/ou biodégradables.	Emballages prêts au recyclage et/ou biodégradables.		
Atteindre zéro déforestation dans notre chaîne d'approvisionnement.	Empreinte forêt.		
Réduire notre empreinte carbone globale pour répondre aux ambitions de l'accord de la COP 21.	Émissions Gaz à effet de serre par tonne de produits finis vs 2008.		

* Hors MOM. ** Hors MOM et Saflait.

ANNEXE 3 :

Table de concordance avec les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies

Chapitre(s) du document	
Droits de l'homme	
1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme	2. Œuvrer pour le bien-être de tous
2. Les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme	2. Œuvrer pour le bien-être de tous
Normes internationales du travail	
3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective	2. Œuvrer pour le bien-être de tous
4. Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination du travail forcé ou obligatoire	2. Œuvrer pour le bien-être de tous
5. Les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants	2. Œuvrer pour le bien-être de tous
6. Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession	2. Œuvrer pour le bien-être de tous
Environnement	
7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution aux problèmes touchant à l'environnement	5. Réduire son empreinte environnementale
8. Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement	5. Réduire son empreinte environnementale
9. Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement	5. Réduire son empreinte environnementale
Lutte contre la corruption	
10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin	2. Œuvrer pour le bien-être de tous

ANNEXE 4 :

Contribuer aux Objectifs de Développement Durable des Nations Unies

Paragraphe du document	Les Objectifs de Développement Durable
2. Œuvrer pour le bien-être de tous 2.1 Placer l'éthique et la vigilance au cœur des activités du Groupe 2.2 Assurer une vigilance renforcée en matière de lutte contre la corruption, de respect des droits de l'homme et de l'environnement 2.3 Promouvoir des bonnes pratiques sociales et environnementales avec ses partenaires 2.4 Apporter des informations justes et utiles à ses consommateurs 2.5 Contribuer au dynamisme de ses territoires d'implantation 2.6 Bâtir un modèle social fédérateur 2.7 Assurer la santé, la sécurité et le bien-être au travail 2.8 Favoriser l'égalité des chances et la diversité au sein du Groupe 2.9 Développer les talents de ses collaborateurs 2.10 Entretenir un climat social positif	       
3. S'engager pour une agriculture durable 3.1 Agir pour un amont laitier durable 3.2 Recourir à la Matière grasse végétale dans un cadre rigoureux 3.3 Offrir le meilleur des fruits	   
4. Promouvoir une nutrition attentive 4.1 Assurer une qualité et une sécurité alimentaire optimales 4.2 Assurer la qualité nutritionnelle des produits 4.3 Favoriser de meilleures habitudes alimentaires et des modes de vie plus sains	    
5. Réduire son empreinte environnementale 5.1 Conduire une politique environnementale ambitieuse 5.2 Réduire ses émissions de gaz à effet de serre 5.3 Utiliser durablement la ressource en l'eau 5.4 Limiter les risques d'atteinte à la biodiversité et de déforestation 5.5 Lutter contre le gaspillage alimentaire 5.6 Inscrire les emballages dans l'économie circulaire	     

ANNEXE 5 :

Synthèse des données environnementales

Groupe BEL avec MOM et Safilait	Unités	2016	2017	2018
Économie circulaire				
Sous-produits valorisés				
Fromages déclassés ou assimilés valorisés en interne ou en externe	t	15 504	17 138	17 693
Extrait sec de lactosérum valorisé en interne ou en externe	t	82 963	83 391	80 548
Crème valorisée en interne ou en externe	t	47 623	47 838	48 981
<i>Quantité de sous-produits valorisés</i>	t	<i>146 090</i>	<i>148 367</i>	<i>147 222</i>
Consommation d'eau				
Consommation d'eau zone de Vulnérabilité	m³	2 132 557	1 933 485	818 654
Consommation d'eau en zone de stress	m³	721 672	659 945	301 910
Consommation d'eau en zone de pénurie	m³	602 338	969 795	1 056 359
Consommation d'eau en zone de non-vulnérabilité	m³	891 296	1 436 860	3 036 555
<i>Quantité d'eau totale</i>	m³	<i>4 347 862</i>	<i>5 000 085</i>	<i>5 213 478</i>
Énergie				
Électricité				
Consommation d'électricité du réseau sans certification d'origine renouvelable	MWh	289 535	181 942	189 570
Consommation d'électricité auto produite à partir de fuel ou de gaz	MWh	433	520	460
Consommation d'électricité d'origine renouvelable certifiée	MWh	9 857	150 960	151 141
<i>Consommation totale d'électricité</i>	MWh	<i>299 825</i>	<i>333 422</i>	<i>340 712</i>
Combustibles				
Fioul	MWh_PCI	96 559	86 858	85 834
Gaz	MWh_PCI	341 210	418 514	417 189
Biomasse	MWh_PCI	92 016	79 681	71 746
Total combustion en poste fixe	MWh_PCI	529 785	585 053	574 769
Émissions de gaz à effets de serre				
GES				
Émissions de GES liées à la consommation d'électricité	tCO ₂ e	88 760	81 888	84 881
Émissions de GES liées à la consommation de fuel et de gaz	tCO ₂ e	112 708	127 939	127 262
Émissions de GES liées à la biomasse ou autre énergie renouvelable	tCO ₂ e	2 245	1 944	1 751
Émissions de gaz à effet de serre liées aux fluides frigorigènes	tCO ₂ e	8 838	5 348	6 573
Émissions de GES liées à la flotte de véhicule propre	tCO ₂ e	21 902	9 614	9 593
<i>Émissions totales de GES scope 1 et scope 2</i>	tCO ₂ e	<i>234 454</i>	<i>226 734</i>	<i>230 060</i>

Groupe BEL avec MOM et Safilait	Unités	2016	2017	2018
Rejets dans l'eau				
Rejets vers le milieu naturel				
Volume d'eau épurée en interne avec rejet au milieu naturel	m³	2 173 602	2 191 714	2 078 832
Demande chimique en oxygène rejetée	kg	93 673	80 131	82 728
Phosphore rejeté	kg	4 808	2 571	3 719
Matières en suspension rejetées	kg	38 547	30 605	30 625
Azote rejeté	kg	14 099	14 028	13 104
Rejets vers une station d'épuration urbaine				
Volume d'eau épurée par un tiers avec d'autres effluents	m³	1 933 975	2 299 966	2 483 266
Rejets dans le sol				
Épandage d'eaux brutes				
Volume d'eau usée épandu en eaux brutes	m³	381 078	ND	ND
Valorisation agronomique des boues				
Azote	t	112	96	90
Phosphore	t	94	76	81
Matières sèches	t	1 356	1 088	1 077
Rejets dans l'eau et dans le sol				
Volume total de rejet d'eau	m³	4 488 655	4 491 680	4 562 098
Coût total du traitement de ces rejets	EUR	3 884 469	4 491 235	5 560 745
Autres émissions dans l'air				
Protoxyde d'azote, dioxyde d'azote, etc.	t	201	204	197
Dioxyde de soufre	t	213	194	196
Nuisances sonores				
Part de sites en situation de conformité pour le niveau sonore en limite de propriété et le niveau d'émergence pour le voisinage le plus exposé	%	83	83	83
Atteintes à l'environnement				
Nombre d'incidents	Unité	101	67	158
Actions correctives	Unité	98	67	150
Production de déchets				
Quantité de déchets non dangereux triés et destinés à la valorisation	t	16 999	21 947	28 299
Quantité de déchets dangereux triés et confiés aux filières de traitement appropriées	t	1 291	534	569
Déchets incinérés avec production d'énergie	t	2 598	3 077	5 485
Déchets incinérés sans production d'énergie	t	1 092	490	1 033
Déchets évacués en décharge	t	2 873	6 327	4 147
Production totale de déchets	t	24 853	32 375	39 533
Coût de traitement	EUR	1 432 101	2 039 290	3 187 658
Produit de la vente	EUR	434 452	684 973	1 053 150





Du sourire à partager

Fromageries Bel

2 allée de Longchamp
92150 Suresnes
www.groupe-bel.com

Société anonyme au capital
de 10 308 502,50 euros
RCS Nanterre 542 088 067
Code APE/NAF : 1 051C



NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL

Ceci est notre **Communication sur
le Progrès** sur la mise en œuvre des
principes du **Pacte mondial des
Nations Unies**.

Nous apprécions vos commentaires sur
son contenu.